JEUNE AFRIQUE LIVRES

Sankara le rebelle

SENNEN ANDRIAMIRADO

collection DESTINS

SANKARA LE REBELLE

COLLECTION DESTINS
dirigée par Béchir Ben Yahmed et Renaud de Rochebrune

DÉJÀ PARUS
Mandela l'indomptable
par François Soudan

Sékou Touré, un destin manqué
par Ibrahima Baba Kaké

2.e TIRAGE

Iconographie : Mathilde Rieussec
Dessin de couverture : Sedat Tosun

© 1987, Groupe Jeune Afrique - 51, avenue des Ternes - 75017 PARIS
Dépôt légal : 3e trimestre 1987
ISBN 2-85258-383-6

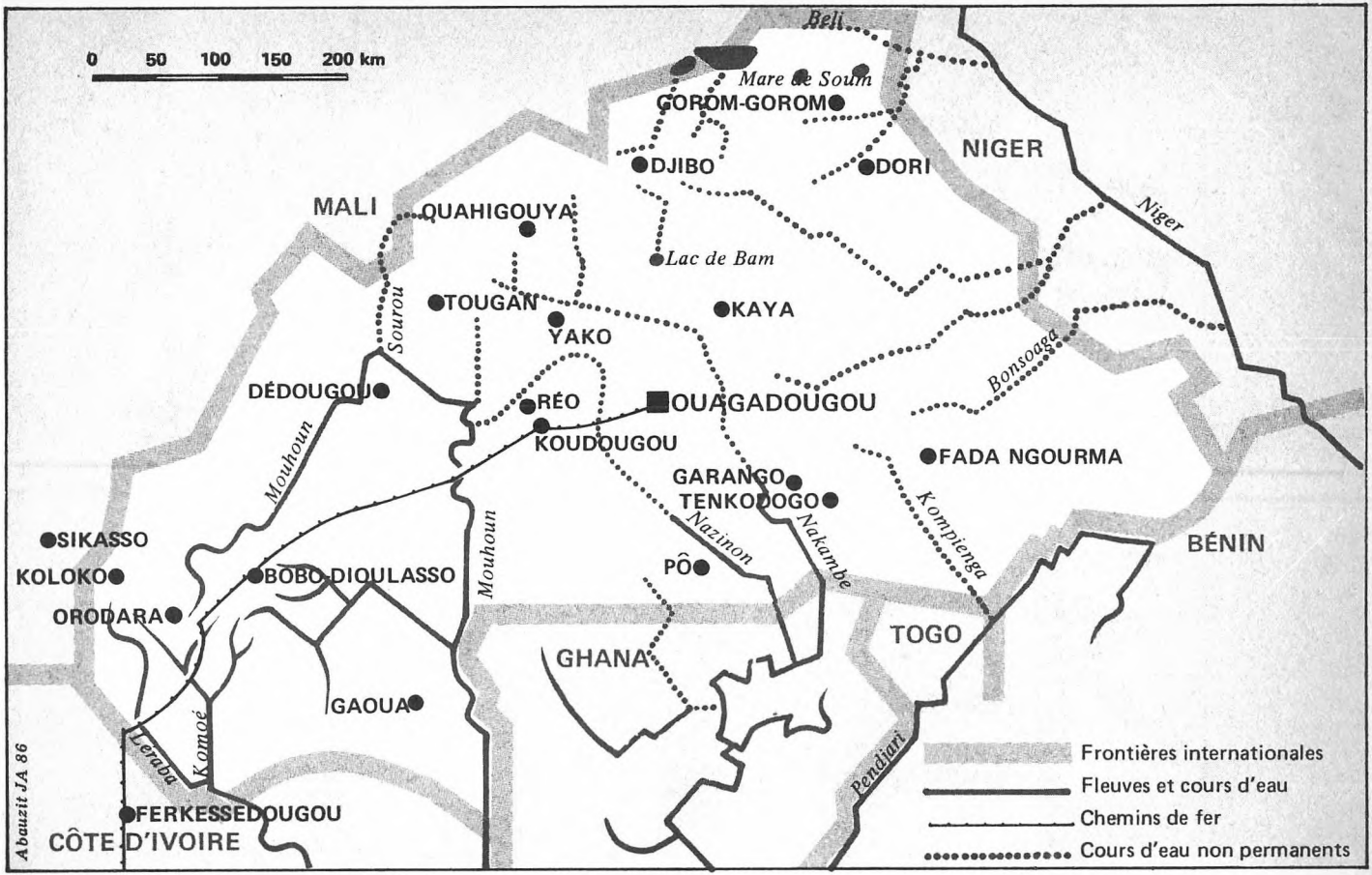
Sennen Andriamirado

SANKARA LE REBELLE

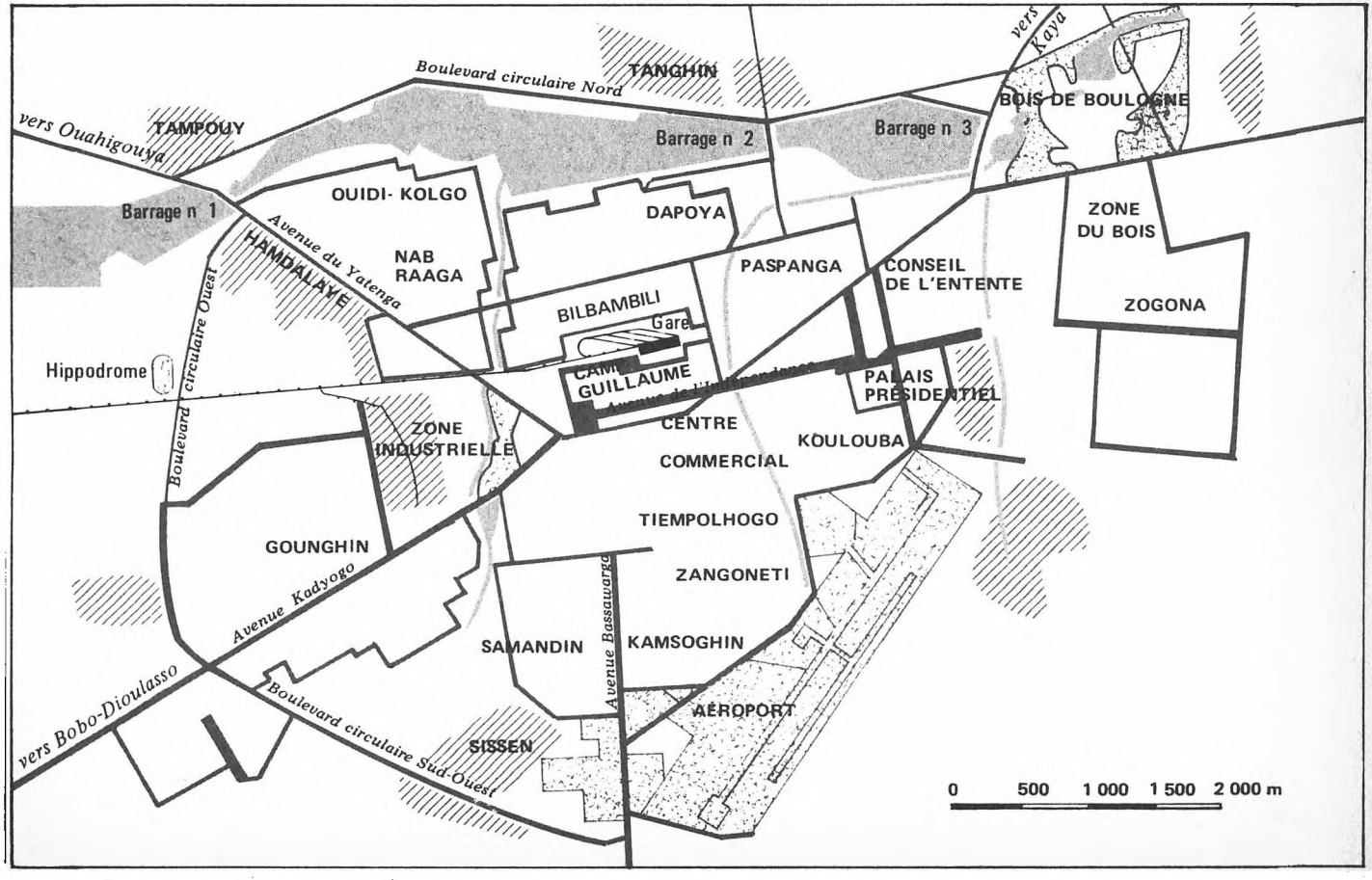
JEUNE AFRIQUE LIVRES

N° 2

CARTE DU BURKINA FASO



PLAN DE OUAGADOUGOU



AVANT-PROPOS

C'est trois mois après l'arrivée de Thomas Sankara à la tête du régime burkinabé, en novembre 1983, au retour du sommet de la Communauté économique d'Afrique de l'Ouest (CEAO), à Niamey, où il m'avait invité à venir le voir, que nous avons eu, à Ouagadougou, notre premier entretien de chef d'État à journaliste. Pour la première fois également, à cette occasion, il m'a imposé son rythme d'oiseau de nuit : notre conversation dura de 7 heures du soir à 3 heures du matin.

Nous avons commencé par échanger nos vagues souvenirs communs de l'époque où il était élève-officier à

l'Académie militaire d'Antsirabe à Madagascar — j'y faisais moi-même des incursions de temps en temps bien avant de devenir journaliste. Après un long entretien sur son pays et sur le mien, Madagascar, sur d'autres révolutions, Thomas Sankara m'a alors demandé : « Qu'est-ce qui me menace le plus ? » Je lui ai répondu : « Le déraillement de la révolution, et la mégalomanie. » Et nous avons évoqué ensemble les multiples cas de révolutionnaires authentiques au départ qui s'étaient eux-mêmes baptisés par la suite, tel Kim Il Sung ou Kaddafi, « grand leader », « grand stratège génial » ou autres « guides du peuple », etc.

A chaque fois que j'ai revu par la suite le président Sankara, nous avons de nouveau procédé à une sorte d'autocritique... à deux. Il me fait l'honneur de m'écouter — quoique pas toujours ! De mon côté, je n'ai rien d'autre à lui offrir que l'expérience de mes quelques années d'aînesse et surtout celle du recul « professionnel » du journaliste qui sillonne l'Afrique à longueur de temps depuis une quinzaine d'années. De ces rencontres est née une certaine complicité que je ne renie certes pas. Quand le Burkina a émis un timbre à son effigie, j'ai dit à Thomas Sankara : « Attention ! C'est ainsi que commence le vertige du pouvoir. Bientôt ce sera la statue du "grand camarade". » Il a piqué une colère mémorable.

Rien d'étonnant, donc, si quand je lui ai annoncé mon intention d'écrire un livre sur lui, il a piqué une autre colère, me reprochant d'être inconséquent, de prétendre vouloir lui éviter la mégalomanie tout en le propulsant comme un héros sur le devant de la scène.

Qu'il se rassure cependant et que se rassure le lecteur.

Nous avons, je crois, suffisamment d'estime l'un pour l'autre pour qu'on ne nous soupçonne pas d'avoir comploté pour falsifier l'histoire. Oui, j'éprouve du respect, de l'amitié et même de la tendresse pour l'homme, et je partage, pour l'essentiel, son idéal. Mais ce sont là autant de raisons de tenir à le préserver de la folie des grandeurs en m'en tenant à une position de journaliste. Faut-il encore ajouter qu'évidemment, quelles que soient mes sympathies « naturelles » pour ce pays, son président et son peuple, je ne suis pas burkinabè, je n'ai aucun intérêt au Burkina, je ne suis pas militant de la révolution démocratique et populaire.

Alors pourquoi ce livre ? D'abord, parce que l'homme, c'est évident, est singulier : un homme que de Gaulle, dit Jean Lacouture, aurait aimé rencontrer. Mais j'ai surtout voulu écrire sur une certaine idée de l'Afrique et de ses dirigeants. Sur la troisième génération des chefs d'État africains. Sur l'espoir. Que Sankara en soit aujourd'hui une incarnation en Afrique n'est peut-être qu'un accident de l'histoire. Mais c'est un accident que je crois heureux.

Février 1987.

INTRODUCTION

Ce dimanche, 14 octobre 1984, Mohamed Abdelaziz, président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), est en visite à Ouagadougou. Entre les caïlcédrats et les eucalyptus bordant les rues, la foule acclame plus Thomas Sankara que ce chef d'un État contesté dont les Ouagalais situent mal les frontières sur une carte. Soudain, un badaud sort des rangs et le voilà au beau milieu de la chaussée, faisant face au cortège officiel qui arrive. Deux para-commandos burkinabè se précipitent et le repoussent brutalement vers les bas-côtés qui servent de trottoirs. Il tombe, se relève furieux, marmonne et s'en va. Tant pis pour son prési-

dent de fils, Joseph Sankara n'applaudira pas à son passage.

Un chef d'État à la merci d'un problème de petit déjeuner, voilà qui n'est pas banal !

A près de soixante-dix ans, il est né vers 1919, Joseph Sankara, bien conservé, n'a rien perdu de sa fougue militaire. Cet ancien combattant — en fait, il était ...infirmier dans l'armée française — fait prisonnier par les Allemands en 1940 a une conception toute personnelle de la discipline : il peste, il rue dans les brancards ; c'est à lui de décider, pas aux autres. Thomas Sankara lui-même se fait parfois proprement réprimander : « Mon père croit que c'est toujours lui qui commande, remarque-t-il. Je n'arrive pas à lui enlever ça de la tête. Alors je préfère ne pas discuter. De toute façon, il est convaincu qu'à la guerre, il a fait mieux que moi. » Joseph Sankara, quand on l'interroge, prétend bien sûr le contraire : « Mon temps est révolu. C'est Thomas qui nous dirige. » Ses frères et sœurs reconnaissent cependant qu'il leur est arrivé de mettre collectivement en accusation le camarade président.

Ce dernier a l'habitude de venir, tous les dimanches, prendre le petit déjeuner dans la maison familiale, au quartier de Paspanga, qui se trouve derrière les bureaux de l'Office national d'exploitation des ressources animales (Onera) à Ouagadougou. En fait de « prendre » le petit déjeuner, c'est lui qui apporte le nécessaire : café, lait, sucre et pain. Un dimanche de 1985, Thomas est

arrivé les mains vides : il avait tout simplement oublié de s'arrêter quelque part pour acheter les provisions. Quand, pour se faire pardonner, il a proposé de repartir faire les courses, tout le monde a refusé et finalement personne n'a déjeuné ce matin-là. Père, mère, sœurs et frères l'ont tancé comme ils ne l'avaient jamais fait tout au long de sa vie à la maison. Le président en a gardé un si mauvais souvenir qu'il n'a jamais plus oublié de faire ses achats...

Un autre dimanche matin, raconte-t-il, sortant de son « palais », au moment de monter dans sa voiture, il pense subitement aux « provisions ». Il fouille dans ses poches et s'aperçoit qu'il n'a pas d'argent. Remontant à la cuisine, il découvre que la réserve de son épouse Mariam est vide. Sollicités, ses gardes du corps ne peuvent rien lui prêter : ils sont aussi fauchés que leur président ! Thomas Sankara fait appeler discrètement un des hauts fonctionnaires, en conférence dans la salle du conseil des ministres, qui lui prête 1 000 F CFA. L'honneur est sauf, et il n'aura pas à affronter les reproches de sa turbulente famille !

Un chef d'État dont l'emploi du temps et la sérénité sont à la merci d'un problème de petit déjeuner, voilà qui n'est pas banal ! Cela seul aurait pu suffire à montrer à quel point Sankara, on ne peut le nier qu'on l'aime ou pas, est un président pas comme les autres. Mais il y a encore plus parlant, comme par exemple cette affaire du détournement d'un Boeing 727 appartenant au colonel Kaddafi.

L'histoire de ce présidentiel et rocambolesque détournement commence à Moscou, en octobre 1986, où San-

kara est en visite officielle depuis le début du mois. Les Soviétiques ont mis à sa disposition un avion spécial pour ramener la délégation burkinabè — une cinquantaine de personnes au total — à Ouagadougou. Mais sur le chemin du retour, le 13 octobre 1986, Thomas Sankara décide de s'arrêter à Tripoli pour rencontrer Kaddafi. Et là lui vient une idée, une curieuse idée. Il demande au colonel de lui prêter un Boeing 727 pour rentrer au Burkina. Kaddafi, qui n'imagine évidemment pas que cet appareil va faire double emploi, ne s'étonne pas et accepte. Deux appareils, l'un soviétique, l'autre libyen, atterrissent donc, aux trois quart vides, à Ouagadougou.

Après une nuit de repos, les Soviétiques repartent. L'équipage libyen — quatre hommes et deux femmes — ne comprend pas alors pourquoi il n'est pas autorisé à remonter dans son Boeing 727. Les techniciens de la tour de contrôle non plus. L'avion libyen, en effet, a été tracté et parqué loin de la piste de l'aéroport à la demande de Sankara. Des commandos burkinabè en interdisent l'approche. Reclus à l'hôtel Silmandé, sans uniforme de rechange, l'équipage des *Libyan Arab Airlines* alerte Tripoli. Le colonel Kaddafi est mis au courant de cette situation étrange. Il envoie alors message sur message à Sankara qui ne daigne pas y répondre : il a décidé de doter le Burkina d'un Boeing 727 au détriment du riche Kaddafi !

Pendant que Kaddafi télexe trois fois par jour pour réclamer des explications et que son équipage se morfond à Ouagadougou, Sankara et ses amis font faire une enquête très intéressée : y a-t-il quelque part dans le monde des Burkinabè capables de tenir le manche à balai

d'un Boeing 727 ? Inutile d'en rechercher parmi les militaires : l'armée de l'air ne dispose que de deux petits Marchetti à hélices et d'un vieux Mig 17 et aucun de ses membres n'a jamais piloté un tel appareil. Même déception auprès d'Air Burkina dont les pilotes sont des virtuoses sur les Fokker 28 mais ignorent tout du maniement d'un Boeing. Dernier espoir : Air Afrique. Plusieurs Burkinabè font partie des équipages de la compagnie multinationale africaine mais, hélas, aucun n'est pilote ni même copilote de Boeing. Au bout d'une semaine et après plusieurs crises de larmes et de nerfs au sein de l'équipage libyen pris en otage, le Boeing de Kaddafi est enfin libéré. Parce que les Burkinabè n'ont personne de disponible pour le piloter.

Sankara et ses amis ont beaucoup ri de leur facétie : « Nous n'avons pas d'avion, Kaddafi en a plein. Qu'il nous en donne ! Nous sommes toujours obligés de faire de l'avion-stop pour aller quelque part. » Cette pratique de l'avion-stop, d'ailleurs, a valu quelques mésaventures à Thomas Sankara. En juillet 1984, c'est un avion... chinois qui le dépose à Addis Abeba où il doit participer au sommet de l'OUA ; après avoir essuyé le refus du Nigérian Buhari et celui du Congolais Nguesso qui ne veulent ou ne peuvent faire le détour par Ouagadougou, il en repart de justesse, n'évitant un séjour prolongé et imprévu dans la capitale éthiopienne que grâce au président béninois Mathieu Kérékou qui l'embarque avec lui. Cette même année 1984, en octobre, après son intervention devant l'ONU, à New York, il ne peut répondre à l'invitation du maire d'Atlanta, Andrew Young, Washington refusant le survol du territoire américain à

l'avion... cubain qui le transporte. En juillet 1985, il ne participe pas au sommet de l'OUA parce que le coût du voyage d'Addis Abeba, dit-il, aurait imposé au Burkina des sacrifices dans les secteurs prioritaires. Pour qu'il puisse s'y rendre l'année suivante, au mois de juillet, il a fallu que des amis extérieurs donnent à Adèle Ouedraogo, ministre burkinabè du Budget, des garanties formelles de retour en avion-stop.

Sankara et le petit groupe de ses compagnons de combat, en effet, se sont juré de ne pas dilapider le maigre budget annuel du pays — moins de 100 milliards de F CFA — et ils ont définitivement accordé la priorité absolue aux « obligations sociales et économiques » : forage de puits, équipement de dispensaires et de postes villageois de santé, construction de petits barrages et de logements sociaux, adduction d'eau, ouverture de pistes, etc. Parce qu'ils veulent que le Burkina et les Burkinabè vivent « au niveau du pays réel ».

Or à quoi ressemble le « pays réel » ? Le grand journaliste français Albert Londres, dans *Terre d'ébène,* découvrait ainsi la Haute-Volta de 1930 : « Nous arrivons en Haute-Volta, dans le pays mossi ; il est connu en Afrique sous le nom de réservoir d'hommes : trois millions de nègres. Tout le monde vient en chercher comme de l'eau au puits. »

Le Burkina d'aujourd'hui n'est que l'héritier de cette Haute-Volta, pays jugé économiquement inutile, amputé, dépecé, effacé de la carte, reconstitué au gré des besoins successifs de la politique coloniale. Au lendemain de l'indépendance, en 1960, et pour plus de vingt ans encore, la Haute-Volta enclavée est restée l'arrière-pays des États

côtiers de la région. Des chefs de village ou des chefs militaires s'y sont querellés pour se transformer en chefs d'Etat et diriger un désert économique, peuplé de mendiants.

Pas de voyage à Addis Abeba sans garantie de retour en avion-stop !

Et la Haute-Volta a ainsi vivoté, justifiant les clichés à peine caricaturaux qui circulaient : Ouagadougou, la capitale la plus sale de l'Afrique ; Bobo-Dioulassso, une pseudo-capitale économique, en fait simple carrefour entre la Côte d'Ivoire et les « pays de l'intérieur » où croisent des trafiquants ; une énorme réserve de main-d'œuvre et de bétail à bon marché ; des fonctionnaires payés à ne rien faire parce que sans moyen pour faire quoi que ce soit ; des intellectuels muselés, condamnés soit à la compromission avec des gouvernants emmurés dans leur tour d'ivoire soit à l'action clandestine toujours propice aux disputes de chapelles.

Un Etat ? Au mieux un pays, parmi les plus misérables de la planète que, seuls, visitent les touristes les plus fauchés ; où, seuls, se sont installés des organismes d'aide et de coopération parmi les plus généreux et les plus... démunis.

La résignation s'est, au fil des ans, transformée en humiliation et cette dernière a brutalement engendré la révolte. Mais ici comme ailleurs, la révolte a eu besoin de militants. Ils sont apparus au grand jour au début des années quatre-vingt. De jeunes officiers, lassés de para-

der ou de participer à des coups d'État pour le compte de leurs supérieurs ont fait irruption, le 4 août 1983, sur la scène politique, avec leurs godasses boueuses, leurs kalachnikov, leurs poings serrés et levés et leurs slogans. A leur tête : Thomas Sankara et ses trois principaux complices : Blaise Compaoré, Jean-Baptiste Lingani, Henri Zongo.

Brouillons au départ, enflammés, soulevés par l'enthousiasme de leurs jeunes supporters, ils ont commencé par se présenter comme des imprécateurs en colère, bataillant et pestant envers et contre tous. « Impérialistes, colonialistes, néo-colonialistes, féodaux, fonctionnaires et militaires véreux, chefs religieux et coutumiers », tous appartiennent désormais à une même faune vouée aux gémonies : « les crocodiles mangeurs d'hommes », « les sangsues qui saignent le peuple », « les vautours et charognards fondant sur leur proie », « les gardechiourmes, les valets et les bâtards de l'impérialisme », « les caméléons équilibristes » selon les diverses formules consacrées.

Si leur langage a d'emblée séduit les laissés-pour-compte, Sankara et les siens ont, dans le même temps, fait peur à beaucoup d'autres : à la vieille garde politique, à la maigre bourgeoisie nationale mais aussi, à l'extérieur, aux dirigeants des pays ouest-africains voisins et même au-delà, puisque très vite l'idéal de Thomas Sankara s'est trouvé identifié à l'espoir désespéré de la jeunesse africaine.

Le mot « révolution », désormais synonyme d'espoir pour les uns, est redevenu épouvantail pour les autres. Or cette révolution prônée par Sankara, Compaoré, Lin-

gani, Zongo et d'autres est curieuse, presque anachronique. Son « programme » se résume à ceci : l'honnêteté, la dignité, le travail pour manger, pour boire, pour se soigner, pour produire. Afin de bien marquer la rupture avec le passé, la République de Haute-Volta a disparu, pour faire place au Burkina Faso dont le nom signifie, selon la traduction officielle, « Terre des hommes intègres. » Tout un programme. Et un défi.

Voilà pourquoi Thomas Sankara et ses compagnons sont des rebelles pas comme les autres. Appelant un peuple de grabataires à se lever, professant : « Oser lutter, savoir vaincre », ils donnent le mauvais exemple. Qu'il le veuille ou non, que d'autres le veuillent ou non, Thomas Sankara appartient bien à cette nouvelle génération de chefs d'État qui veut inspirer aux Africains une nouvelle ambition, et instaurer en Afrique de nouveaux rapports de pouvoir. Celle, peut-être, des anti-héros. Ou des héros malgré eux. L'avenir dira s'ils ont été à la hauteur des espérances qu'ils ont suscitées au milieu des années quatre-vingt. Mais revenons en arrière...

1

« HONTE À CELUI QUI NE FAIT PAS MIEUX QUE SON PÈRE »

Troisième des dix enfants (six filles et quatre garçons) de Joseph et Marguerite Sankara, Thomas est né le 21 décembre 1949, à Yako, où son père était vacataire au service des postes. La Haute-Volta est alors avant tout un simple fournisseur de main d'œuvre pour la riche et voisine Côte d'Ivoire. Chef politique incontesté de toute la région, un certain Félix Houphouët-Boigny, député à l'Assemblée nationale française, a obtenu la suppression des travaux forcés trois ans auparavant[1]. En masse, les travailleurs voltaïques deviennent « salariés agricoles » dans les plantations ivoiriennes, en vertu d'un accord, signé en 1946, entre le Mogho

Naba Saga II, empereur des Mossis voltaïques, et Houphouët, principal planteur ivoirien. Thomas Sankara va grandir au gré des affectations du chef de famille. A Ouagadougou, bébé, il est bien sûr trop jeune pour se sentir « citadin ». A Gaoua, dans le sud-ouest du pays, âgé de six ans à son arrivée, il se frotte aux réalités de la colonisation. En effet si les pluies sont relativement bonnes dans la région, rien n'a été fait, c'est évident même aux yeux d'un enfant, pour aider les paysans à en tirer parti. Mais surtout, Thomas découvre bientôt sa différence : à dix ans, il rêve de la bicyclette du fils du directeur français de son école. Il finit par la subtiliser pendant une heure, pour l'essayer. A Bobo-Dioulasso, il obtient à seize ans son brevet de fin de premier cycle, au lycée Ouezzin Coulibaly. Dans cette ville de l'Ouest, carrefour vers le Soudan (futur Mali) et la Côte d'Ivoire, qui abritait la principale base militaire française[2] de l'époque en Afrique de l'Ouest, il observe qu'à l'église, les Blancs ont droit à des sièges capitonnés et les Noirs à des bancs en bois. Bon élève sans plus — bien que selon son père, qui enjolive l'histoire du premier de ses garçons, « il a toujours été brillant » — le jeune Thomas a une prédilection pour l'histoire.

A dix ans, il rêve de la bicyclette du fils du directeur de l'école.

Joseph Sankara est tout étonné d'apprendre un jour l'admission de son fils, à dix-sept ans, au Prytanée militaire de Kadiogo (PMK) à Ouagadougou : « Il ne m'avait

pas consulté. C'est lui-même qui a décidé de devenir militaire. Il a accompli tout seul les formalités. » C'est au Prytanée que le surprendra, le 3 janvier 1966, le renversement de Maurice Yaméogo, pourtant réélu triomphalement à la présidence trois mois auparavant. Sollicitée par les syndicats et des milliers de Ouagalais descendus manifester pacifiquement dans les rues, l'armée prend le pouvoir. A sa tête, le lieutenant-colonel Sangoulé Lamizana, chef d'état-major, ancien combattant « français » d'Indochine et d'Algérie.

La formation est éprouvante au PMK (qui deviendra l'Ecole des cadets de la révolution, puis lycée Marien Ngouabi) : une demi-journée de cours d'enseignement général, une demi-journée de sport et d'entraînement militaire. Thomas Sankara obtient pourtant sans problème son baccalauréat et se voit sélectionné, à vingt ans, pour des études d'officier à l'Académie militaire d'Antsirabe, à Madagascar.

De son séjour dans la Grande Ile entre 1970 et 1973, Sankara n'a retenu que quelques mots de malgache. Il sait saluer et répondre aux salutations, dire merci. Un proverbe cependant lui reste : « Honte à celui qui ne fait pas mieux que son père. » La devise de l'université de Madagascar. Il se souvient aussi des noms — qu'il prononce bien — de certains de ses professeurs et instructeurs de l'Académie. Mais il a oublié tout le reste, jusqu'aux jurons truculents qui abondent dans la langue malgache ! C'est qu'à Antsirabe, une ville pourtant joyeuse et sensuelle s'il en est, l'élève-officier, contrairement à ses camarades, ne sort jamais. Ne fumant pas, ne buvant pas, peu sensible aux jolies femmes qui fleu-

rissent dans cette cité-paradis, l'aspirant Thomas Sankara ne franchit pratiquement jamais les grilles du camp de l'Académie. Brillant sur les terrains de sports, brillant aux cours, il ne brille pas la nuit. Dormant peu, il joue de la guitare dans sa chambre, il travaille, il lit, en particulier des ouvrages d'histoire et de stratégie militaire.

Certains thuriféraires raconteront plus tard que le rôle pris par l'armée dans la révolution de mai 1972 à Madagascar a beaucoup influencé Sankara et explique ses orientations politiques. Rien n'est plus faux. L'armée malgache — et encore moins l'Académie militaire — n'a guère participé à cette révolution. Surpris d'avoir renversé le régime de Philibert Tsiranana en moins d'une semaine, les comités d'étudiants, d'enseignants, d'ouvriers, de paysans et de fonctionnaires ont fait appel à l'armée parce qu'ils ne savaient que faire du pouvoir. Et le général Gabriel Ramanantsoa, ainsi, n'est devenu chef du gouvernement que parce que Tsiranana a été contraint par la rue de confier les pleins pouvoirs aux militaires. Il est vrai qu'ensuite, mais seulement ensuite, ces derniers s'y sont accrochés, pour le pire.

Sankara n'a donc suivi la révolution malgache que de très loin. Il n'y a rien compris. Du nouveau régime il a gardé un seul (mauvais) souvenir. En 1973, ayant beaucoup entendu parler du jeune ministre des Affaires étrangères Didier Ratsiraka, capitaine de corvette, il se rend avec un élève officier malien à Antananarivo pour essayer de le rencontrer. Ratsiraka, qui est alors devenu une sorte de héros dans son pays pour avoir retiré Madagascar de la zone franc et renégocié les Accords de coopération avec la France, ne recevra pas les deux jeunes aspirants. Il le

dit d'abord en malgache à ses collaborateurs. Puis, pour se faire bien comprendre de Sankara et de son condisciple malien qui attendent derrière la porte, il hausse la voix et s'exprime cette fois en français : « Je n'ai pas le temps de les recevoir. Et d'ailleurs je n'ai rien à leur dire. » Ratsiraka a totalement oublié l'incident. Sankara ne l'oubliera jamais.

2

UN MILITAIRE SANS FORMATION POLITIQUE N'EST QU'UN CRIMINEL EN PUISSANCE

A sa sortie de l'Académie militaire d'Antsirabe, vierge de toute formation politique, le sous-lieutenant Thomas Sankara, à l'époque âgé de vingt-quatre ans, regagne son pays. Pour peu de temps, puisque l'armée, qui gouverne à Ouagadougou, l'envoie en France faire un stage à l'Ecole des parachutistes de Pau. Il y rencontre de jeunes officiers tout à fait traditionnels, sans états d'âme. La France est un pays riche. Sankara y découvre à nouveau ce qu'il appelle sa « différence ». Il se rend de temps en temps à Paris et, militaire incongru parmi les turbulents étudiants voltaïques, rencontre les militants de l'Organisation commu-

niste voltaïque (OCV), mère de tous les groupes marxistes-léninistes qui pulluleront ultérieurement à Ouagadougou. Plus tard, ministre burkinabè des Affaires étrangères puis de l'Information, l'ancien étudiant parisien Basile Guissou racontera : « Thomas venait nous voir dans nos foyers. Il nous disait de veiller à l'unité de nos actions. Il est vrai qu'entre étudiants, les luttes de clocher étaient vigoureuses ! Il nous faisait déjà des discours. Et nous, on écoutait ce militaire qu'on ne connaissait pas très bien. »

En stage chez les parachutistes en France, il découvre les auteurs marxistes.

Personne ne savait en effet ce que ce « militaire » cherchait à travers ses relations avec les étudiants. On le soupçonnait même d'espionner pour le compte du régime de Sangoulé Lamizana. Son propre frère cadet, Pascal Sankara, qui militait alors à Ouagadougou dans les mouvements étudiants clandestins, reconnaît aujourd'hui : « Nous ne le connaissions pas. On se méfiait d'ailleurs de lui à son retour en 1974. » Son père Joseph ne connaissait pas davantage son fils : « Je ne sais pas où il a appris la politique. » Thomas, lui, le sait.

Lors de ses séjours parisiens, il hante, des heures durant, les librairies « politiques » telle Les Herbes sauvages, où il découvre les auteurs marxistes. Sa curiosité, sa volonté de ne pas rester « un militaire sans formation politique donc un criminel en puissance », comme il aime à le dire, le pousse à multiplier les contacts. A Paris puis

à Ouagadougou. Dans une biographie politique rédigée par un de ses hagiographes[3], on peut lire : « Il a pris l'initiative, depuis 1974, d'entrer directement en rapport avec les militants et les responsables des organisations politiques révolutionnaires : Parti africain de l'indépendance (PAI), Union des luttes communistes (ULC), Parti communiste révolutionnaire voltaïque (PCRV) et Groupe marxiste-léniniste (M.L.) en particulier. On l'a vu assister personnellement (en tenue civile) à plusieurs meetings et congrès syndicaux à Ouagadougou, recherchant les contacts et aussi les documents qui circulaient clandestinement en ces occasions. »

Les partis politiques sont alors suspendus, depuis huit ans, c'est-à-dire depuis l'accession de l'armée au pouvoir, le 3 janvier 1966. Mais la classe politique continue de s'agiter. Sur le devant de la scène, les hommes sont toujours les mêmes : ceux qui, depuis la fin des années quarante, se disputent en permanence le pouvoir, au gré des alliances et des divorces. Renversé, l'ancien président Maurice Yaméogo a été éloigné de la capitale. Mais les autres sont là : Joseph Conombo, Gérard Kango Ouedraogo, Joseph Ki-Zerbo, Joseph Ouedraogo, etc. Et il y a aussi dans l'ombre les inconnus, où plutôt les marxistes clandestins. Parmi ces clandestins, des militaires — jamais identifiés — qui ont formé un mystérieux Regroupement des officiers communistes (ROC).

A Ouagadougou, en cette année 1974, les tracts pleuvent à tel point qu'un jour la mère de Thomas — analphabète — est interpellée par la police : elle a enveloppé dans des tracts antigouvernementaux les piments qu'elle vend par tas dans la rue ! Mais elle est incapable de dire

où elle a bien pu les ramasser. Peut-être par terre, dans la case familiale, égarés par l'un de ses fils : Thomas le soldat ou Pascal l'étudiant. Peu importe. Contrairement à ce que certains diront plus tard, Thomas Sankara n'a pas découvert par hasard ou subitement, à la veille d'arriver au pouvoir, la chose politique et le discours révolutionnaire.

Une autre fausse image colle à son personnage d'officier. Les thuriféraires de Sankara font de lui un héros de la ridicule guerre qui a opposé fin 1974-début 1975 le Mali et la Haute-Volta. En effet, depuis 1972, la sécheresse s'est abattue sur tout le Sahel. Partout, le bétail est décimé. Les éleveurs du Nord, ceux de Mauritanie et du Mali, conduisent ce qui leur reste de troupeaux vers le Sud, vers les quelques rivières ou mares non encore asséchées en Haute-Volta. Mais l'eau est précieuse et trop rare. Des incidents opposent éleveurs maliens et voltaïques le long du fleuve Beli, autour de la mare de Soum ou des résidus de la rivière Mena. Ces combats pour la survie se transforment en incident diplomatique. A Bamako comme à Ouagadougou, les gouvernants respectifs revendiquent la souveraineté sur cette région que les cartes laissées par le colonisateur situent dans le Nord voltaïque. C'est la guerre. On dit que, s'étant porté volontaire, Thomas Sankara avait demandé à rejoindre immédiatement le front, qu'il s'y distingua par sa bravoure à la tête de ses commandos, infligeant une mémorable raclée aux Maliens...

En fait, Sankara est monté au front parce qu'il en avait reçu l'ordre, un point c'est tout. Et ce sont les Maliens qui ont infligé une raclée aux Voltaïques, mal entraînés

et mal équipés par un trafiquant d'armes libanais auquel le régime de Sangoulé Lamizana avait fait appel.

En revanche, Sankara s'est révélé personnellement opposé à cette première « guerre des pauvres. » Son seul acte de bravoure a été on ne peut plus pacifiste ! Ayant encerclé des soldats maliens dans une cuvette, il a, selon des témoins occulaires, interdit à ses hommes, plus nombreux, de les massacrer. Se contentant de faire tirer en l'air, il obtint la reddition des Maliens sans effusion de sang. Thomas Sankara a bien capturé des prisonniers, mais il n'a brillé que par son respect de la personne humaine. Il raconte lui-même : « J'étais à l'époque lieutenant de l'armée de mon pays et je commandais une unité. En 1974-1975, je faisais mon devoir, celui d'un officier qui se trouve à la tête d'une troupe et qui se doit de la protéger, de veiller à la sécurité de ses hommes. Mais je dois avouer que j'avais l'âme en peine. Certains moments m'avaient profondément troublé et convaincu que, Voltaïques et Maliens, nous étions engagés dans un combat inutile et injuste. J'étais plus désorienté qu'avant d'aller au front. Je contestais la nécessité politique et humaine de cette guerre. »

De fait, tandis que les Voltaïques déchaînés par la propagande officielle veulent « bouffer du Malien », des officiers font circuler à Ouagadougou des tracts dénonçant l'absurdité de cette guerre. Parmi eux, Thomas Sankara et Henri Zongo — qui, plus tard, fera partie des quatre hommes forts du Conseil national de la révolution. Ce conflit, en tout cas, a fortement ébranlé Sankara et Zongo, déterminés pour la première fois « à faire un jour quelque chose ».

Un autre jeune militaire ne pense guère quant à lui, à cette époque, à son avenir politique. De deux ans le cadet de Sankara, ayant obtenu son baccalauréat en 1973 à Ouagadougou, il termine ses études à l'Ecole des officiers de Yaoundé, au Cameroun. Son nom : Blaise Compaoré. Grand, mince, racé, les yeux légèrement bridés, le beau Blaise ne se soucie surtout pas des problèmes du pays à son retour à Ouagadougou, en 1975. Plus tard, lors de notre premier entretien, une nuit de novembre 1983, sous un fromager, dans sa résidence de Pô, il me dira : « Nous n'étions alors que de petits bourgeois avec toutes leurs tares et sans aucune formation politique. »

La rencontre entre Thomas Sankara et Blaise Compaoré se produira au Maroc, lors d'un stage au Centre des parachutistes de Rabat, de janvier à mai 1978. « De là date notre amitié, précise Blaise. On ne se quittait pas. C'est à cette époque que nous avons pris l'habitude de manger ensemble tous les jours. » Curieux destin que celui de ces futurs révolutionnaires éduqués par les forces armées royales marocaines ! Et pourtant, le Maroc les a bien formés puisque c'est là qu'ils ont découvert, affirment-ils, « l'abominable misère du peuple face au luxe insultant des classes dirigeantes. »

Thomas et Blaise ne se sépareront plus. Seuls instructeurs voltaïques, on les retrouve à partir de juin 1978 au Centre national d'entraînement des commandos (CNEC) à Pô, à 147 kilomètres au sud de Ouagadougou. Sankara en est le commandant depuis 1976, Compaoré devient son adjoint. Bons formateurs, meneurs d'hommes, les deux officiers sont également soucieux d'instau-

rer à Pô une sorte de « République populaire » avant la lettre.

C'est à Rabat qu'en 1978, Sankara rencontre Compaoré, désormais son ami le plus proche.

Entre la frontière ghanéenne et une savane arborée peuplée de singes et d'éléphants, cette région n'est pas la plus pauvre du pays. Il y tombe jusqu'à 900 millimètres de pluie par an, ce qui est un privilège dans le Sahel. Mais la ville de Pô n'a pas encore l'eau courante. Les paysannes doivent parcourir chaque jour plusieurs kilomètres pour trouver une petite rivière. Les commandos eux-mêmes, dans leur camp, n'ont pas d'eau en permanence. Un jour, excédé, le lieutenant Thomas Sankara se rend à Ouagadougou, commande une motopompe dans un magasin et surgit dans le bureau du président Sangoulé Lamizana qu'il apostrophe : « Vous êtes général, je suis lieutenant, nous sommes tous deux des officiers. J'ai des hommes sur le terrain qui n'ont rien à boire. Je veux une motopompe. Voici la facture. » Lamizana paie sur les caisses de la présidence. Les commandos et les Pôtiers, comme on appelle les habitants de Pô, ont désormais leur puits, leur motopompe, et donc leur eau.

Blaise Compaoré, qui remplacera son ami à la tête du CNEC en février 1981, inaugurera la « gestion familiale. » Pour encourager ses hommes à faire des économies sur leur maigre pécule, il les obligera à ouvrir un compte à la Caisse d'épargne. En deux ans, chaque paracommando de Pô pourra acheter « sa » mobylette, le

véhicule-roi dans tout le Burkina. Au point que dans les autres unités on soupçonnera « ceux de Pô » d'être mieux payés que leurs camarades.

Mais à cette époque le Burkina Faso n'existe pas encore. Depuis novembre 1977, le régime militaire (la IIe République) a levé la suspension des partis politiques et rétablit la démocratie. Après avoir été mis en ballotage au premier tour des élections qu'il a organisées, le général Lamizana est élu, le 28 mai 1978, au deuxième tour, président de la IIIe République. Mais les caisses de l'Etat sont vides. Bientôt le régime de Sangoulé Lamizana ne gouverne pratiquement plus. Il est contesté par les syndicats, décrié par tous les partis politiques, impuissant à combattre la sécheresse, usé par quinze ans de pouvoir. Le 25 novembre 1980, l'armée prend à nouveau la tête du pays, sous la conduite du colonel Saye Zerbo. C'est alors que, militaire lui-même, le capitaine Thomas Sankara va sortir de l'anonymat.

3

DÉMISSION EN DIRECT

Sans qu'il s'en soit rendu compte, au début des années quatre-vingt, Thomas Sankara a déjà « déserté » depuis un certain temps l'armée classique. A travers les livres mais surtout dans les champs de mil autour du camp de Pô, il a pris conscience de la lutte quotidienne que les paysans mènent pour survivre et, à travers la disproportion entre le niveau de vie de la quasi-totalité des Voltaïques et celui de leurs dirigeants, il a aussi découvert l'injustice sociale. Il a beaucoup appris. Et il s'est mis à rêver, ainsi que son adjoint Blaise Compaoré, à une révolution populaire qui, dans leur tête, n'a pas encore de nom.

Lorsque, après le coup d'État du 25 novembre 1980, le colonel Saye Zerbo crée le Comité militaire de redressement pour le progrès national (CMRPN), les jeunes officiers voltaïques ne se sentent pas encore concernés par le pouvoir. Ils sont situés trop bas dans la hiérarchie militaire. Saye Zerbo les appelle cependant à faire partie du Conseil national des forces armées qui rassemble les chefs de toutes les unités.

Le jeune capitaine mange avec les troufions et joue de la guitare dans leur orchestre.

S'y retrouvent Thomas Sankara et Henri Zongo. Remarqué pour son culot — n'a-t-il pas déjà forcé la porte du bureau de Lamizana ? — mais aussi pour son ascendant sur les hommes de troupes et son sens du dialogue, Sankara est même pressenti pour devenir secrétaire d'État à la présidence, chargé de l'Information. C'est une marque de confiance mais c'est là aussi certainement une manière d'éloigner de ses hommes cet officier anticonformiste aux yeux de l'establishment militaire : commandant d'une unité d'élite, le jeune capitaine partage le repas des troufions, joue, comme guitariste, dans leur orchestre et surtout leur impose son autorité plus par la discussion que par la discipline. Il lui arrive, après avoir retiré ses insignes de commandement, de régler aux poings les différends qui l'opposent à ses subordonnés.

Thomas Sankara commence par décliner l'offre qui lui est faite d'entrer au gouvernement. Il est militaire rien que militaire, et ignore tout de l'administration ou de la

politique. Saye Zerbo lui retourne son argument : sa participation au gouvernement est une « mission militaire » à laquelle il n'a pas le droit de se dérober. Il sera remplacé, à la tête de son unité de para-commandos, par son adjoint, Blaise Compaoré, lequel, en tant que nouveau commandant d'unité, devient lui aussi membre du Conseil national des forces armées. Sankara s'exécute et entre au gouvernement en février 1981.

Dès son premier conseil des ministres, il annonce la couleur en s'y rendant... à bicyclette. Il refuse de loger dans un « hôtel du ministre », aimant mieux habiter dans le quartier populaire de Kamsoghin, près de l'aéroport de Ouagadougou. A la limousine ministérielle, il préfère une vieille voiture japonaise de l'armée. On lui reproche gentiment son comportement peu orthodoxe mais déjà les sourires cachent les rictus. Sankara ne comprend pas — il ne le comprendra pas de sitôt — que le pouvoir a besoin de signes extérieurs. Cependant, il ne va pas tarder à découvrir pourquoi, ce pouvoir, les hommes le prennent, l'aiment et s'y accrochent : pour la puissance qu'il confère et pour l'argent.

En plus de sa solde de capitaine, il perçoit, en tant que ministre, une allocation mensuelle de 300 000 F CFA. A l'occasion de ses missions à l'extérieur, il reçoit des indemnités journalières de 20 000 F CFA auxquelles s'ajoute « l'enveloppe » : de l'argent liquide destiné aux « imprévus ». « J'avais beaucoup d'argent à l'époque, nous racontera plus tard Sankara. Chaque fois que je rentrais de mission, toute la famille attendait des cadeaux. Je me devais de rapporter de Paris d'énormes sacs de chez Tati[4]. Quand je n'avais pas pu y faire mes achats, les

enfants — mes frères, sœurs, neveux et nièces — m'engueulaient. Pour eux, c'était un dû. Parce que j'étais ministre, ils devaient en profiter. J'étais étonné. »

Scandalisé déjà de « devoir » rapporter cette « camelote », le jeune ministre se révoltera encore plus quand il découvrira que la plupart de ses collègues, eux, ne se contentent pas d'aussi peu. A leur procès en 1984, certains avoueront sans détour : « Il fallait s'arranger pour ne pas quitter le gouvernement les mains vides. » Un autre confiera : « Je suis arrivé [au pouvoir] avec l'intention de construire. » Construire des villas, bien sûr.

Sankara s'aperçoit ainsi qu'il côtoie au gouvernement une véritable « mafia » qui gère le budget de l'Etat avec l'idée de se remplir les poches : « On se demande si ces gens-là vivaient avec tout le monde ou dans une tour d'ivoire. Ils ne voyaient donc pas les routes défoncées, la saleté de la ville. On n'a rien réalisé durant toute cette période. »

De fait, Ouagadougou est alors une des capitales les plus sales d'Afrique. Les caniveaux servent de poubelles et les charognards d'éboueurs. Au marché central, fruits et légumes sont vendus à l'ombre de monticules d'ordures. Sans doute le soleil qui brûle la ville à longueur d'année sert-il de désinfectant et endigue-t-il les risques d'épidémie. Dans les rues, seules les mobylettes par centaines, qui font de Ouagadougou la ville des motocyclistes, arrivent à circuler sans dommages entre d'innombrables nids-de-poule. S'il n'y a pas de bidonvilles dans la périphérie, c'est que les taudis sont *intra-muros*. Et pendant ce temps, les dirigeants se disputent la « zone du Bois » en bordure de la ville. Ils y font cons-

truire des villas confortables pour les louer à des diplomates ou à des fonctionnaires internationaux ; ils ont facilement accès aux crédits bancaires qu'ils monopolisent ; ils disposent de mystérieuses garanties financières sans rapport avec leurs revenus officiels. « Ces gens-là, comme les appelle Sankara, font des affaires. » Et des affaires, en ces années 1980-1982, il y en a.

Celle baptisée Euro-Building par exemple. Au départ, un groupe financier allemand et la Banque mondiale devaient financer à concurrence de 15 milliards de F CFA un projet d'adduction d'eau depuis la Volta Noire (devenue aujourd'hui le Mouhoun) jusqu'à Koudougou et Ouagadougou. Les dirigeants du CMRPN avaient confié la réalisation des travaux à une multinationale à capitaux belges, l'Euro-Building. Pour 16 milliards de F CFA. Puis subitement, l'évaluation du projet grimpe jusqu'à 70 milliards. On parle alors de pots-de-vin. En revanche, on ne parlera plus d'adduction d'eau puisque l'opération sera abandonnée.

Un autre projet connaîtra le même sort : le barrage de Korsimoro, dans la province de Sanematenga, qui devait être construit au cours de cette période grâce à des financements néerlandais. L'argent a été versé, dépensé... et le barrage n'a jamais existé. Il y a eu aussi, toujours à la même époque, les détournements de dons internationaux : des aides alimentaires (farine et huile de soja) provenant du Canada ou de l'Arabie saoudite avaient disparu entre le port de Lomé, au Togo, et leurs destinations prévues, Ouagadougou ou Bobo-Dioulasso. On les a retrouvées au marché noir. Les commerçants traditionnels — eux-mêmes parfois trafiquants, il est vrai —

doivent alors affronter des concurrents bien approvisionnés... par des dignitaires du régime.

Aux magouilles des « affairistes » s'ajoute l'ambition du colonel Saye Zerbo de devenir un « grand chef d'Etat. » Il a d'abord écouté les conseils de professionnels de la politique, tel le persévérant Joseph Ki-Zerbo. A ces caciques, il avait même promis un retour à une démocratie dont il rêve de devenir « le » président. Mais il a une conception très particulière de la démocratie. Ivre de pouvoir, Zerbo ne supporte plus discussions, ni dialogues, ni conseils. Bientôt il cesse de consulter les partis politiques, suspend le droit de grève, inaugurant ce que ses juges des tribunaux populaires de la révolution appeleront plus tard « la période la plus noire de la Haute-Volta qui a rejoint ainsi le camp des pays fascistes ».

Cependant le jeune secrétaire d'Etat à l'Information ne sait pas encore tout. Il soupçonne les « magouilles du régime le plus autoritariste que le pays ait connu » mais n'en dit rien. En revanche, il s'est mis dans la tête de « débâillonner » la presse. Sans jamais intervenir ni à la radio ni à la télévision — ce qui est une performance pour un ministre africain de l'Information ! — il essaie de réveiller la presse en encourageant les journalistes à enquêter et à dévoiler ce qu'ils découvrent. Mais la presse est officielle, et les journalistes sont des fonctionnaires. Sa tentative se solde évidemment par un échec et il décide alors de le faire savoir haut et fort : prenant la parole pour la première fois devant les micros de la radio et les caméras de la télévision en mai 1982, le secrétaire d'État chargé de l'Information annonce... sa démission. Pour

« divergences d'options. » Son intervention — que personne n'a pu censurer puisque le censeur c'était... lui — se termine par un avertissement : « Malheur à ceux qui bâillonnent leur peuple ! »

Le colonel Saye Zerbo soutiendra plus tard que Sankara avait démissionné d'une manière cavalière. L'intéressé affirmera le contraire : avant d'intervenir sur les ondes, il a envoyé au président du CMRPN une lettre annonçant sa démission et du gouvernement et du Conseil national des forces armées. A sa suite, démissionnent également du Conseil les capitaines Henri Zongo et Blaise Campaoré. Les trois officiers sont mis aux arrêts de rigueur et isolés dans des camps éloignés de la capitale. Pour Thomas Sankara, à qui l'armée, pour mieux l'humilier, a retiré ses galons, les arrêts de rigueur dureront six mois. Le capitaine qui dirigeait les troupes d'élites du pays est redevenu simple bidasse.

4

HÉROS MALGRÉ LUI

Sankara se retrouve ainsi consigné au camp militaire de Dédougou, au cœur des savanes de l'Ouest. La région est relativement riche, l'une des rares où la production céréalière est excédentaire. On y cultive le sorgho et le mil, bien sûr, mais aussi le maïs et même le riz. Thomas s'y ennuie, il n'a rien à faire. Il lit et relit. Tout y passe : Lénine et Cheikh Anta Diop, Giap et Frantz Fanon, Guevara et Kwame Nkrumah, Samir Amin et Julius Nyerere...

A Ouagadougou, les militaires se livrent à un curieux jeu avec les politiques. A la tête du CMRPN, le colonel Saye Zerbo continue de recevoir de temps en temps

l'ancien candidat à la présidence, Joseph Ki-Zerbo, leader du Front populaire voltaïque (FPV) et adversaire résolu des deux régimes précédents. Il consulte aussi — tout en l'écoutant de moins en moins — un ancien ambassadeur, Frédéric Guirma, membre lui aussi du FPV mais surtout journaliste occasionnel, à la plume empoisonnée, à *L'Observateur,* la seule publication non officielle du pays. A la tête de l'armée, le colonel Gabriel Somé Yorian penche pour un retour à la situation d'avant 1966, sur le modèle du régime de Maurice Yaméogo. Aucun militaire, en revanche, ne songe à faire appel au général Sangoulé Lamizana, renversé deux ans auparavant ; sans doute parce qu'avant d'être un ancien président, donc un politique, il est d'abord un ancien chef d'état-major. Les officiers, en réalité, masquent mal leur ambition : le pouvoir doit rester entre leurs mains, grâce à leur reconversion en politiciens. Pour ce faire, chaque clan se cherche des alliés dans la classe politique.

L'erreur de Saye Zerbo : gouvernant surtout par l'argent, il tourne le dos à l'armée.

Saye Zerbo fait ainsi une grande erreur. Le CMPRN n'a plus de militaire que le nom. Son chef s'est confortablement assis sur le trône présidentiel. Afin de séduire les fonctionnaires il détourne les aides extérieures, destinées en principe à des projets de développement, et les utilise pour relever leurs salaires. Par ailleurs et curieusement pour un homme qui se veut politicien et populaire, il suspend le droit de grève. Enfin privilégiant quel-

ques individus spécialisés dans le marché noir, son régime s'est coupé de l'ensemble des commerçants. Gouvernant par l'argent, il a surtout tourné le dos à son soutien naturel, l'armée, désormais partagée entre ses chefs.

Le chef d'état-major, Somé Yorian, patron officiel des Forces armées, s'appuie pour sa part essentiellement sur deux jeunes capitaines : Désiré Dabiré et surtout Jean-Claude Kambouélé, ancien condisciple de Sankara à l'Académie militaire d'Antsirabe et commandant des blindés. Mais comme il veut provoquer une relève du pouvoir à son profit, il lui faut élargir le cercle des alliés. Il s'assure d'abord le soutien d'un baroudeur, le commandant Fidèle Guebré, qui dirige le régiment paracommando de Dédougou, où, précisément, Sankara est retenu aux arrêts. Outre la puissance de feu, Guebré dispose d'une « ouverture sur l'étranger », en la personne de l'intendant général Marc Garango, alors ambassadeur à Washington. Discrètement, Gabriel Somé Yorian se concerte aussi avec ses amis politiques, les caciques du régime de Maurice Yaméogo, lesquels, en bons tacticiens, lui recommandent de ne surtout pas se mettre en avant personnellement, de ne pas délaisser l'armée pour la présidence.

Le colonel est désormais bien placé pour savoir qu'un chef d'état-major devenu chef de l'État risque souvent de se faire renverser par le nouveau chef d'état-major ! Il lui faut donc trouver un « président », le plus innocent et le plus malléable possible. On choisit, toujours sur le conseil des politiciens, un obscur médecin militaire, le commandant Jean-Baptiste Ouedraogo. Intelligent, compétent dans son domaine, et surtout rassurant parce

que réfractaire à la chose politique, celui-ci accepte de jouer le « rôle historique » du militaire chargé de rétablir la démocratie en rendant le pouvoir aux civils. Il obtient facilement le soutien de deux hommes-clés : le commandant Moné Harouna Tarnagba, futur ministre de l'Intérieur, et le commandant Karim Lompon, patron de la garnison militaire de Ouahigouya.

Reste à impliquer les « têtes brûlées ». Somé Yorian sait que les commandos d'élite de Pô, dirigés depuis avril 1982 par le lieutenant Bouéna Sambo, boudent la hiérarchie militaire depuis les mises à l'écart de Thomas Sankara et Blaise Compaoré, qui furent tous deux leurs instructeurs, et celle d'Henri Zongo. Il faut donc rallier ces trois hommes ainsi qu'un quatrième, officier supérieur, le commandant Jean-Baptiste Boukary Lingani, qui fait partie du petit cercle des proches de Sankara. Sans doute le moins illuminé des quatre, ce dernier, de cinq ans son aîné, a une réputation de droiture auprès des hommes de troupe. Ayant côtoyé clandestinement les milieux marxistes du PAI, volontiers secret, il a la réputation d'un « sage » et passe pour le plus politisé d'entre eux.

Début novembre 1982, Sankara va offrir au colonel Somé Yorian sa complicité involontaire sur un plateau d'argent. A Dédougou, il se languit de son deuxième fils, Auguste, né il y a à peine deux mois et resté à Ouagadougou. Il s'en ouvre au commandant du camp, Fidèle Guebré. Ce dernier saisit l'occasion — et son téléphone — pour informer la capitale de l'état d'esprit de Sankara. Qu'à cela ne tienne ! Un avion militaire vient chercher le reclus à Dédougou et le dépose près de son fils. Pour

un ancien officier réduit au grade de bidasse et maintenu aux arrêts de rigueur, le voilà plutôt choyé !

A peine arrivé à Ouagadougou, Thomas Sankara est mis au courant du projet de coup d'Etat contre Saye Zerbo. Les conjurés ont en effet chargé son ancien condisciple de Madagascar, Jean-Claude Kambouélé, de l'informer. L'ex-capitaine refuse : « J'ai tout de suite protesté, nous racontera-t-il. La situation n'était pas mûre. Et on ne pouvait pas prendre le pouvoir comme ça, sans même nous entendre sur ce que nous allions en faire. Il nous fallait un programme, une plate-forme ».

Le 7 novembre 1982, il en discute avec le médecin-commandant Jean-Baptiste Ouedraogo, censé être le chef des putschistes, qu'il essaie de convaincre de patienter. Il ne sait pas que son nom a déjà été utilisé pour persuader les hommes de troupe, et en particulier les para-commandos de Pô, de participer au soulèvement ou, tout au moins, de ne pas s'y opposer. Bientôt des coups de feu éclatent, les blindés investissent la ville. Sankara, surpris par la précipitation des événements, n'a plus le temps de choisir entre le « fascisme » — c'est son mot — de Saye Zerbo et l'inconnu que représentent Somé Yorian, Fidèle Guebré et Jean-Baptiste Ouedraogo. D'autant que, pour l'heure, il est au domicile de ce dernier ! « Jean-Baptiste ne savait même pas tirer, précisera-t-il plus tard. C'est moi qui lui ai appris, dans son salon, à tenir un pistolet alors qu'on se battait déjà dans la rue ! »

Le coup d'État réussit. Toute l'armée applaudit au renversement du CMRPN. La chute de Saye Zerbo a libéré les enthousiasmes. Les hommes de troupe, immédiatement, croient que c'est Sankara qui a pris le pouvoir.

La population civile aussi, qui n'a pas oublié que le jeune officier avait, cinq mois plus tôt, spectaculairement démissionné du gouvernement en proclamant : « Malheur à ceux qui baîllonnent leur peuple ! ». Le héros malgré lui cherche à démentir. En vain. Trois mois après, il nous confie : « Ça m'a fait mal de lire pareille chose un peu partout. Je ne savais pas comment rétablir la vérité ! Quand j'ai dit que je n'étais pas l'âme de ce complot, on a cru que c'était par modestie, que je ne voulais pas me mettre en vedette ! Mais vraiment, je n'y étais pour rien ! »

Longtemps, la légende survivra, entretenue par les vrais comploteurs, qui avaient à cœur de s'approprier un officier aussi populaire chez les militaires que chez les civils. Certains, parmi ses propres amis, ne se priveront pas d'enjoliver le mythe. D'aucuns commentent à chaud : « Thomas est curieux. Parce qu'il n'était plus capitaine, il ne s'estimait pas en droit de diriger un coup d'État. Comme s'il lui avait fallu retrouver ses galons avant de pouvoir jouer ce rôle. » Thomas est prisonnier de son image. Il ne peut plus reculer. Il opte alors pour la fuite en avant.

Réintégré dans son grade, il est de fait plus l'instrument que l'âme du nouveau régime. Il a des idées et une bonne plume ? A lui de rédiger les communiqués, à lui de « penser » les structures de l'État. Encouragé par ses amis Lingani, Compaoré et Zongo, eux aussi réhabilités, et surtout fort du soutien des para-commandos de Pô où Blaise a retrouvé son commandement, il propose d'organiser « la démocratisation de l'armée ». C'est ainsi que naît, fin novembre 1982, le Conseil de salut du peu-

ple (CSP), dont l'assemblée générale regroupe cent vingt militaires représentant les quarante unités des Forces armées voltaïques. Celles-ci ont délégué chacune un officier, un sous-officier et un soldat.

Le médecin-commandant Jean-Baptiste Ouedraogo en est le président et devient — comme l'ont voulu les véritables auteurs du complot — chef de l'État. Le commandant Jean-Baptiste Boukary Lingani assure le secrétariat permanent du CSP. C'est lui qui proposera, le 10 janvier 1983, à l'assemblée des militaires du Comité la désignation du capitaine Thomas Sankara au poste de premier ministre. Le nouveau chef du gouvernement dira : « Ma nomination confirme l'existence d'une réelle démocratie dans l'armée[5]. » Comme tous ceux qui rêvent éveillés, Sankara se nourrit d'utopies...

5

J.B.O. CONTRE LE « CAPITAINE PEUPLE »

Le jeune premier ministre — il a alors trente-trois ans — regrettera bien vite d'avoir affiché un optimisme aussi naïf contre lequel ses amis, d'ailleurs, ne le mettront pas en garde. L'un d'entre eux affirmera cependant en mai 1983 : « Thomas était convaincu du caractère colonial et néo-colonial de l'armée. Mais il pensait que le temps faisant son œuvre, les idées démocratiques la pénétreraient. Il savait que seul un noyau, dont lui-même faisait partie, nourrissait et répandait ces idées. Qu'il ait été persuadé qu'une telle démocratie régissait déjà certaines décisions de l'armée me paraît invraisemblable. »

Thomas Sankara, pourtant, l'avait bel et bien affirmé même si ses thuriféraires préfèrent l'oublier.

Sankara est ainsi fait : il croit que ce qui est dit est déjà réalisé.

En ce début de 1983, le capitaine n'a pour compagnons de rêve que trois autres officiers : Lingani, Compaoré, Zongo. Ils ont suivi avec intérêt l'expérience tentée, au Ghana voisin, par Jerry Rawlings, « le premier, selon Sankara, à avoir libéré les jeunes officiers et les hommes de troupe de manière à les placer face à leurs responsabilités ». Mais en Haute-Volta, la très grande majorité des militaires membres du CSP qui ont demandé à Sankara de devenir chef de l'État ne comprennent pas qu'il ait décliné l'offre. « Ce refus nous a glacés, témoignera l'un d'entre eux. Car il nous imposait ainsi un quasi-inconnu, Jean-Baptiste Ouedraogo, dont le seul apport au coup d'État du 7 novembre 1982 avait été de distribuer aux soldats des comprimés pour soutenir leur moral. »

En réalité, Sankara sent alors confusément qu'il ne maîtrise pas la situation. N'ayant pas été à l'origine du coup d'État, dont il désapprouvait la précipitation, il pouvait difficilement s'en prétendre le bénéficiaire de droit. De plus, voire surtout, si la plupart des soldats et des sous-officiers et une poignée d'officiers voulaient le voir prendre le pouvoir, les patrons de l'armée, les vrais putschistes, n'avaient jamais envisagé d'en faire « le président ». Et ils ne lui ont évidemment fait aucune pro-

position en ce sens. Ce qui signifie que l'optimisme de Sankara, même après sa désignation comme chef du gouvernement, n'a aucune véritable raison d'être : sa position est encore très précaire. Il pense le consolider en n'étant « que » premier ministre, s'estimant ainsi plus proche des militaires de base.

Mais Sankara est ainsi fait. Il croit ce qu'il dit. Pis, il croit que ce qui est dit est déjà réalisé ou au moins en train de l'être. Premier ministre mais d'abord officier, il s'emploie à... imposer la démocratie dans l'armée. En précipitant les choses par la création d'une revue, *Armée du peuple,* dans laquelle les militaires — tous grades confondus — peuvent s'exprimer. Les hommes de troupe ne s'en privent pas et assènent leurs vérités aux officiers. Ce qui n'est pas du goût de tous. Au regard de la tradition de l'armée, cette libération des spontanéités ressemble à de l'insubordination.

Le premier ministre dévoile également ses amitiés pour certains des cadres et intellectuels voltaïques qu'il rencontrait auparavant en secret. Tous les soirs, il reçoit chez lui les militants de l'ombre de la Ligue patriotique pour le développement (LIPAD), liée au Parti africain de l'indépendance (PAI), de l'ULC et même du PCRV qu'il avait connus en France.

Ainsi Sankara semble avoir réussi — il le croira longtemps — à réconcilier les marxistes-léninistes voltaïques de tous bords qui avaient passé dix ou quinze ans à s'entre-déchirer. Ne fréquente-t-il pas aussi bien son ami d'enfance Soumane Touré, dirigeant syndical qui a connu les prisons de tous les régimes antérieurs, que des lipadistes tels Adama Touré, Arba Diallo, Ibrahim Koné ou

encore des militants de l'ULC comme Raymond Poda Train, Issa Tiendrebeogo ou Basile Guissou ? Le premier ministre recrute parmi eux les techniciens qu'il « place » à la primature, autrement dit dans les services dépendant du premier ministre, mais aussi dans tous les départements-clés du gouvernement et de l'administration.

Il convoque des conseils extraordinaires de cabinet pour restructurer immédiatement les secteurs qu'il juge prioritaires : enseignement, commerce, santé, agriculture, équipement. Une société immobilière publique à caractère social qui, depuis 1977, n'avait pas construit un seul logement est remise en activité, dotée de nouveaux financements ; elle servira, plus tard, de fer de lance à une vaste opération de construction de logements bon marché. Les commerçants dont la pratique est entravée depuis deux ans par les activités des « protégés » du régime de Saye Zerbo retrouvent leur liberté et... leurs trafics. Une certaine justice sociale commence à entrer dans les faits : les indemnités de logement des officiers sont abaissées de 80 000 F CFA par mois à 50 000 F CFA. Motif : les fonctionnaires, eux, n'avaient pas droit, jusqu'alors, à ces indemnités et les militaires passaient pour des privilégiés.

Sankara est surtout obnubilé par la nécessité d'assainir la chose publique. Dans toutes ses déclarations il promet de « chasser de l'administration et de l'armée les fonctionnaires et les militaires pourris. » Il fustige la vieille garde de la classe politique, coupable « de n'avoir jamais rien fait pour le pays ». Les contrevenants au régime du couvre-feu, instauré depuis le coup d'Etat du 7 novembre 1982, sont astreints, dès le lendemain de leur

interpellation, à des travaux d'intérêt collectif ; les fonctionnaires surpris dans les bars — Ouagadougou en regorge — pendant les heures de travail sont dénoncés nommément à la radio. Ce qui n'arrange ni les noctambules ni les gros consommateurs de bière que sont la plupart des Ouagalais.

A la radio toujours, Sankara crée une émission, *En direct avec le CSP,* au cours de laquelle, tous les mardis soir, les auditeurs peuvent interpeller personnellement les dirigeants, ministres, officiers et hauts fonctionnaires présents. Lesquels, ainsi pris à partie et bien obligés de répondre en direct à leurs accusateurs, grognent. Le premier ministre n'en a cure, déterminé qu'il est à s'attaquer à tous les puissants. Sa cible privilégiée, assure-t-il, c'est « la fraction de la bourgeoisie qui exploite le peuple ». On ne sait s'ils font tous partie de cette fraction, mais les vieux caïmans de la scène politique sont vite dans le collimateur : ainsi sont arrêtés des officiers et des hommes politiques accusés de subversion. Le maire tout puissant de Ouagadougou, Joseph Ouedrago, surnommé Jo la Balafre ou Jo Wilder — à cause d'une cicatrice sur la joue et de son arrogance légendaire — n'échappe pas lui-même à cette grande rafle. Sankara va jusqu'à s'attaquer aux chefs religieux et coutumiers, ces « forces de l'obscurité qui, sous des couverts spirituels et traditionnels, exploitent le peuple. » Il s'emploie à briser les privilèges et fait des exemples : devenu empereur des Mossis en 1982 après la mort de son père, le jeune Mogho Naba Baongo se voit privé d'électricité car ni son défunt père ni lui n'ont payé, depuis des années, les factures de la Voltélec, la compagnie d'électricité locale. Sankara qui

veut « parler à gauche, au nom du peuple », ce qui lui vaut le surnom de « capitaine Peuple », fait, on s'en doute, bien des mécontents.

On a presque oublié bientôt que le médecin-commandant Jean-Baptiste Ouedraogo est toujours chef de l'État. Ce qui ne l'enchante d'ailleurs pas outre mesure : J.B.O. — ainsi le désigne-t-on par ses initiales — ne rêve qu'à se débarrasser du pouvoir au profit des civils. D'autant que la politisation de l'armée l'inquiète. A ses yeux « lorsque des militaires se mêlent de politique, ils ont tendance à utiliser leurs armes. » Il entend donc les renvoyer au plus tôt dans leurs casernes et rendre le gouvernement du pays aux partis. Il le dit clairement dès le 10 décembre 1982 dans un message à la nation. Et il n'en démord pas. Il proclame publiquement : « Nous entendons restituer au peuple le droit de décider de son avenir. » Qui l'y pousse ? Le colonel Gabriel Somé Yorian, qui n'a jamais caché sa fidélité à l'ancien président Maurice Yaméogo renversé en janvier 1966 ? L'intendant militaire Mamadou Sanfo, ministre du Plan et de l'Economie, naguère lié aux militants marxistes de la LIPAD et depuis reconverti dans les « affaires » ? Sankara n'est pas d'accord. A ses yeux, la vieille classe politique est « pourrie jusqu'à la moelle » et il penche donc pour l'instauration d'une démocratie directe, libérée des partis et des politiciens.

Très tôt on suspectera Sankara d'avoir puisé son inspiration dans le Livre vert du Libyen Kaddafi. Selon ce dernier, en effet, les élections ont une seule fonction : maintenir au pouvoir la même classe sociale, celle des professionnels de la politique. Exactement ce que dit le

premier ministre. Les circonstances semblent d'ailleurs donner raison à ceux qui le soupçonnent d'avoir été influencé par le maître de Tripoli. En février 1983, un mois à peine après avoir été nommé à la tête du gouvernement, il se rend de l'autre côté du Sahara. Son séjour libyen, initialement prévu pour durer quarante-huit heures, se prolonge une semaine. Invité à Benghazi, il a droit à une « consécration », Kaddafi ayant organisé une parade monstre en l'honneur du Voltaïque. C'est à la fois une démonstration de force, avec le défilé militaire, et une démonstration de messianisme révolutionnaire, avec le défilé des comités populaires. Suit une démonstration d'amitié, avec un pèlerinage au village natal du leader libyen. Suprême honneur, Sankara se voit introduire dans la maison paternelle de Kaddafi — « une modeste case », avait averti son hôte.

Suprême honneur, Sankara visite la maison paternelle de Kaddafi.

A son retour à Ouagadougou, le premier ministre voltaïque reverse dans les caisses de l'État ses indemnités de mission. Tous ses frais de séjour ayant été pris en charge par la Libye, il estime devoir rendre à son pays l'argent non dépensé. Un précédent jugé pernicieux dans les cercles du pouvoir ouagalais où ce geste, traité de « démagogique », est mal interprété. L'essentiel, évidemment, n'est pas là puisque Sankara est surtout accusé de « kaddafisme ». Il a pourtant tenu, affirme-t-il, un langage sans équivoque à son hôte libyen : « Nous ne sommes pas exacte-

ment vierges politiquement. Votre expérience nous intéresse mais nous voulons vivre la nôtre. » Kaddafi lui a en effet tout de suite proposé de proclamer une Jamahiriya voltaïque ou République islamique de Haute-Volta et de créer des comités populaires et Sankara a refusé.

Il n'empêche : à Ouagadougou et dans les capitales voisines, le premier ministre passe désormais pour être « l'homme de Kaddafi. » On en veut pour preuves les promesses d'aides de Tripoli à la Haute-Volta : 3 milliards de F CFA pour combler le déficit budgétaire, 30 000 tonnes de ciment et, don suspect entre tous, du matériel militaire.

Sankara a-t-il introduit le renard Kaddafi dans le poulailler ouest-africain ? Cela ne fait guère de doute pour certains États de la région. La Côte d'Ivoire et le Niger envisagent ainsi de fermer leurs frontières avec la Haute-Volta. Et quand des bandits sont arrêtés à Abidjan et qu'on découvre que leurs armes ont été introduites clandestinement par la frontière voltaïque, certains milieux ivoiriens y voient déjà la main de Kaddafi par Sankara interposé. En mars 1983 enfin, le président Jean-Baptiste Ouedraogo fait une tournée dans les capitales de la région et s'il est bien accueilli à Niamey, Cotonou et Lomé, il n'est pas reçu à Abidjan. « Qu'il commence d'abord par chasser les Libyens », déclare Félix Houphouët-Boigny, peu friand de révolution et de démocratie directe. Il ne lui suffit pas pour être rassuré d'entendre Jean-Baptiste Ouedraogo proclamer : « Il n'est pas question pour nous d'imposer aux autres une idéologie ou un modèle de société. »

Sur ces entrefaites, le 30 avril 1983, débarque à Oua-

gadougou le diable en personne. Kaddafi de retour de Cotonou fait une escale sur le chemin de Tripoli. Le président voltaïque affirmera que son premier ministre ne l'avait pas mis au courant de cette visite surprise. Sankara démentira et accusera Ouedraogo de duplicité quelques mois plus tard : « Tu as menti, Jean-Baptiste, tu le savais. Tu savais que Kaddafi devait s'arrêter à Ouagadougou. Tu as raconté partout que c'est moi qui l'avais invité à ton insu. Tu as inventé une mission secrète que j'aurais envoyée à Cotonou pour lui demander de s'arrêter chez nous. Tu sais parfaitement que nous avons tous été surpris, toi comme moi, d'apprendre que Kaddafi souhaitait faire escale à Ouagadougou. Tu l'as appris en même temps que moi. Nous avons bien dû le recevoir. Tu as menti[6]. »

6

« SANKARA N'EST PAS GUY PENNE... »

Avant même le jour de cette grande explication, les relations se sont tendues entre le chef de l'État et le premier ministre, le « P.M. ». Jean-Baptiste Ouedraogo se tourne vers ses tuteurs, les vrais patrons de l'armée. Thomas Sankara ne se fie qu'à ses amis — Blaise Compaoré, Jean-Baptiste Lingani, Henri Zongo — et à ses propres hommes, recrutés parmi les commandos d'élite de Pô. Avec eux, il patrouille toutes les nuits dans Ouagadougou. Il est d'autant plus vigilant que les armes et le matériel promis par Kaddafi arrivent, entre mars et avril, grâce à un véritable pont aérien reliant Tripoli à Ouagadougou. Non seulement Kaddafi a semé

la mauvaise graine, mais de plus, contrairement à ses habitudes à l'égard des gouvernants africains, il tient ses promesses ! Il livre des kalachnikov AK-47, des fusils d'assaut allemands G-3, des lance-roquettes et même des fusils mitrailleurs israéliens Uzi et des blindés légers. Hors des frontières voltaïques, le bruit court que Sankara s'entoure de conseillers militaires libyens !

Stupeur des gardes de Sankara : la villa est encerclée par des blindés.

Le 26 mars 1983, lors d'un meeting populaire à Ouagadougou, des milliers de jeunes crient à l'intention de Sankara : « Accélérez, monsieur le P.M. ! » Le 12 mai suivant, le président et le premier ministre dirigent une grande réunion publique à Bobo-Dioulasso, où Sankara est ovationné. Quand J.B.O., qui n'a pas les mêmes dons d'éloquence, prend la parole, le public s'en va. « Si à cette époque nous avions voulu faire un coup d'État contre Jean-Baptiste, nous dira Thomas Sankara, nous aurions pu le faire. Car c'étaient nos hommes, des paracommandos de Pô, qui assuraient sa sécurité. »

Coïncidence ou « complot international », comme le diront plus tard des amis de Sankara ? Toujours est-il que des manœuvres militaires conjointes franco-togolaises se déroulent près de la frontière avec la Haute-Volta à la mi-mai 1983. Hasard ou coup monté ? Guy Penne, conseiller du président français pour les Affaires africaines, est en visite à Ouagadougou au même moment. Et le jour de son arrivée, le 15 mai, la prési-

dence a fermement conseillé aux journalistes de ne pas se rendre à l'aéroport. Dans la soirée du 16, sur la terrasse de la villa où il réside, le premier ministre joue au père de famille. Après avoir avalé sa bouillie de mil, il discute, au frais, avec son épouse Mariam. Leurs deux enfants, Philippe et Auguste, vont bientôt se coucher. Tout est calme en ville. Rien à signaler. Ouagadougou vit encore sous le régime du couvre-feu.

Sankara veille tard comme d'habitude. Il a rapporté chez lui son courrier et lit toutes les lettres reçues. Comme d'habitude. Mais contrairement à son habitude, il n'a pas prévu de patrouiller avec ses commandos à travers la ville. Il n'a pas de raison particulière de se méfier ce soir-là. Pas plus que la veille en tout cas. Il se peut que la présence à Ouagadougou de Guy Penne le rassure inconsciemment : aucun candidat au coup de force ne commettrait la folie de passer à l'action au nez et à la barbe d'un pareil témoin. Le haut portail métallique bleu de la résidence de Thomas Sankara est fermé. Dans la cour, quelques commandos veillent.

Vers 4 heures du matin, Thomas vient à peine de s'assoupir. Ses gardes entendent un ronronnement qui s'amplifie. Ils entrebâillent le portail. Stupeur : la résidence est encerclée par des blindés, arrivés silencieusement grâce à leurs chenilles de caoutchouc. Instinctivement, un para-commando arme sa kalachnikov et crie : « Qui va là ? » Réponse : « Prévenez le capitaine ! Rendez-vous ! »

Sankara est déjà dans la cour. Il a vite compris la situation. Son ancien condisciple de Madagascar, Jean-Claude Kambouélé, qui n'est pas venu personnellement, a envoyé

ses blindés soutenir les gendarmes chargés de l'arrêter. Toute tentative de résistance de sa part conduirait à un massacre. Et dans la maison il y a Mariam et les deux enfants. Sankara ordonne à ses hommes : « Ne résistez pas, cela ne servirait à rien. Je vais me livrer. » Il rassure son épouse et s'en va avec les gendarmes, sous bonne escorte.

Lorsque se lève le soleil le 17 mai, les Ouagalais apprennent, ébahis, la destitution et l'arrestation du capitaine Thomas Sankara et du commandant Jean-Baptiste Lingani, la veille encore respectivement premier ministre et secrétaire permanent du CSP. Dans la capitale, c'est la confusion. Les blindés qui ne sont pas en train de quadriller la ville convergent vers le camp Guillaume. Ils ne regagnent pas leur base mais s'apprêtent à réduire une poche de résistance. Là, avec une poignée d'hommes, le capitaine Henri Zongo prépare une riposte désespérée. Déserté par ses chefs, uniquement préoccupés de neutraliser Sankara, ce point stratégique a été « retourné » par Zongo et par une cinquantaine de commandos de Pô basés dans ce lieu depuis que leur ancien chef est devenu premier ministre. Les partisans de Jean-Baptiste Ouedraogo ont été désarmés et enfermés.

Henri Zongo, à l'inverse de Sankara, ne sait pas s'exprimer et parle peu. Officier de terrain, on le dit sévère mais juste et honnête. Il ne hurle pas ses ordres comme la plupart des militaires — en cela il ressemble à Sankara et Compaoré —, il les lance d'une voix normale. Décidé à résister jusqu'au bout, il se barricade dans le camp. Il y a un aspect suicidaire dans cette attitude : même résolus, même suffisamment armés, puisque les

dépôts du camp Guillaume sont bien garnis, ses hommes et lui-même ne pourront pas longtemps résister au déferlement des blindés du capitaine Jean-Claude Kambouélé. Alors que ceux-ci, de l'extérieur, les menacent d'une attaque imminente, ils répondent : « Libérez Lingani et Sankara. » Ses propres geôliers demandent à ce dernier d'intervenir pour éviter l'affrontement qui s'annonce meurtrier. Thomas connaît Henri, il le sait exigeant voire têtu, et insensible aux menaces. Le pire est envisageable. Si Zongo décide une sortie désespérée, la ville sera à feu et à sang. Mais les héros morts ne servent plus à rien. Sankara accepte donc d'adresser un message à son camarade : « Rends-toi. Ce n'est pas la peine de résister. » Ami fidèle plus que militaire obéissant, le capitaine rebelle accepte de se rendre avec ses hommes. Le sang n'a pas coulé, il n'y a pas eu de morts. On laisse Henri Zongo rentrer tranquillement chez lui. Pour leur part, Lingani et Sankara ont été enfermés à Dori, dans un des camps réputés les plus fidèles aux chefs de l'armée.

Une tête brûlée manque à l'appel : le capitaine Blaise Compaoré, chef du Centre national d'entraînement des commandos de Pô. Il était présent, la veille, au meeting de Bobo-Dioulasso et il s'y est attardé plus que les autres participants pour discuter avec quelques militants. Un retard donc imprévu — mais « le hasard aussi est révolutionnaire » dira candidement Sankara à ce sujet — et qui lui permet d'échapper à une première rafle. Le 18 mai, il ne rentre, harassé, qu'à 5 heures du matin à Ouagadougou, avec un ami zaïrois, l'ancien journaliste Buana Kabue, qui a rejoint l'équipe de jeunes turcs du premier ministre Thomas Sankara. Tous deux célibatai-

res, Blaise et Buana partagent le même logement. Ce matin-là, le Zaïrois se fait déposer à l'hôtel Silmandé pour prendre une douche. Le capitaine, lui, veut tout de suite rejoindre son domicile. Dans la maison se sont embusqués les tombeurs de Sankara, déçus de ne pas avoir trouvé leur proie endormie. Ils attendent le plus dangereux des amis du premier ministre. Le chauffeur de Blaise Compaoré, un pur produit de Pô, est un para-commando souvent téméraire mais également un homme prudent. A l'approche de la maison de son patron, il sent plus qu'il ne voit des présences insolites. Tout est calme, trop calme. « C'est louche, mon capitaine ! », lance-t-il tout en faisant brutalement demi-tour. Blaise arme sa kalachnikov, se retourne et aperçoit effectivement quelques-uns des hommes venus l'arrêter, sinon l'abattre. « Fonce ! », lance-t-il au chauffeur. Et Hamidou Maïga, virtuose du volant, fonce. Blaise Compaoré file rejoindre les siens à Pô. Buana Kabue, qui est revenu à la villa après sa douche à l'hôtel Silmandé, se voit inviter fermement à quitter le jour même la Haute-Volta.

En fin d'après-midi, tout est rentré dans l'ordre à Ouagadougou. Arrêté, Thomas Sankara, bien entendu, n'a pas pu recevoir Guy Penne. En l'honneur du « Monsieur Afrique » de Paris, l'ambassadeur de France, Gaston Boyer, a cependant offert une réception dans les salons de l'hôtel Silmandé, situé à l'écart, à l'est de la ville, au-delà du « Bois de Boulogne », repaire célèbre de tous les voleurs et violeurs de Ouagadougou. Ni bandits ni putschistes ou contre-putschistes ne menacent ce jour-là la tranquillité du Silmandé : Guy Penne, qui a l'air parfaitement à l'aise, bavarde, passant d'un groupe d'invi-

tés à l'autre. Témoin d'un coup de force dans un pays africain l'homme de l'Elysée vit réellement une grande première : jamais, dans les annales des putschs africains, une si haute personnalité étrangère ne s'était ainsi trouvée aux premières loges ! Des journalistes voltaïques soutiendront l'avoir entendu dire à leur adresse : « Messieurs, vous venez de vivre une journée historique pour la Haute-Volta. » Et de lever son verre. Guy Penne niera toujours avoir proféré une telle énormité le jour de l'arrestation de l'homme le plus populaire de Ouagadougou. Mais, légende ou bévue diplomatique, l'histoire retiendra longtemps cette phrase inutilement assassine. Sankara la commentera ainsi : « On peut effectivement en conclure que des éléments français ont participé à ce qui fut considéré comme une gifle par le peuple voltaïque. M. Guy Penne avait d'ailleurs contacté des journalistes français pour leur dire qu'on allait régler son compte au capitaine Sankara. » Du coup, le « Monsieur Afrique » de l'Elysée restera, selon le jargon officiel, l'incarnation de « l'impérialisme, en particulier français ». Et plus tard, jusque dans les villages les plus reculés du pays, on entendra chanter : « Sankara n'est pas Guy Penne, c'est pourquoi nous le soutenons ! »

7

À CHACUN SON TRACT

Les foules ont la mémoire courte. Elles réservent volontiers leurs applaudissements aux vainqueurs du moment. Or c'est exactement le contraire qui se passe à Ouagadougou en ce mois de mai 1983 ! Sans avoir pu le concrétiser véritablement, Thomas Sankara a néanmoins eu le temps de faire partager par beaucoup de Ouagalais son rêve de démocratie directe ou de démocratie populaire. Les 20 et 21 mai 1983, trois jours après l'arrestation du « capitaine », le pouvoir est dans la rue. De tous les quartiers de la ville, à pied, à dos d'âne ou juchés sur leurs inévitables mobylettes, élèves, lycéens, étudiants, petits fonctionnaires et marchands ambulants,

voleurs et voyous de Nab Raaga et de Koulouba, prostituées de Bilbambili et de Zagora, tous affluent vers le centre de Ouagadougou pour demander la libération de Sankara et de Lingani. Il semble bien qu'ils aient eu à peine besoin d'être encouragés par des militants de l'ombre, en particulier ceux de l'ULC, de la LIPAD et de la Confédération syndicale voltaïque (CSV) qui est liée à l'organisation précédente. A la seule exception du PCRV, tous les mouvements de gauche qui fourmillent à Ouagadougou se jettent dans la bataille. Avec pour seules armes leurs poings levés, leurs cris, leurs tracts, et bien sûr le soutien de la foule.

Lycéens, étudiants, fonctionnaires, prostituées et voyous descendent dans la rue.

Dans une capitale voltaïque très politisée, on accorde depuis longtemps beaucoup plus de crédit aux tracts distribués dans la rue qu'aux journaux. Autant fleurissent les tracts sous les boubous, autant fleurissent dans l'ombre des mouvements jusque-là inconnus. Ils se baptisent « les Commandos de la révolution », « l'Association de la jeunesse révolutionnaire » quand ce n'est pas tout simplement... « un groupe d'étudiants ». Qui se cachent derrière ces organisations ? Le plus souvent des groupes spontanés, des comités révolutionnaires avant la lettre, voire parfois... des individus isolés. Les formations classiques, celles qui sont déjà connues, s'expriment également par tracts : le Mouvement des élèves et étudiants voltaïques (MEEV), l'Union générale des étudiants

voltaïques (UGEV), et, bien entendu, la LIPAD et l'ULC.

Les partis politiques sont toujours officiellement suspendus, mais ils ont tous survécu sous une forme ou sous une autre. Si le remuant FPV de l'historien Joseph Ki-Zerbo s'est fait discret depuis la chute du colonel Saye Zerbo qu'il avait soutenu, le Parti démocratique voltaïque (PDV-RDA) de Macaire Ouedraogo, proche de l'ancien président Maurice Yaméogo, soutient ouvertement les chefs de l'armée, espérant revenir aux affaires à la suite des promesses de Jean-Baptiste Ouedraogo. Parti de la vieille garde, le PDV n'a cependant plus guère d'audience auprès de la nouvelle génération. Le PAI, pour sa part, agit à travers la LIPAD et contrôle la CSV ; ses militants marxistes, considérés comme des héros de la clandestinité, ont pris fait et cause pour Sankara. De même que ceux de l'ULC. Les deux organisations incarnent « la gauche ».

Les tracts ne diffèrent que par leurs auteurs. Le langage est le même, la revendication est la même : la libération et la réhabilitation de Sankara, Lingani et Zongo. Le président Jean-Baptiste Ouedraogo, le colonel Somé Yorian et « leur clique » sont dénoncés pour leur « lâcheté » et leur « traîtrise ». « Demeurés politiques, réactionnaires vendus à l'impérialisme, peut-on lire, ces potentats ont conduit le pays dans un chaos politique et socio-culturel, en vendant notre fierté, notre dignité. » Tandis que, « symboles inestimables de dignité, d'indépendance, de libération et de justice sociale », le capitaine Thomas Sankara « qui n'est pas seulement le fils de son père mais aussi un enfant du peuple » et le capi-

taine Blaise Compaoré, comparé à « Che Guevara, invincible stratège à la tête de l'armée populaire nationale », ceux-là « œuvrent pour voir un peuple voltaïque libre, fier et prospère ». Le délire s'empare des Ouagalais !

La déroute, vite, menace les dirigeants ! Le médecin-commandant Jean-Baptiste Ouedraogo ne contrôle plus la situation. Et il se contrôle encore moins lui-même : il envisage de démissionner immédiatement de la présidence. L'ayant appris, l'ambassadeur de France, Gaston Boyer, lui parle et parvient à l'en dissuader, non sans peine. Le 27 juin, J.B.O. dissout le Conseil de salut du peuple et annonce le retour prochain de l'armée dans ses casernes pour en finir avec « les querelles intestines à dominante idéologique », dont le développement mettrait en cause « la cohésion et la discipline qui font la force de toute armée digne de ce nom. »

Mais l'armée voltaïque, surprise par la dissolution du CSP, qui a ajouté à la confusion, n'est plus comme ses chefs l'imaginent encore. Ses nouveaux héros sont sous les verrous — Sankara, Lingani — ou retranché dans un camp imprenable — Compaoré, maintenant qu'il a rejoint ses commandos de Pô, tient la frontière du Sud. Dans les casernes circulent des tracts. Ils sont signés par une Armée populaire de libération nationale (APLN) ou encore par les « Anti-impérialistes armés. »

Toute la Haute-Volta bruit des mêmes rumeurs. Les Libyens menaceraient d'intervenir pour libérer Sankara, auquel cas les troupes françaises, en manœuvre avec celles du Togo, voleraient au secours de Jean-Baptiste Ouedraogo. D'ailleurs, ajoute-t-on, le ministre des Affaires étrangères, Michel Kafando, aurait signé précipitamment

un accord militaire secret avec la France en ce sens, et deux cent-cinq agents secrets français (les rumeurs ne dédaignent pas les précisions !) seraient déjà à pied d'œuvre à Ouagadougou. Un fidèle de Sankara, futur ambassadeur, écrit à l'époque à des amis étrangers : « Ces barbouzes ne se cachent même pas. Elles se pavanent dans les boîtes de nuit. J'en ai moi-même reconnu une. »

Sur les conseils pressants des Français, la hiérarchie militaire décide, le 31 mai, la libération de tous les anciens dirigeants politiques jetés en prison au fur et à mesure des coups d'État. Parmi eux, les trois anciens présidents, Maurice Yaméogo, Sangoulé Lamizana, Saye Zerbo, mais aussi les victimes de la dernière fournée : Jean-Baptiste Lingani et Thomas Sankara. On espère ainsi calmer les esprits et rétablir une situation gouvernable. La réhabilitation de la vieille classe politique aiderait à neutraliser les jeunes officiers. Mais la vieille garde a perdu ses troupes et les jeunes turcs ont gagné en popularité. Le président Ouedraogo ne sait plus ce qu'il préside. C'est ainsi qu'après avoir dissous le CSP le 27 mai, il s'en proclame encore président une semaine plus tard !

Il se passe alors quelque chose d'inouï. Sans affrontement de clans, sans violence, la Haute-Volta bascule dans l'anarchie militaire. La discipline a vécu. Dans la nuit du 11 au 12 juin 1983, le colonel Somé Yorian, toujours patron de l'armée, veut tester sa loyauté. Entre 1 heure et 3 heures du matin, l'alerte est donnée par mégaphones. Les mauvaises langues soutiendront que seuls une vingtaine d'officiers et sous-officiers ont alors répondu à l'appel !

Thomas Sankara lui-même, pourtant étroitement surveillé, se déplace comme il veut. Début juin, il s'est rendu en mobylette jusqu'à Pô, à 147 kilomètres de Ouagadougou, pour « discuter le coup » avec son ami Blaise Compaoré. Ce dernier — pourtant censé être un rebelle ! — est convoqué dans la capitale le 13 juin pour une réunion à l'état-major. Méfiant, il adresse une lettre à ses « camarades officiers » : « Vous comprendrez aisément que je ne puis, dans les circonstances actuelles, participer à cette réunion. » Puis deux jours après — la réunion s'est déjà tenue sans lui — il rejoint Ouagadougou, un tantinet provocateur. Il constate que rien n'a évolué. « Nous avons adopté une attitude politique face à une situation politique donnée, dira-t-il. Nous étions rentrés au CSP parce qu'il y avait des statuts qui nous protégeaient. Certains avaient violé les principes de base de ces statuts en recourant à la force. C'est pourquoi nous leur avons opposé aussi la force. » Il quitte la ville le soir même sans être inquiété. Il est vrai qu'il a pris la précaution de venir de Pô accompagné de cinquante commandos armés jusqu'aux dents.

C'est l'impasse. Blaise Compaoré fait savoir qu'il ne négociera avec personne tant que ne sera pas restauré le CSP tel qu'il existait avant le 17 mai 1983, c'est-à-dire composé de cent vingt soldats, sous-officiers et officiers, et tant que ne seront pas réinstallés dans leurs fonctions Sankara, le premier ministre, et Lingani, le secrétaire permanent du CSP. La hiérarchie militaire rameute encore la vieille garde politique : l'ancien président Maurice Yaméogo bat le rappel de ses troupes pour une manifestation en faveur de Jean-Baptiste Ouedraogo le 18 juin.

Sankara rejoint Compaoré à Pô : 147 kilomètres de mobylette.

Il recule au dernier moment : les partisans de Sankara, de Lingani, de Compaoré et de Zongo ont menacé de lancer une contre-manifestation plus massive. L'état-major cherche une issue. On prévoit d'offrir au capitaine Thomas Sankara un stage dans une école d'officiers supérieurs en France. Le commandant Jean-Baptiste Lingani aurait le commandement du régiment de Dori et le capitaine Zongo serait affecté à l'état-major. Quant à Compaoré, on ne sait trop quoi en faire.

Ce dernier gouverne à Pô où, en passant par le Mali, la Côte d'Ivoire et le Ghana, Buana Kabue est venu le rejoindre. D'aucuns diront qu'il a alors pris le maquis. C'est absolument faux, affirme Compaoré : « Je passais une grande partie de mon temps à jouer à la belote avec des amis. Où vouliez-vous que j'aille ? » En fait, le Ghana de Jerry Rawlings, dont la frontière est à 18 kilomètres de Pô, lui a déjà offert une base de repli en cas d'attaque contre le camp. Chaque jour, le rituel est le même. Briefing tôt le matin entre Blaise Compaoré, son adjoint le lieutenant Gilbert Guengueré, et ses sous-officiers. Sports et entraînement avec tous les commandos. Repas pris en commun. L'orchestre du camp s'entraîne lui aussi : le *Missils International Band*, dont fit partie autrefois le guitariste Thomas Sankara, anime les soirées dans les villages alentour. Comme si de rien n'était.

8

LA NUIT DU 4 AOÛT

Il se passe pourtant quelque chose dans la ville de Pô. Selon des rumeurs qui courent à Ouagadougou début juin, les commandos auraient totalement pris le contrôle de la ville, occupé, après les avoir pris d'assaut, les postes de gendarmerie et de police, pillé les stocks de l'Office national des céréales. Des journalistes de l'hebdomadaire *Carrefour africain* ont voulu voir de plus près ce camp retranché des « rebelles » de Blaise Compaoré. Ils s'y rendent le 5 juin 1983.

A 30 kilomètres de la petite ville, ils sont arrêtés par une demi-douzaine de commandos surgis des fourrés. Fouille polie mais ferme et professionnelle. Rien n'est

laissé au hasard. Deuxième fouille quelques centaines de mètres plus loin. Simple formalité de sécurité, pensent les journalistes qui entrent dans Pô, nullement en état de siège comme on le leur avait dit. En fait, il n'ont vu que la partie visible de la défense de la ville : les deux postes de contrôle le long de la route. Mais partout, dans les buissons, au-dessus du moindre monticule, derrière le moindre talus, Pô est protégée vingt-quatre heures sur vingt-quatre par une petite armée de commandos et de guetteurs civils disséminés dans un rayon de près de 50 kilomètres autour de la ville.

« Lorsque votre cruche se brise sur votre tête, alors vous consentez à vous laver ».

Contrairement aux rumeurs qui courent à Ouagadougou, les hommes de Compaoré n'ont pris personne en otage et les magasins n'ont pas été pillés. Gendarmes et policiers se sont ralliés pour la plupart aux commandos. Ce n'est pas seulement le Centre national d'entraînement qui est entré en rébellion, mais toute la ville de Pô et les villages avoisinants. Fonctionnaires et soldats, cependant, ont normalement reçu leurs salaires — encore un signe paradoxal du désordre qui règne dans tout le pays ! Les paysans travaillent dans les champs. Et le dimanche, l'église connaît la même affluence qu'auparavant.

Blaise Compaoré loge avec Buana Kabue, lui-même reconverti en commando, dans une petite villa située à l'entrée de la ville. Des soldats nonchalants traînent dans la cour. Perchés dans les arbres qui bordent la rue atte-

nante, d'autres veillent nuit et jour. Aussi bien chez lui qu'au camp situé dans le quartier sud, le capitaine « rebelle » reçoit des visiteurs venus de Ouagadougou ou des environs.

Parmi les visiteurs, Thomas Sankara, envoyé comme médiateur par Jean-Baptiste Ouedraogo. La population de Pô lui offre une véritable fête. Explication, à sa manière, d'un vieux Pôtier : « Les Kasséna[7] ont un proverbe qui dit que lorsque votre cruche se brise sur votre tête, alors vous consentez à vous laver. Nous avons chéri le lieutenant Sankara dès l'époque où il commandait le camp militaire et nous le portons et le porterons toujours dans notre cœur. Alors nous ne pouvions que nous laver à sa chute, car sa chute du 17 mai était la nôtre. » Témoignage d'un jeune, enthousiaste : « Nous étions confondus avec les soldats du camp ; chacun était devenu un commando à sa manière. Notre ami Sankara avait été envoyé à Pô pour conduire des négociations. Nous l'avons acclamé, nous l'avons même porté en l'air et nous avons crié devant nos ennemis : "Vive le capitaine Sankara !" » Sankara, perché sur les épaules des paysans et des soldats, a été effectivement ovationné dans la seule véritable rue de la petite ville, avant qu'il ne reparte vers Ouagadougou, solidement encadré par les délégués des chefs de l'armée et par ses gardes, furieux mais impuissants.

Blaise Compaoré reçoit surtout des messagers qui font la navette, à mobylette, entre Ouagadougou et la ville rebelle. Ils assurent la liaison avec la direction clandestine de la rébellion qui s'est mise en place à Ouagadougou. En fait, l'état-major de l'armée, les unités et les ser-

vices publics sont sous la surveillance constante des partisans de Sankara. Les hommes de la base aérienne de Ouagadougou ainsi que ceux du groupement d'artillerie leur sont acquis. Les messagers ont appris à Compaoré que le colonel Somé Yorian a décidé de lancer une opération contre Pô, quitte à recourir à des mercenaires étrangers si ses troupes ne s'avéraient pas fiables.

Le 1er août, à la tombée de la nuit, Ouagadougou plonge dans l'obscurité. Le téléphone est coupé, la ville est aveugle et aphone. On croit que le réseau électrique et celui du téléphone sont en panne à cause des pluies qui ont commencé à tomber sur le Sahel. En réalité la « panne », déclenchée par des rebelles acquis à Sankara, a servi à tester l'efficacité et la coordination des partisans ouagalais. Deux jours auparavant, le 30 juillet, Blaise Compaoré était « descendu » à Ouagadougou avec quelques-uns de ses hommes. « Je suis allé au bal, nous racontera-t-il plus tard. On nous a retiré nos armes. J'ai dansé. » Puis une danseuse l'avait discrètement « enlevé » et il avait disparu. Dans la boîte de nuit, on avait pensé que le « beau Blaise » — comme les Ouagalaises surnomment ce grand jeune homme — avait « levé » une fille. « En fait, avouera le capitaine, j'étais allé voir Thomas. » Les deux amis ont échangé leurs renseignements, préparé la panne du 1er août et arrêté un plan pour le cas où...

Le cas se présente le jeudi 4 août 1983. A Pô, Blaise Compaoré brûle de fièvre. Une crise de paludisme. Il tient néanmoins son briefing matinal avec le lieutenant Gilbert Guengueré et les sous-officiers du camp. Rien de particulier à signaler. Les commandos vont s'entraîner

comme à l'accoutumée. A midi, l'officier chargé de la liaison secrète avec les partisans de Ouagadougou et les services de renseignement des rebelles revient au camp. Il rapporte que d'après ses informateurs, le chef d'état-major Somé Yorian a décidé de passer à l'action en écartant enfin de la présidence Jean-Baptiste Ouedraogo et en organisant l'assassinat de Jean-Baptiste Lingani, Henri Zongo et Thomas Sankara. Le cas de Blaise Compaoré lui-même aurait été « confié » à un tueur à gages qui doit remplir son « contrat » avant l'opération militaire proprement dite. L'attaque contre les hommes de Pô, ainsi privés de leur chef, serait menée par le commandant Fidèle Guebré et ses propres commandos de Dédougou. L'opération serait prévue pour le lendemain, 5 août, jour anniversaire de l'indépendance de la Haute-Volta. Blaise Compaoré se décide : il faut devancer Somé Yorian et Guebré ; il faut donc prendre le pouvoir le soir-même.

15 heures, ce 4 août 1983. De petits groupes de commandos occupent tous les points stratégiques de Pô. Tous les services susceptibles de communiquer par radio ou par téléphone avec la capitale (postes, sous-préfecture, gendarmerie, police, météo, eaux et forêts) sont neutralisés.

15 heures 30. Les commandos, soit plus de deux cent cinquante hommes, sont rassemblés au camp. Une équipe est chargée de « réquisitionner » une vingtaine de camions dans les chantiers de l'entreprise canadienne Lavallin qui construit une route à quelques kilomètres de la ville. Cinq groupes se répartissent les objectifs à prendre à Ouagadougou : la présidence, la radio, la gendarmerie, la compagnie républicaine de sécurité et le

groupement des blindés du Camp Guillaume. Pour se reconnaître durant les combats attendus, les hommes de Pô arborent à l'épaulette gauche un ruban rouge. « J'avais prévu notre départ pour 16 heures, nous dira Blaise, parce que nous avions rendez-vous avec Thomas à 19 heures. En fait nous ne sommes partis qu'à 18 heures. »

La garde du camp est confiée à de jeunes civils qui avaient rejoint les commandos après le 17 mai. Dans sa jeep de commandement, Blaise Compaoré est inquiet. Il suffirait qu'un hélicoptère survole la longue route jusqu'à Ouagadougou pour que la colonne de camions, évidemment suspecte, soit repérée. Il fait accélérer le convoi.

A une cinquantaine de kilomètres de la capitale, les véhicules s'arrêtent. Il n'y a pas de barrage mais Compaoré fait face à un messager de Sankara, venu en mobylette pour transmettre cette information : Thomas a vu Jean-Baptiste dans l'après-midi ; peut-être est-il désormais possible de l'emporter sans épreuve de force armée et sans effusion de sang. Blaise répond : « C'est trop tard. Nous ne pouvons plus reculer. Dites au capitaine de se tenir prêt. »

20 heures 30. La colonne atteint les faubourgs de la capitale. Les commandos, par petits groupes, se dirigent vers leurs objectifs. De jeunes partisans ouagalais, mobilisés par la coordination clandestine, leur servent de guides. Comme trois jours auparavant, Ouagadougou est plongée dans le noir. Les civils ont bien fait leur travail : sans électricité, sans téléphone, la capitale est isolée du reste du pays.

21 heures 25. Tout est en place. Tapis dans l'obscurité, les cinq groupes se préparent à l'assaut. Officiers et sous-officiers ont l'œil rivé sur leur montre.

> *« C'est trop tard. Nous ne pouvons plus reculer. Dites au capitaine de se tenir prêt ».*

21 heures 30. C'est l'attaque simultanée de tous les objectifs. Ni cris ni slogans. On entend seulement le crépitement des fusils mitrailleurs et le chuintement des lance-roquettes avant la déflagration. A la base aérienne, une mutinerie se déclare sous l'impulsion de jeunes officiers dont le sous-lieutenant Bikaba. Au groupement d'artillerie également. Des bavures, il y en a : quelques noctambules blessés par des balles perdues dans les rues.

Des combats acharnés se déroulent autour du domicile de Jean-Baptiste Ouedraogo, protégé par des soldats de la garde présidentielle disposés sur deux lignes de défense circulaires distantes l'une de l'autre de 150 mètres. Les assaillants, dirigés par Blaise Compaoré lui-même, se trouvent vite entourés de combattants ennemis. Avec Askia Vincent Sigué — un soldat perdu franco-burkinabè, baroudeur redoutable, ancien de l'armée française gagné par le charisme de Thomas Sankara — Compaoré force le mur humain de la garde et s'ouvre un chemin jusqu'aux appartements présidentiels. J.B.O. n'a même pas à se rendre, il n'a pas combattu. Thomas, qui a à peine eu le temps d'endosser une tenue de combat, rejoint peu après Blaise et Vincent à la villa de Jean-

Baptiste Ouedraogo. C'est à ce moment qu'il jette au président vaincu : « Tu as menti, Jean-Baptiste... »

Une deuxième poche de résistance, constituée par le groupement des blindés, devait être plus délicate à réduire. Au lance-roquettes, les commandos détruisent les chars. Quand ils investissent le camp, les occupants, avant de se rendre, découvrent que leur chef, le capitaine Jean-Claude Kambouélé, les a abandonnés. Quelques jours plus tard, on retrouvera sa voiture près de la frontière ivoirienne.

En une demi-heure de combats, tout est terminé. Les commandos ont perdu deux hommes : les soldats Bationo Balibié et Kiedga Michel. A la résidence de J.B.O., Blaise Compaoré et Vincent Sigué ont occupé le terrain au prix de deux morts dans les rangs de la garde présidentielle.

Accompagné du lieutenant Gilbert Guengueré et d'une dizaine de commandos, le capitaine Thomas Sankara gagne alors les locaux de la radio et de Voltavision. Le journaliste Abel Nadié, qui était à ce moment-là enfermé dans un studio, racontera : « J'ai vu débarquer d'une jeep des gens qui sont entrés à pied dans la cour de la radio. Ce fut le sauve-qui-peut pour tous ceux qui, très effrayés, avaient commencé à s'interroger sur ce qui se tramait à l'extérieur. Aucun coup de feu, cependant, ne fut tiré. Deux militaires, puis un groupe d'hommes, l'arme au poing, parmi lesquels j'ai reconnu Thomas Sankara et le lieutenant Guengueré, ont commencé à cogner la porte. J'ai demandé à un commando ce qui se passait. "N'ayez pas peur, ce n'est rien", m'a-t-il répondu. »

22 heures. Thomas Sankara, ému et essouflé, prend la parole à la radio : « Aujourd'hui encore, les officiers,

sous-officiers de l'armée nationale et des forces paramilitaires se sont vus obligés d'intervenir dans la conduite des affaires de l'État pour rendre à notre pays son indépendance et sa liberté et à notre peuple sa dignité [...] Aujourd'hui 4 août 1983, des soldats, sous-officiers et officiers de toutes les armes et de toutes les unités, dans un élan patriotique, ont décidé de balayer le régime impopulaire, le régime de soumission et d'aplatissement, mis en place depuis le 17 mai 1983 par le médecin-commandant Jean-Baptiste Ouedraogo sous la houlette du colonel Gabriel Somé Yorian et de ses hommes de main [...] »

A 1 heure 15 du matin, la voix plus sereine, il relit le même message, qui est traduit et repris par deux journalistes, Abel Nadié, en gouronsi, et Inoussa Sankara, en mooré. Il annonce la création d'un Conseil national de la révolution et invite « le peuple voltaïque à constituer partout des Comités de défense de la révolution ». Pour la première fois, Thomas Sankara termine sa proclamation par : « La patrie ou la mort ! Nous vaincrons ! »

Pour le moment, malheur aux vaincus. Si le président Jean-Baptiste Ouedraogo et son ministre de l'Intérieur, le commandant Harouna Tarnagba, ont été arrêtés — ils seront enfermés à Pô jusqu'à fin 1985 —, le chef d'état-major, le colonel Somé Yorian, et le chef des commandos de Dédougou, le commandant Fidèle Guebré, ont échappé aux rebelles. Le premier ayant appris la nouvelle de la prise de Ouagadougou par Sankara dans son village de Diébogou est accouru à Ouahigouya pour tenter de convaincre l'unité du commandant Karim Lompo

de lancer une contre-attaque. Le second n'a pas réussi à soulever ses propres commandos de Dédougou. Tous deux se résignent à la reddition le 7 août 1983. Deux jours plus tard, ils sont « abattus lors d'une tentative d'évasion », selon la version officielle. « Exécutés à la grenade, grenade qu'il a fallu leur attacher au pied pour neutraliser leurs fétiches », soutiennent leurs partisans. Blaise Compaoré dément : « Le 9 août 1983, peu avant 17 heures, on nous a prévenus par radio qu'un groupe nous attaquait. Je suis sorti du Conseil de l'Entente [où siège alors la nouvelle équipe]. J'ai vu des soldats blessés par terre. Il y avait Somé. Il s'était rendu deux jours auparavant. Il n'aurait pu être là s'il ne s'était pas évadé. » Que faut-il en penser ? Qu'une fois au moins, sans doute, le président renversé Jean-Baptiste Ouedraogo a eu raison quand il avertissait : « Lorsque les militaires se mêlent de politique, ils ont tendance à vouloir utiliser leurs armes. »

9

« NOUS NE SOMMES RATTACHÉS A AUCUN CLOCHER »

A écouter les discours, un marxisme (« la classe laborieuse ») teinté de guevarisme (« la patrie ou la mort, nous vaincrons ! ») s'installe à Ouagadougou. Mais le choix des ministres, rendu public le 24 août 1983, est sans doute plus significatif encore pour définir le nouveau régime.

Les ministres militaires, bien que minoritaires — cinq pour quinze civils —, n'en sont pas moins les véritables hommes forts du nouveau gouvernement. Président du Conseil national de la révolution (CNR) et, de ce fait, chef de l'État, le capitaine Thomas Sankara est également, dans ce premier gouvernement, ministre de l'Inté-

rieur et de la Sécurité. L'ami intime, le capitaine Blaise Compaoré, devient ministre d'État délégué à la présidence, un ministre sans portefeuille mais à l'évidence le « numéro deux » du régime. Le chef de bataillon Jean-Baptiste Boukary Lingani, le plus âgé et le plus haut gradé parmi les « têtes brûlées », choisit la Défense nationale, à charge pour lui de « tenir » l'armée. Il prend sur le champ une mesure d'urgence : la suppression de la « brigade anti-coup d'État », créée précipitamment en juillet 1983 par le précédent régime avec l'aide d'experts français pour barrer la route à Sankara et ses camarades. Le capitaine Henri Zongo, lui, hérite de la pagaille en devenant ministre des Sociétés d'État. On lui demande d'y mettre de l'ordre en faisant respecter une discipline de fer et en exigeant un assainissement draconien de la gestion. Le commandant Abdoul Salam Kaboré, enfin, prend le ministère de la Santé publique. Pharmacien de formation, Kaboré a surtout l'avantage d'avoir patronné, dès le 5 août, la création des Comités de défense de la révolution (CDR), chargés d'encadrer la population et de quadriller tout le pays pour « défendre la révolution » et débusquer les « contre-révolutionnaires ».

Première mesure du ministre de la Défense après le coup d'État : la brigade anti-coup d'État est supprimée.

Tous ces officiers sont membres du CNR, dont la composition exacte est classée « secret d'État ». On sait néanmoins qu'y participent le lieutenant d'aviation Pierre Ouedraogo, rappelé du Maroc où il était en stage, qui

sera secrétaire général national des CDR ; le lieutenant Hien Klimitié, qui le secondera et commandera l'École des cadets de la révolution, l'ancien Prytanée qui forma le soldat Sankara ; le lieutenant d'aviation Bikaba, qui avait « retourné » la base aérienne de Ouagadougou ; le médecin-capitaine Arsène Bongnessan Yé, directeur des services de Santé de la gendarmerie ; le lieutenant Boukary Kaboré, commandant de la brigade d'intervention aéroportée ; le lieutenant Ousseini Ouedraogo, promu commandant de la gendarmerie ; le lieutenant Étienne Zongo ; Askia Vincent Sigué, le baroudeur qui est bombardé lieutenant et chargé de mission à la présidence — où il s'occupera de la sécurité présidentielle.

La liste n'est pas close, bien sûr, puisque l'appartenance au CNR, nous l'avons vu, est secrète. Pour des « raisons de sécurité », dit-on, mais aussi et surtout afin d'éviter les affrontements d'éventuelles ambitions personnelles. S'il doit y avoir des mises à l'écart, elles se dérouleront loin de la scène publique et la population n'en saura rien.

On a dit que dès la formation du CNR, des bagarres avaient failli éclater entre les officiers et que Sigué aurait imposé Sankara à la tête de l'État en menaçant tous les autres de sa kalachnikov et d'une grenade dégoupillée. Blaise Compaoré dément formellement en éclatant de rire : « Avant le 4 août, nous savions déjà qui devait faire quoi. Qui devait être chef d'État, qui devait être ministre de quoi. Nous étions et nous sommes d'accord sur le partage des responsabilités[8] ». Une chose est certaine : quatre hommes plus liés par l'amitié et la complicité que par les serments officiels gouvernent de con-

cert la Haute-Volta : Sankara, Compaoré, Lingani, Zongo.

Par sa composition et par le secret qu'il cultive, le CNR voltaïque — beaucoup ont fait le parallèle — rappelle le Derg éthiopien[9]. Mais à l'inverse de ce qui se passe au sein du comité militaire d'Addis Abeba, il n'existe aucune dissension entre les militaires membres du CNR de Ouagadougou. « Ce n'est pas seulement depuis le 4 août que Sankara, Lingani, Zongo et moi-même faisons de la politique, nous affirme encore Blaise Compaoré trois mois après la prise du pouvoir. Il me semble difficile que l'on arrive à nous diviser sur les options fondamentales. » La suite, sur ce point, lui donnera raison. Et il est vrai que les militaires n'étaient pas politiquement vierges, loin de là, en s'installant aux commandes de l'État.

Les militaires font cependant aussi appel à des civils, tous politiquement très marqués à l'extrême-gauche, pour former le gouvernement. Alors, de quelle nature est le nouveau pouvoir ? « Il n'y a pas les révolutionnaires des casernes et ceux qui sont hors des casernes, assure, dès le lendemain du 4 août, Thomas Sankara. Les révolutionnaires sont partout : l'armée est une composante du peuple voltaïque ; une composante qui connaît les mêmes contradictions que ce peuple. Nous avons fait sortir le pouvoir des casernes [...] Il ne s'agit pas pour les militaires de prendre le pouvoir un jour et de le rendre un autre jour. Il s'agit pour eux de vivre avec le peuple, de souffrir avec lui et de se battre avec lui à tout moment[10]. » Mao Zedong et Che Guevara ne disaient pas autre chose. Mais Sankara protestera toujours contre ces étiquettes :

« C'est une pratique constante de l'européocentrisme que de vouloir trouver des pères spirituels aux leaders du Tiers Monde : Lumumba et Nasser s'inspiraient de Moscou, Nyerere de Pékin, que sais-je encore... Je puis vous assurer que, pour notre part, nous ne sommes rattachés à aucun clocher. »

A aucun clocher ? Les civils qui entrent au gouvernement sont bel et bien tous issus des différentes chapelles marxistes que Sankara et ses compagnons ont assidument fréquentées pendant plusieurs années.

La LIPAD, d'abord, organisation jusque-là clandestine, liée au PAI, interdit comme les autres formations politiques depuis le 4 août 1983 et contrôlant la CSV [11], arrive en force. Pouvant se targuer d'avoir lancé ses partisans le 20 mai dans les rues pour exiger la libération de Sankara et de Lingani, elle sort de l'ombre et devient pour ces derniers et leurs camarades « une alliée naturelle ». La LIPAD n'a jamais fait mystère de son marxisme-léninisme, version Moscou. Plusieurs ministres sont issus de ses rangs. Ainsi Philippe Ouedraogo, un ancien de l'École polytechnique de Paris, devient ministre de l'Équipement ; l'historien Adama Touré va régner sur l'Information, Ibrahima Koné sur la Jeunesse ; Arba Diallo, un ancien haut fonctionnaire de l'ONU dont une partie du salaire a financé, des années durant, les actions secrètes de la LIPAD, prend en charge pour sa part le ministère des Affaires étrangères. Avec eux, c'est le socialisme d'État que la Haute-Volta doit s'apprêter à découvrir si l'on en croit leur doctrine. La lutte des classes est désormais à l'ordre du jour... dans ce pays où il n'y a ni patronat — hors l'État — ni classe ouvrière.

Encore plus secrète que la LIPAD, l'ULC surgit également sur le devant de la scène. Marxiste-léniniste sans doute mais moins dogmatique que sa sœur et rivale, née d'une scission au sein de l'Organisation des étudiants voltaïques à Paris, cette formation a largement aidé Thomas Sankara, à l'époque de son premier stage en France, à découvrir le marxisme. Ce sont notamment ses membres qui l'ont conseillé dans ses lectures politiques. Mais l'ULC a surtout fait partie des organisateurs de la manifestation « spontanée » du 21 mai 1983 — plus imposante encore que celle de la veille — pour protester contre l'arrestation de Sankara et réclamer sa réhabilitation. Trois de ses militants rejoignent le gouvernement : Issa Tiendrebeogo (ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique), Laetare Basile Guissou (Environnement et Tourisme), Train Raymond Poda (Justice).

Seul parmi les formations marxistes connues du public, le minuscule mais turbulent PCRV ne participe pas à la nouvelle équipe gouvernementale. Il est vrai qu'en mai 1983, il n'a pas pris part aux manifestations en faveur de Sankara et de ses compagnons. Est-ce pour cela que ces derniers ne feront pas appel à ses militants marxistes version albanaise ? Toujours est-il que si le PCRV a eu, pendant quelques mois, une influence certaine parmi les étudiants voltaïques, par la suite ses actions essentiellement verbales dirigées contre les militaires, les fonctionnaires, les syndicalistes, les producteurs, les consommateurs, bref contre tout le monde, le marginaliseront progressivement.

Associés ou non au gouvernement, tous les mouve-

ments marxistes-léninistes vont commencer par vouloir s'imposer et imposer leurs vues. Les partis politiques traditionnels étant interdits, ils ont le champ libre. C'est surtout la LIPAD — une « organisation de masse » donc une association et non un parti — qui semble tenir le haut du pavé. Car elle peut s'appuyer sur la CSV, dont le remuant secrétaire général Soumane Touré, parallèlement membre dirigeant de la LIPAD, a gagné sa popularité grâce aux précédents régimes qui l'ont tous successivement jeté en prison.

Les plus dogmatiques des marxistes s'installent confortablement au sein de l'État.

Les plus dogmatiques des marxistes s'installent donc confortablement au sein de l'État. Ils partent à l'assaut des postes-clés de l'administration. Ils déboulonnent les « mandarins » des sociétés d'État ou des agences publiques. Des comités de travailleurs, encouragés par la CSV, surgissent un peu partout et organisent des « putschs », en particulier à la Voltélec et à l'Office des postes. Leur implantation se développe rapidement, ce qui crée des tensions entre les organisations rivales.

Dans la nuit du 3 au 4 novembre 1983, une grande explication a lieu dans une des villas[12] du Conseil de l'Entente. C'est dans ces bâtiments, construits dans la partie ouest de Ouagadougou, au début des années soixante, pour abriter le siège de cette organisation rassemblant la Côte d'Ivoire, le Bénin, la Haute-Volta et le Niger que Sankara a établi provisoirement les services

de la présidence. Le salon de l'une des villas a été transformé en salle de réunion pour le CNR et le conseil des ministres et c'est là que les militaires vont arbitrer la première bataille de clocher entre les différentes formations marxistes qui les soutiennent.

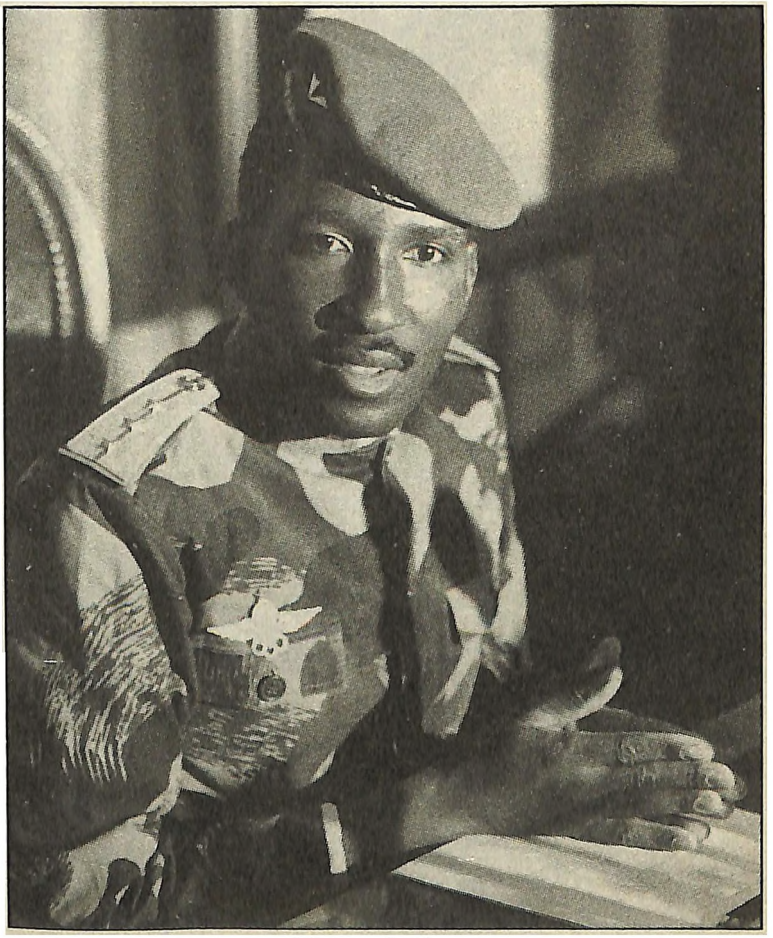
Sankara n'a pas voulu participer en personne à cette réunion entre « militants de la révolution. » C'est donc Lingani qui présidera la séance. On a alors pensé qu'il s'agissait de discuter de la création d'une association de masse unique qui se serait appelée Union démocratique et populaire (UDP). Erreur. En fait ce soir-là, l'ULC, parti politique donc suspendu, a bien réclamé la formation d'une UDP, mais il s'agissait là pour elle d'essayer d'obtenir la création d'une organisation qu'elle contrôlerait et qui lui serait ce que la LIPAD (association) est au PAI (parti donc suspendu).

Voici le témoignage de l'un des participants à cette réunion secrète qui a marqué sans doute un tournant dans la mise en place du nouveau régime : « L'ULC voulait créer *son* organisation de masse, en tant que contrepoids à la LIPAD. C'est cette nouvelle organisation qui devait s'appeler UDP. Les militaires ont estimé que la création de l'UDP aurait pour conséquence de déplacer le débat hors des CDR et d'aiguiser les rivalités entre PAI-LIPAD et ULC-UDP. Ce serait préjudiciable à la recherche de l'unité de la gauche de multiplier les organisations, disaient-ils, d'autant que les militants les plus lucides, nécessaires pour animer les CDR, iraient investir leurs énergies à l'extérieur. Bien sûr, la LIPAD, de son côté, ne pouvait pas voir non plus d'un bon œil la création d'une organisation rivale. C'était lui disputer un mono-

pole de fait sur le terrain des organisations légales anti-impérialistes. Le projet fut donc rejeté par la majorité et l'ULC s'est pliée à la règle du centralisme démocratique[13]. »

Centralisme démocratique, masse laborieuse, lutte des classes, Comités de défense de la révolution... Peut-être le nouveau régime n'appartient-il à aucun clocher, comme l'affirme alors Sankara, mais les clochers, déjà, se le disputent. Car, ne leur en déplaise, Sankara et les siens, qui soutiennent sans relâche que leur pays est différent et leur démarche inédite, n'ont pas inventé la révolution. Ils puisent non seulement leur vocabulaire chez Marx, Lénine, Mao ou Guevara, mais aussi leurs « solutions ». Il y a pour le moins un relent de déjà connu dans l'invite faite aux CDR de « s'emparer du pouvoir là où il se trouve ». Dans les quartiers de chaque ville, dans les villages, dans les unités de l'armée, dans chaque service public, dans chaque entreprise, dans chaque école, des militants seront ainsi élus pour former ces CDR, destinés à servir de relais entre le peuple et le CNR. Sommes-nous là plus près des débuts de la révolution bolchevique avec la multiplication des soviets ou de l'âge mûr du communisme chinois avec les grands bouleversements de la « révolution culturelle » ?

SANKARA
DANS TOUS SES ÉTATS



J. LANGEVIN/SYGMA.

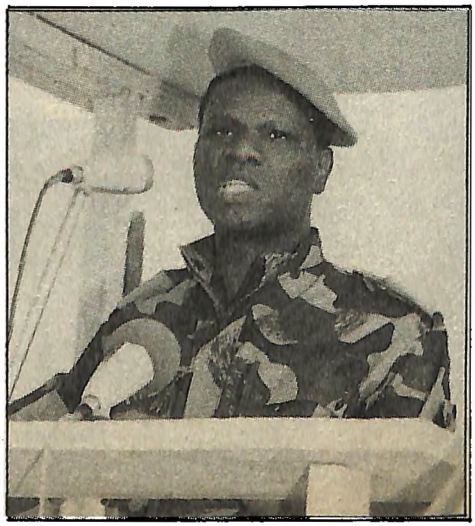
Thomas Sankara, président du Burkina Faso, à Paris, en février 1986.

Les vainqueurs du 4 août 1983

OUEDRAOGO/GAMMA

CARREFOUR AFRICAIN.

Le peuple de Ouagadougou fête la victoire du nouveau chef de l'État (ci-dessus). Blaise Compaoré, l'ami intime et le numéro deux du régime (ci-contre). Henri Zongo, le troisième membre du quatuor des proches de Sankara (ci-dessous).



BEN IDRISS ZOUNGRANA

ANDRE LAINE/AFP

Sankara et Jean-Baptiste Boukary Lingani (ci-contre). De droite à gauche, Lingani, Sankara et Compaoré (ci-dessous).

EDIMEDIA.

M. SARR CHEICK/SERVICE INFORMATION BURKINA FASO

PASCAL MAITRE/J.A.

Les anciens et le nouveau

Maurice Yaméogo : 1960-1966 (ci-dessus). Saye Zerbo : 1980-1982 (ci-dessus à droite). Sangoulé Lamizana : 1966-1980 (ci-dessous). Jean-Baptiste Ouedraogo : 1982-1983 (ci-contre). Thomas Sankara : 1983 (page ci-contre).

SIPA-PRESS.

BOTZUNG

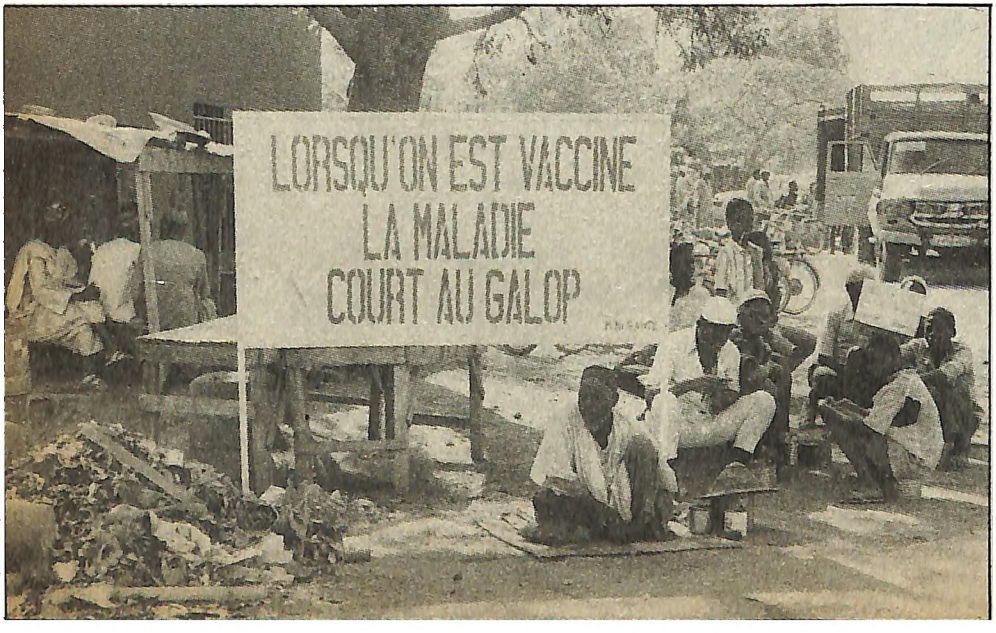
P. COTTEAU/KEYSTONE

UN PHOTO/JOHN ISAAC

CARREFOUR AFRICAIN.

Le développement à la mode burkinabè

Des femmes construisent une digue : elles dament la terre avec un battoir (ci-contre). Hommes et femmes, chaque Burkinabè pose "son" rail (ci-dessus). Début 1985, on lance l'opération "vaccination-commandos" (ci-dessous).



T. SECRETAN/SYGMA.

A. NOGUES/SYGMA.

UN PHOTO/JOHN ISAAC

Le président Mitterrand, en compagnie de Thomas Sankara, plante un arbre au centre forestier de Wayen (ci-dessus). Au Burkina, il y a des cas de malnutrition aussi terribles qu'en Ethiopie (ci-contre). Dans les campagnes, on se déplace à bicyclette : ici Thomas Sankara discute avec des villageois (ci-dessous).

DROITS RESERVES

BRIGITTE SODATONOU/FRANZKE

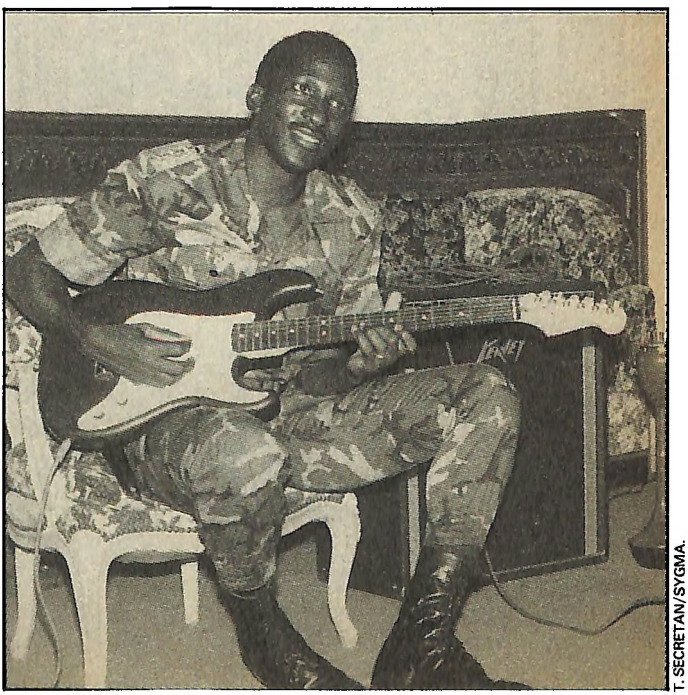
Plus sankaristes que Sankara...

Pascal, le militant, un des dix enfants de Joseph et Marguerite Sankara (ci-contre) et Mariam, l'intransigeante, épouse du président, vêtue d'une robe de coton burkinabè (ci-dessous).

DROITS RESERVES

M. VAN MUYSEN/IMAPRESS

L'autre Thomas Sankara



T. SECRETAN/SYGMA.

Thomas Sankara vainqueur de la course cycliste organisée entre lui et ses ministres le jour où la Haute-Volta devint le Burkina Faso (ci-dessus). Depuis l'adolescence, Thomas Sankara est un joueur de guitare passionné (ci-contre).

Diplomatie tous azimuts

ARAL/SIPA-PRESS.

Thomas Sankara à Tripoli, en 1984, à côté du colonel Kaddafi lors de la commémoration du 15e anniversaire de la révolution libyenne (ci-contre).

BRIGITTE SODATONOU/FRANZKE

Thomas Sankara avec le président ougandais Yoweri Museweni (ci-contre). Thomas Sankara et Mikhaïl Gorbatchev, au Kremlin, en octobre 1986 (ci-dessous à gauche). Thomas Sankara et le ghanéen Jerry Rawlings se rencontrent, en février 1984, sur la frontière des deux pays (ci-dessous).

A.P.N./NOVOSTY

T. SECRETAN/SYGMA.

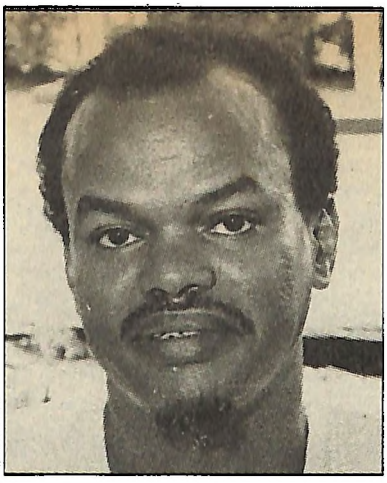
J. LANGEVIN/SYGMA.

A Paris, le 5 février 1986, François Mitterrand rencontre pour la première fois Thomas Sankara (ci-dessus). Thomas Sankara en compagnie du président ivoirien Félix Houphouët-Boigny (ci-contre). Moussa Traoré et Thomas Sankara, à Yamoussoukro, en février 1986, après la seconde guerre entre le Mali et le Burkina (ci-dessous).

FRATERNITE HEBDO.

FRATERNITE MATIN.

EDIMEDIA.

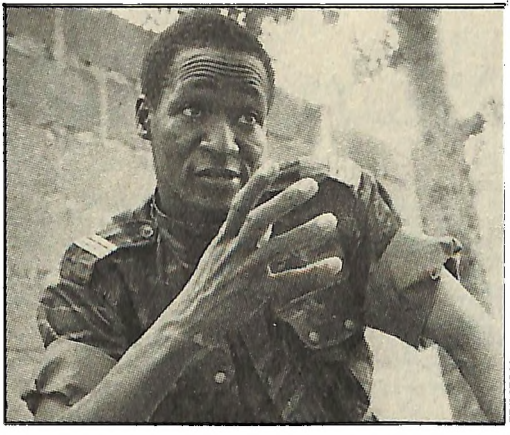


EDIMEDIA.

Basile Guissou, dirigeant de l'ULC et ministre de la Communication en 1986 (ci-contre à gauche). Arba Diallo, leader de la LIPAD et ancien ministre des Affaires étrangères (ci-contre).

Partenaires et adversaires

ANDRE LAINE/AFP



EDIMEDIA.

P. MAITRE/J.A.

EDIMEDIA.

Assis à droite de Sankara, Pierre Ouedraogo, chef des CDR (ci-dessus à gauche). Compaoré, le second de Sankara (ci-dessus). Joseph Ki-Zerbo, ancien candidat à la présidence de la République (ci-contre à gauche). Salam Kaboré, membre du CNR (ci-contre).

La deuxième guerre avec le Mali

CARREFOUR AFRICAIN.

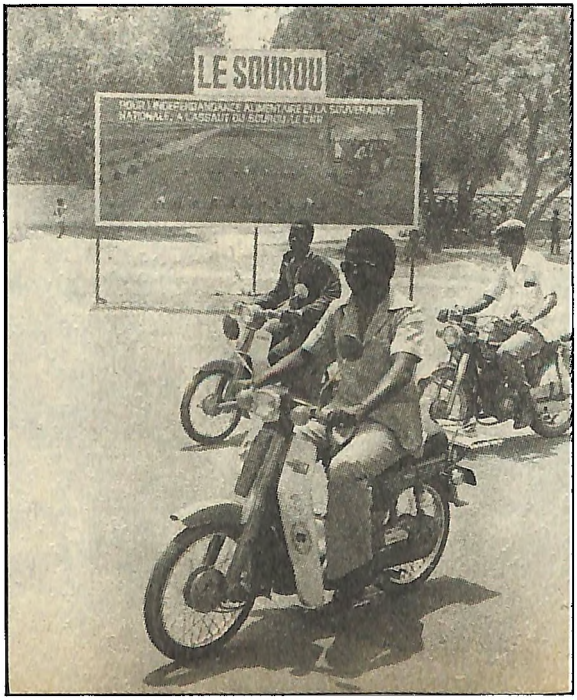
T. GUILLOT/GAMMA

Un blessé burkinabè après les bombardements maliens (ci-dessus). Sankara et le Conseil national de la révolution visitent le front (ci-contre). Un char malien pris par l'armée burkinabè (ci-dessous).

CARREFOUR AFRICAIN.

W. GARTUNG/GAMMA.

Ouagadougou



T. GUILLOT/GAMMA

Au centre de Ouagadougou, en avant pour le développement... même à mobylette.

Les femmes en avant

BRIGITTE SODATONOU/FRANZKE

Au premier rang, à gauche de Thomas Sankara, la chanteuse sud-africaine Miriam Makeba ; à droite, la chanteuse malienne Na Hawa Doumbia. Au deuxième rang à gauche, la chanteuse zaïroise Tshala Mwana ; à droite, la chanteuse ivoirienne Nayalka Bel (ci-contre). Un agent féminin de la police motorisée, symbole de l'émancipation des femmes au Burkina (ci-dessous). Joséphine Ouedraogo, ministre de la Santé et de l'Essor familial (ci-dessous à droite).

T. GUILLOT/GAMMA

A. BARRAT/APA.

P. BOUDIN/GAMMA

P. MAITRE/GAMMA

Thomas Sankara interviewé par Sennen Andriamirado, à l'hôtel Crillon, à Paris, en février 1986 (ci-dessus en haut). Quand Thomas Sankara reçoit la presse (ci-dessus).

Un président qui aime les journalistes

10

D'UNE ERREUR HISTORIQUE A L'AUTRE

Courant novembre 1983, à l'occasion de notre premier entretien, je passe presque toute la nuit avec Thomas Sankara. Comme à son habitude — pour moi, ce sera chaque fois un calvaire de devoir rester éveillé jusqu'au petit matin à supporter ses insomnies ! —, il m'a fait venir dans la soirée, vers 7 heures, à un moment où il a enfin tout son temps.

A l'époque, il est chef d'État depuis trois mois. Ses bureaux sont encore installés dans les bâtiments du Conseil de l'Entente, au cœur de la zone de haute sécurité, solidement quadrillée par les commandos d'élite. Le couvre-feu est toujours en vigueur et les rues qui mènent

à la présidence sont toutes barrées à 300 mètres de l'arrivée. Des soldats, l'arme au poing, veillent derrière des chevaux de frise et des sacs de sable. Le militaire qui me conduit, para-commando lui-même, sort de la voiture, lève les bras, donne le mot de passe à un sous-officier, lequel, avant de nous laisser passer, consulte le poste de garde par walkie-talkie. Nouvel arrêt devant le portail du Conseil de l'Entente, nouvelles consultations, et nous nous dirigeons enfin vers les locaux présidentiels au bout d'une allée bordée de quelques arbres.

> *« Je n'ai pas lu* Le Capital *en entier, mais j'ai avalé tout Lénine ».*

Dans la bibliothèque qui occupe une paroi du bureau de Sankara, tous les classiques du marxisme-léninisme. Je m'attarde sur les reliures rouges des œuvres complètes de Lénine, cadeau de Kim Il Sung qui, lors du passage de Sankara en Corée du Nord en mars 1983, lui a également offert son fameux pistolet à crosse d'ivoire qui ne le quitte jamais. A-t-il vraiment lu ces ouvrages ? « Je n'ai pas lu *Le Capital* en entier, avouera-t-il plus tard, sans se faire prier, mais j'ai avalé tout Lénine [...] Si je devais me retrouver sur une île déserte, je choisirais d'emporter sans doute la Bible et le Coran mais avant tout je prendrais *L'État et la révolution*, qui est mon livre-refuge [...][14] ».

Toujours aussi affamé d'histoire qu'au temps de ses études, Thomas Sankara me presse de questions sur « les autres expériences révolutionnaires » et en particulier sur

les problèmes qu'elles ont rencontrés. Nous discutons pendant des heures. A propos de Sékou Touré, qui a transformé la Guinée en camp de concentration, il admet que le maître de Conakry a été en fin de compte fort peu révolutionnaire. Quand nous évoquons le cas du Malien Modibo Keita, dont le régime s'est effondré parce qu'il a voulu étatiser une « économie de commerçants » et parce que les miliciens du parti au pouvoir ont défié l'armée, Sankara ne commente pas.

Nous parlons du Congo : du romantisme anarchique qui caractérisait et paralysait le pays pendant les années soixante et soixante-dix ; de l'ardeur de Marien Ngouabi détournée au début, à son profit, par la vieille classe politique ; du gauchisme d'Ange Diawara[15], qui rêvait de devenir le Guevara de l'Afrique ; de l'affrontement entre armée et milice ; des errements économiques ; de l'assassinat de Ngouabi ; et encore de l'infantilisme des miliciens. Mais Thomas Sankara ne connaît alors quasiment rien du Congo qui, dans sa tête, est simplement un État marxiste, riche de son pétrole. Madagascar ? Nous n'en avons presque pas parlé. Il y avait peu à dire, pensais-je d'ailleurs, d'une révolution confisquée par ceux qui ne l'ont jamais faite et ceux qui n'y ont jamais cru. Mais Sankara, là, ne partage pas mon analyse : « Quelles qu'aient pu être les déviations du régime malgache, soutient-il, il fallait l'aider à se corriger. La gauche malgache n'a rien fait dans ce sens. »

Nous évoquons aussi Lumumba, l'homme qui est arrivé trop tôt, « parlant de révolution à des nègres qui étaient encore dans les arbres », selon la formule d'un homme politique zaïrois. Nous parlons aussi de Nyerere,

qui, en prônant un socialisme paysan, a transformé la Tanzanie en mendiant international ; de Mobutu, dont on a oublié qu'il a instauré au Zaïre un parti se réclamant de la révolution : le Mouvement populaire de la révolution. Et même de Bokassa, qui s'était prétendu révolutionnaire — mais oui ! — avant de se proclamer empereur de Centrafrique.

Nous parlons enfin de ce qui s'est passé ailleurs qu'en Afrique. Staline a tué le léninisme en étouffant les soviets, et en rendant toute-puissante la Tcheka, l'aïeule des milices et autres CDR ; Mao, en vieillissant, a figé la Chine dans un protocommunisme fossile ; Che Guevara est mort parce qu'il ne pouvait pas lui arriver autre chose ; mai 1968 en France appartient surtout à la belle histoire du romantisme révolutionnaire...

Sur tous ces points — mis à part Madagascar et la Tanzanie de Nyerere, que le capitaine voltaïque admire alors au plus haut point — nous avons à peu près le même avis. « Mais, dit Sankara, nous ne sommes ni en Guinée, ni à Madagascar, ni en Chine. Nous sommes en Haute-Volta et nous bénéficions des échecs des autres révolutions. »

Quand je l'ai quitté, il m'a donné rendez-vous pour l'année suivante. « Nous pourrons alors, me dit-il, évaluer les échecs et les réussites de l'expérience en cours ». Durant ce laps de temps, — est-ce bien étonnant ? — la révolution voltaïque, loin de les éviter comme l'espérait Sankara, aura vécu tous les échecs que les autres, avant elle, ont connus.

Le premier de ces échecs concerne le « fer de lance de la révolution », les Comités de la défense de la révolu-

tion. Ils ont reçu mission, comme nous l'avons dit, de « s'emparer du pouvoir partout où il se trouve », suivant la formule employée par Sankara, le 11 septembre 1983, lors d'une tournée à Samandin. En somme, il s'agit d'une organisation politique qui sert à la fois de base et de prolongement du Conseil national de la révolution installé le 4 août.

« Seule organisation authentique du peuple dans l'exercice du pouvoir révolutionnaire », les CDR sont, selon le Discours d'orientation politique du 2 octobre 1983, « des détachements d'assaut qui s'attaqueront à tous les foyers de résistance » autant que « des écoles de formation politique ». Bref, c'est un condensé de la « période des cent fleurs » et de celle de la « révolution culturelle » que les Voltaïques sont invités à vivre !

Lors des élections des membres des CDR, organisées dans l'euphorie et avec une grande précipitation, dans les villages et les quartiers, dans les services publics, dans les entreprises mais aussi dans chaque unité des forces armées, à l'Université et dans les lycées, c'est la pagaille. Et c'est une mauvaise surprise. D'autant plus mauvaise que les Voltaïques votent comme ils ont toujours voté : en soutenant les candidats des chefs traditionnels et des possédants, les potentats locaux, les chômeurs, et même les idiots du village. Une tradition instaurée par le désir soit de faire plaisir aux chefs coutumiers, soit de ne pas déplaire à l'administration, soit encore de confier les corvées aux citoyens inutiles.

Les premiers CDR sont à ce point truffés de militants malgré eux ou de simples candidats au pouvoir qu'il faut recommencer bien des élections pour qu'ils puissent fonc-

tionner ! Quand on fait remarquer à Sankara que ceux qui ont été élus sont souvent ceux qui crient le plus fort et que ce ne sont pas forcément les « révolutionnaires les plus authentiques », il répond par le dicton : « L'homme est comme le pagne. Tu peux le retourner cent fois, tu ne trouveras pas la couture. » En ajoutant toutefois : « Je suis conscient de ce risque. Il y a des zélotes. Mais j'ai prévenu les membres des CDR : je sais que, parmi eux, certains se sont fait élire pour devenir des chefaillons, pour conserver leur poste, pour régler des comptes ou pour se marrer, et je les débusquerai. »

De fait, comme on aurait pu le prévoir, ces hommes et femmes à tout faire de la révolution vont vite devenir tout-puissants. Chargés de la défense populaire, à peine formés politiquement mais bien armés, ils se sont vu confier la distribution de la nourriture, les opérations de recensement, l'organisation des travaux d'intérêt collectif (creusement de latrines publiques, entretien des caniveaux, construction d'écoles, etc.). Après quoi ils ont voulu tout régenter et tout faire, y compris le pire : détournements de vivres et de fonds, rackets et autres exactions. Kalachnikov négligemment tenue à la main ou sur la nuque, beaucoup d'entre eux se pavanent alors dans les rues des villes ou des villages, roulant des mécaniques. Dans les « permanences » des CDR, seuls veillent ceux qui n'ont pas d'autre occupation, autrement dit des désœuvrés ou des chômeurs fort désargentés. Aussi, prétextant des contrôles de routine ou au nom de la « vigilance révolutionnaire », certains se livrent à de véritables actes de banditisme. Ils font irruption chez les gens et réclament une « petite aide » en nettoyant osten-

siblement leurs armes. D'autres, pour leur plus grand profit, abattent des troupeaux surpris en train de traverser des champs de culture.

Au nom de la « vigilance révolutionnaire », les actes de banditisme se multiplient.

Secrétaire général national des CDR, le capitaine Pierre Ouedraogo reconnaîtra deux ans plus tard : « Oui, il y a eu des cas d'exactions et je pense que ce n'est pas étonnant. Lorsqu'on prend des gens peu habitués à la pratique politique, ils sont tentés par le pouvoir. On s'est aussi aperçu qu'il y avait des imbéciles ! Changer radicalement quelqu'un, ça prend du temps. » Certes...

Il a donc fallu tout reprendre à la base pour restaurer le crédit des CDR, et tenter d'en faire la véritable assise du nouveau régime. Lors de séminaires régionaux, des séances d'autocritique et de formation politique ont peu à peu pris le pas sur la formation militaire. Ils déboucheront sur la première conférence nationale des CDR organisée à Ouagadougou du 31 mars au 4 avril 1986, au cours de laquelle on procèdera à une grande opération de « nettoyage ». Cette conférence devait par ailleurs redéfinir les objectifs prioritaires : les actions de production ou d'intérêt collectif. Et depuis, de nouvelles élections ont été ordonnées pour purger les CDR, selon le vocabulaire aujourd'hui en usage, des éléments « anarcho-fascistes ».

Mais les formations classiques, — politiques, syndicales, voire associatives — avaient, elles, compris dès le

départ quel était l'enjeu : une fois épurés et rendus crédibles, les CDR les supplanteraient et les condamneraient à mort.

Ainsi, dès novembre 1983, Soumane Touré, alors secrétaire général de la CSV, nous disait, inquiet : « Les CDR sont des fourre-tout ! Que vont-ils faire ? De la délation ? En tout cas, les différends entre patronat et travailleurs relèvent des syndicats et non des CDR. Il faut établir une frontière entre les compétences. » Une course de vitesse va donc s'engager dès cette époque pour occuper le terrain.

La CSV, soutenue par la LIPAD, rêve de devenir la centrale syndicale unique du pays. Les CDR, qui évidemment ne veulent pas lui abandonner un tel pouvoir, ne l'entendent pas ainsi. La lutte entre les deux organisations aboutira au divorce. C'est alors l'époque des « dégagements », comme on dit à Ouagadougou. Les services publics ne fonctionnent plus, se réfugiant dans l'attentisme. Des centaines de militaires et de fonctionnaires sont alors rayés des cadres pour « activités ou comportement contre-révolutionnaires » voire pour « inconséquence idéologique » ou pour « ivresse pendant les heures de service. » Robespierre est venu prêter main-forte à Marx, Lénine, Mao et Guevara ! La chasse aux sorcières est ouverte. Premières victimes : les professeurs et les instituteurs qui, par milliers, sont licenciés précisément pour « activités ou comportement contre-révolutionnaires ». Le corps enseignant se met en grève.

C'est alors qu'un complot, fort opportunément, est dénoncé et publiquement révélé, le 12 mars 1984, par le numéro trois du régime, Jean-Baptiste Lingani : « Des

plans d'agression contre le peuple voltaïque, plans conçus par certains milieux étrangers, principalement français, belges et israéliens, malgré leur conception insensée et rocambolesque, n'ont pas manqué d'arracher l'adhésion des Ki-Zerbo, Frédéric Guirma et Michel Kafando. » Ces trois hommes, qui, à cette époque, se sont déjà volontairement exilés, ont été respectivement : candidat à la présidence de la République en 1978, avant de soutenir de 1980 à 1982 le régime du colonel Saye Zerbo ; diplomate, journaliste et de tout temps opposant à tous les régimes successifs ; ministre des Affaires étrangères de Jean-Baptiste Ouedraogo. Lingani poursuit : « Beaucoup plus que ces plans stupides, ce sont d'immenses sommes d'argent qui ont séduit les valets-relais locaux que sont les Jean Bila, Joachim Sib et Ousmane Ismaël Kindo. »

Tous trois sont des syndicalistes dirigeants du Syndicat national des enseignants africains de Haute-Volta (SNEAHV). « Mais grâce à la vigilance de notre peuple mobilisé, ajoute Lingani, grâce à l'omniprésence de nos CDR déterminés, grâce à nos forces de sécurité de plus en plus épurées, nous avons reçu des informations détaillées sur certains comptes bancaires, sur les adresses de chancelleries complices, les dates et lieux prévus du débarquement, les identités des illustres bailleurs de fonds résolus à l'assassinat de notre peuple. [...] Aujourd'hui, afin de mettre un terme à la récupération malhonnête des enseignants [...] nous devons dire publiquement que les Jean Bila, Joachim Sib et Ousmane Ismaël Kindo ont comploté contre la sûreté de l'État. La preuve est depuis longtemps établie qu'ils sont d'intelligence avec des puis-

sances extérieures en vue d'instaurer un régime dirigé par eux et leurs compères. »

Les trois syndicalistes sont arrêtés. C'est l'émotion dans les rangs syndicaux. Mais la CSV fait l'erreur — « historique » dirait-on en langage marxiste — de ne pas s'estimer tout de suite concernée. Par son silence, elle approuve « objectivement » l'arrestation des syndicalistes et le licenciement, dix jours plus tard, des enseignants en grève. Elle aggrave encore son cas en boudant ces grèves. Sans doute ses dirigeants pensent-ils toujours pouvoir obtenir que leur centrale devienne l'unique organisation syndicale du pays, selon une éventualité que Pierre Ouedraogo, le patron des CDR, évoquera d'ailleurs fin mars 1984. Mais bien entendu, il n'en sera rien, et à travers la CSV, c'est la LIPAD elle-même qui, après l'élimination du SNEAHV, va perdre la bataille contre les CDR.

Vaincus, les « révolutionnaires » de la LIPAD deviennent des « petits bourgeois ».

Mai 1984. Toutes les parties prenantes du pouvoir, encore unies en apparence se préparent à célébrer le premier anniversaire des marches des 20 et 21 mai 1983 qui ont marqué le prélude de l'instauration, moins de trois mois plus tard, du Conseil national de la révolution. Membre de la LIPAD, organisatrice de la marche du 20 mai 1983, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Ibrahima Koné, appelle ainsi à une manifestation-anniversaire. Y participent, le 20 mai, les militants de la LIPAD et de la CSV, et c'est tout. Car c'est le lendemain, le 21 mai, que les CDR ont prévu

de lancer dans les rues des milliers de travailleurs, d'étudiants et de lycéens, en souvenir de la marche « spontanée » du 21 mai 1983. Alors la LIPAD commet sans doute, à son tour, une erreur « historique » : elle tente d'empêcher cette deuxième manifestation. Tôt le matin, ses militants découragent lycéens et lycéennes : « Rentrez chez vous, toutes les écoles sont fermées, la marche est annulée. » Accusé d'être le maître d'œuvre de cette intoxication, Ibrahima Koné, ministre de la Jeunesse et des Sports, est limogé le jour même. C'est l'annonce du divorce entre les marxistes purs et durs et le CNR.

Les rêves de la LIPAD s'évanouissent. Au nom de la « cohésion des forces révolutionnaires », Sankara, Compaoré, Lingani et Zongo n'ont pas toléré la tentative de débordement d'une organisation « alliée ». On redécouvre les antagonismes d'antan. On accuse l'adversaire d'être assoiffé de pouvoir : « La LIPAD rassemble les éléments les plus droitiers du processus révolutionnaire, qui ne se sont distingués objectivement des autres que par un langage pseudo-révolutionnaire. Le PAI [tuteur de la LIPAD] a participé au gouvernement de Lamizana en 1973, par Philippe Ouedraogo interposé. Le coup d'État de Saye Zerbo en 1980 a été commandité par une alliance entre Ki-Zerbo et la LIPAD. Le contrôle de l'appareil d'État est une fin en soi pour les petits bourgeois de la LIPAD[16]. »

Et voilà comment de bolchevik, la LIPAD devient menchevik ! L'un de ses ténors, le ministre de l'Information, Adama Touré, qui s'est signalé par son dogmatisme, ne contrôle plus une presse qu'il voulait mettre au pas : les journaux attaquent son organisation. Le gou-

vernement, qui va bientôt être remanié, est quasiment mis en congé par Sankara. Le CNR tient des réunions secrètes. Sankara, Compaoré, Lingani et Zongo concentrent plus que jamais tous les pouvoirs entre leurs mains. Face à l'affaiblissement de la LIPAD, qui perd rapidement beaucoup de son crédit, ils sont rassurés par la détermination de l'armée et par la fidélité affichée par les autres alliés marxistes, réunis autour de l'ULC.

A la même époque, comme pour faire bonne mesure, une autre bête noire du nouveau régime est éliminée : en juin 1984, les locaux de *L'Observateur*, hebdomadaire non officiel mais proche de ce qu'on appelle alors « la droite », sont incendiés. C'est, à l'évidence, un incendie criminel. Mais on ne découvrira jamais les coupables. Peut-être des membres zélés des CDR. Sankara le niera. Mais le mal est fait. *L'Observateur* est mort et avec lui disparaît la seule contestation écrite.

Le 1er septembre 1984, le remaniement du gouvernement est chose faite. La LIPAD disparaît dans la trappe de l'histoire. Ibrahima Koné était déjà limogé. Adama Touré connaît le même sort. Même les plus compétents et les moins dogmatiques s'en vont : Philippe Ouedraogo (ministre de l'Équipement) et Arba Diallo (Affaires étrangères) sont remerciés. En une année à peine, le pays a connu toutes les maladies infantiles de toutes les révolutions : la diarrhée verbale, l'acné du gauchisme, la crise d'identité de l'âge bête et les dépits amoureux des fiancés éphémères. Par la suite, d'ailleurs, tous les ans, le gouvernement sera « renvoyé », pour permettre aux « camarades ministres de se remettre en cause » et leur rappeler qu'ils ne sont pas inamovibles.

11

« QU'AVONS-NOUS FAIT POUR MÉRITER AUTANT D'HOSTILITÉ ? »

Depuis le 4 août 1984, à l'occasion du premier anniversaire de la révolution, la République de Haute-Volta est morte. Elle a cédé la place au Burkina Faso, expression formée à partir de deux mots dioula (Faso) et mooré (Burkina) et signifiant officiellement « Terre des hommes intègres ». Les spécialistes ne s'entendent pas tous sur cette traduction, au nom du purisme linguistique, mais n'avait-on pas également trouvé des arguments historiques et linguistiques pour contester la transformation de l'ex-Dahomey en Bénin et de l'ex-Congo ex-belge en Zaïre ?

L'appellation Haute-Volta dérivait de *rio de Volta* ,

fleuve du Retour, nom donné par les colons et explorateurs portugais à l'un des fleuves de la région. La république de Haute-Volta tirait donc son nom directement de l'histoire des conquêtes coloniales. En créant, à sa place, le Burkina Faso, le CNR veut tourner une page. Il n'y aura plus de Voltaïques, il y aura désormais des Burkinabè. Une évolution symbolique, au sens profond du mot, qui accompagne le nouveau cours du développement du pays. Car, comme le montre aussi bien la grande que la petite histoire de la révolution, incontestablement nouveau cours il y a...

Une intervention française pour éliminer le gouvernement de Sankara ?

Accusée de « fractionnisme », de « putschisme » et de « gauchisme irresponsable », la LIPAD va donc être écartée progressivement de l'avant-scène politique. Mais, trop occupé à mettre au pas ses alliés, le régime burkinabè a perdu de vue ses adversaires. Sankara et ses compagnons vont le constater à leurs dépens.

En ce mois de mai 1984, en effet, alors que vient à peine de s'ouvrir la première grande crise du régime, on découvre *in extremis* une première tentative apparemment sérieuse de renversement du Conseil national de la révolution. Sankara devait se rendre le 28 mai à Yamoussoukro pour une rencontre d'explication en tête à tête avec le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny, ancien homme politique.. du Burkina, où il a commencé sa carrière politique. Ce même 28 mai, en l'absence de San-

kara donc, le régime devait être mis à bas par des putschistes dirigés par le colonel Nobila Didier Tiendrebeogo, ancien maire de Ouagadougou, « dégagé » de l'armée par le CNR.

Officiellement sans emploi depuis ce moment, le colonel Tiendrebeogo avait fait, peu avant son arrestation, de fréquentes visites à l'ambassade des États-Unis au Burkina. Lors de son interrogatoire, il dira que c'était « pour chercher du travail ». « Difficile de croire qu'il était à la recherche d'un emploi alors qu'il dépensait chaque mois environ 1 million de F CFA, accusera Blaise Compaoré. C'est beaucoup pour un chômeur sans ressources ! » Didier Tiendrebeogo, par la suite, avouera qu'il essayait de se faire livrer par les États-Unis une station mobile de communication radio. Ce que, bien sûr, démentira l'ambassadeur américain, sans qu'on puisse en savoir plus.

Les enquêteurs assurent être parvenus à reconstituer le plan des putschistes en recoupant les aveux. Le colonel Tiendrebeogo, disent-ils, devait coordonner le 28 mai des assauts simultanés en plusieurs endroits de la capitale, pour provoquer la riposte des troupes fidèles au CNR. Dans la confusion ainsi créée, il n'aurait pu manquer d'y avoir des bavures. Depuis la station radio mobile, des messages auraient alors été envoyés tous azimuts pour annoncer : « On s'attaque aux citoyens américains et français de Ouagadougou ». Selon le plan quelque peu naïf des putschistes et toujours selon les enquêteurs, les troupes françaises stationnées en Côte d'Ivoire seraient alors inévitablement intervenues, leur atterissage à Ouagadougou ayant été préparé et facilité par le lieu-

tenant Maurice Ouedraogo, chargé de « retourner » le groupement d'artillerie de l'aéroport. L'intervention française aurait ainsi liquidé le régime de Sankara, dont tous les hommes forts devaient être exécutés séance tenante par les putschistes. Mais l'un des comploteurs aurait vendu la mèche. Lequel ? Aucun dirigeant burkinabè, aucun enquêteur ne le révèlera. « Secret de défense nationale », nous dira-t-on devant nos questions insistantes.

Arrêtés à la veille du jour J., dans la nuit du 27 mai 1984, sept des conjurés, condamnés à mort le 11 juin par la Cour martiale, seront fusillés dès le 12 juin : l'ex-colonel Nobila Didier Tiendrebeogo, le lieutenant Maurice Ouedraogo, le lieutenant de gendarmerie Moumouni Ouedraogo, un homme d'affaires, Adama Ouedraogo, l'ex-adjudant-major de gendarmerie Bernard Kaboré, le sergent Moussa Kaboré, un pilote civil, Issa Anatole Tiendrebeogo. Pour la première fois, neuf mois après son avènement, la révolution, jusque là plutôt pacifique et bon enfant, voit une page de son histoire souillée par le sang. Blaise Campaoré, auprès duquel nous nous en inquiétions à l'époque, répondait : « Une Cour martiale ne transige pas. Les putschistes avaient établi la liste de ceux d'entre nous qu'ils se promettaient d'exécuter. Ce n'est pas nous qui avons voulu recourir à la violence ».

Cinq autres conjurés, dont un officier, le lieutenant Boukary Tapsoba, sont condamnés à des peines de travaux forcés allant de quinze ans à la perpétuité. Quatorze personnes enfin, que les conjurés avaient envisagé d'appeler à participer à leur gouvernement, seront acquittées : la plupart d'entre elles, il est vrai, affirmaient

n'avoir jamais été seulement contactées par les putschistes.

« Leurs complicités extérieures ont aggravé le cas des comploteurs, tiendra à m'expliquer Blaise Compaoré. En fait ils n'étaient que des appendices. La tête ne pouvait être que Joseph Ki-Zerbo. Les conjurés l'ont d'ailleurs avoué : c'est l'homme d'affaires Adama Ouedraogo qui assurait la liaison entre eux et Ki-Zerbo. »

Il n'en faut pas plus pour réveiller des rancœurs datant de mai 1983. Joseph Ki-Zerbo, traqué depuis août 1983 par le CNR, réfugié à Dakar depuis lors, compte des amitiés au sein du Parti socialiste français au pouvoir à Paris. On rappelle alors à Ouagadougou que l'arrestation de Thomas Sankara, le 17 mai 1983, s'est curieusement déroulée quasiment en présence de Guy Penne, conseiller du président français François Mitterrand. On rappelle aussi qu'il a été dit que les troupes françaises stationnées en Côte d'Ivoire étaient censées intervenir au cas où les Libyens seraient eux-mêmes intervenus pour libérer Sankara, comme d'aucuns affirmaient alors le craindre à Ouagadougou. Et que l'intervention n'a pas eu lieu avant tout parce qu'une mission de l'ANAD[17] — organisation regroupant le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Togo — était venue constater sur place qu'aucun Libyen ne menaçait Ouagadougou. Ces « souvenirs » font redécouvrir la présence des troupes françaises en Côte d'Ivoire et servent à accréditer les aveux des conjurés. D'autant que les relations entre Ouagadougou et Abidjan ont connu plusieurs crises depuis l'arrivée de Thomas Sankara et de ses camarades au pouvoir. Par presse inter-

posée, les deux capitales se sont alors jeté l'anathème.

En termes voilés, le gouvernement ivoirien fait savoir qu'il suspecte les jeunes révolutionnaires de donner le mauvais exemple dans la région. Un ministre, en septembre 1983, proclame : « Dans la tourmente politique qui nous entoure, il est indéniable que notre stabilité suscite des rancunes[18]. » Comme nul n'ignore que la Haute-Volta a connu quatre coups d'État en moins de trois ans, on sait qui est visé ! Une autre personnalité appelle les Ivoiriens « à barrer la route au communisme et aux déstabilisateurs mortifiés[19] ». Ouagadougou, de son côté, accuse : « Un chef d'État voisin déverse des milliards pour financer un complot des ennemis de la révolution[20]. » Parmi les voisins, seul l'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny, tout le monde le sait, est en mesure de déverser des milliards. Un autre élément, singulièrement plus grave que les campagnes de presse, va tendre davantage encore les relations.

Le 29 octobre 1983, doit s'ouvrir à Niamey le IXe siècle sommet des chefs d'État de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest. C'est, selon l'usage, au tour de la Haute-Volta, qui n'est pas encore devenue le Burkina, d'obtenir la présidence de l'organisation. Mais, avant même l'ouverture du sommet, Houphouët-Boigny désigne aux journalistes le chef de l'État malien Moussa Traoré : « Notre président va parler en notre nom à tous. » C'est ainsi que Thomas Sankara, qui a fait le voyage, apprend qu'il ne présidera pas cet organisme régional de coopération. Lors d'une séance à huis-clos l'après-midi de ce 29 octobre 1983, il proteste énergiquement. Il rappelle que depuis toujours la présidence de

la CEAO est exercée par chaque État à tour de rôle et par ordre alphabétique. Certes la Côte d'Ivoire aurait du bénéficier de cette règle non écrite entre 1982 et 1983, mais Félix Houphouët-Boigny y a alors volontairement renoncé, préférant laisser la place au Nigérien Seyni Kountché.

> *« Un chef d'État voisin déverse des milliards pour financer un complot contre la révolution ».*

Ensuite, c'est normalement à la Haute-Volta, qui suit la Côte d'Ivoire dans l'ordre alphabétique, que revient la présidence. Mais Houphouët-Boigny ne l'entend pas ainsi. « Si on veut vraiment respecter l'ordre alphabétique d'aujourd'hui, dit-il en substance, après le Niger c'est le Sénégal qui doit présider. Et si on veut repartir de la situation antérieure, c'est au tour de la Côte d'Ivoire, puisqu'elle est en reste. Mais cette fois, la Côte d'Ivoire offre la présidence au Mali. » Les autres chefs d'État se taisent. Sankara, plus humilié que frustré, dénonce la manœuvre. Rien n'y fait. A peine lui propose-t-on de prendre la présidence de la seule ANAD, « filiale » de la CEAO. Il s'insurge : « Nous ne pouvons pas accepter un strapontin. C'est tout ou rien. Soit on a de la considération pour la Haute-Volta et on l'admet comme un pays responsable, apte à assumer les mêmes responsabilités que n'importe quel État donc la présidence conjointe de la CEAO et de l'ANAD. Soit on n'a pas cette considération. » C'est malheureusement bien le cas. Il envisage alors de se retirer du sommet. Le chef d'État

sénégalais Abdou Diouf parvient à le retenir : « Que gagneriez-vous à partir ? Rien, en réalité, si ce n'est l'isolement. » Sankara restera donc jusqu'au bout.

Le 31 octobre 1983, de retour à Ouagadougou, il rend compte de l'affaire à ses compatriotes par voie de presse : « Dès le premier jour, nous avions décidé de nous retirer, parce que nous avions l'impression que nous étions partis pour jouer au football, alors que certains jouaient au handball. Les règles n'étaient pas respectées. Les dés étaient pipés [...] N'eût été le respect que nous avons pour le pays hôte, n'eussent été aussi les sentiments qui nous lient à un certain nombe de chefs d'État qui nous ont retenus, nous serions partis. »

Ouagadougou a reçu comme une gifle l'incident de Niamey. Considéré et traité depuis le temps de la colonisation comme réservoir de main-d'œuvre pour la riche Côte d'Ivoire, le pays de Sankara crie au scandale. C'est peu après qu'aura lieu notre premier entretien. Le jeune chef d'Etat en arrivera à me poser la question : « Mais quel mal avons-nous fait pour mériter autant d'hostilité ? » Evidemment, je ne sus que lui répondre.

La hache de guerre est bientôt déterrée. En tournée près de la frontière ivoirienne, le 14 novembre 1983, Pierre Ouedraogo, le bouillant secrétaire général des CDR, lance : « Ceux que l'on appelle les vieux sages de l'Afrique ne sont que les garde-chiourmes de l'impérialisme ». Aucun doute : c'est Houphouët-Boigny qui est visé. Par-delà leurs débordements verbaux, les dirigeants burkinabè affirment détenir « des preuves irréfutables » que « certain chef d'Etat de la région » a alloué 5 milliards de F CFA à trois « adversaires de la révolution »

pour renverser le CNR. Les trois « opposants » sont nommément identifiés : il s'agit du capitaine Michel Kafando, ministre des Affaires étrangères sous le précédent régime, du capitaine Jean-Claude Kambouélé, qui commandait les blindés venus arrêter Sankara le 17 mai 1983, et du contestataire Frédéric Guirma.

En réalité, Sankara et son entourage n'ont alors aucune preuve de ce qu'ils avancent. Ils ne disposent que de rapports des services de renseignements. Or ceux-ci fourmillent d'agents plus ou moins sérieux, y compris des éléments étrangers, notamment des Ivoiriens, venus apporter « leur contribution à la révolution ». Comme d'autres l'avaient fait en 1958-1959 à Conakry, autour de Sékou Touré, beaucoup d'entre eux ont débarqué à Ouagadougou fin 1983. Ils s'improvisent agents spéciaux ou conseillers techniques. A de rares exceptions près, comme celle du Zaïrois Buana Kabue, que nous avons déjà cité et qui sera longtemps conseiller à la présidence, la plupart ne sont que des aventuriers. Pour mieux applaudir Sankara, au nom d'une vague idéologie anti-impérialiste mise à toutes les sauces, ils sont prêts à faire n'importe quoi.

J'ai bien connu un de ces étudiants attardés reconvertis en « volontaires internationaux ». Basé à Paris, après avoir servi et sévi à Ouagadougou, il communiquait directement avec Sankara à qui il transmettait des informations apparemment toutes plus fausses les unes que les autres. Il a longtemps pourchassé Frédéric Guirma, censé avoir reçu des milliards des mains d'Houphouët-Boigny. Se présentant comme journaliste sous le nom de Ismaël Golan, il lui a même une fois demandé une interview.

Guirma, alléché dès qu'il s'agit de s'exprimer, va à tous les rendez-vous fixés et ne le trouve évidemment jamais. Au bout du compte, en vieux caïman, intrigué par un pseudonyme aussi curieusement judéo-islamique, il identifie « l'agent » en question et comprend l'intérêt qu'il lui portait. Un jour, le même agent informe d'ailleurs les services de Ouagadougou au sujet d'une fréquentation suspecte de Frédéric Guirma : celui-ci vient souvent voir au siège du groupe Jeune Afrique un journaliste nommé... Sennen Andriamirado. C'est tout à fait vrai : en dépit de nos divergences politiques, Frédéric est un de mes vieux amis. Mais « l'agent » ajoute qu'en l'occurence, il est toujours accompagné de quinze gardes du corps. Ce qui est évidemment faux et surtout grotesque : Guirma, n'aurait pas les moyens de s'offrir un seul garde du corps ! Quand il vient me voir, c'est avec un parapluie, un pardessus et un chapeau mou, tous apparemment vieux d'une bonne vingtaine d'années.

L' « agent » de Sankara découvre un nouveau suspect : le journaliste... Sennen Andriamirado.

Par la suite, un des conseillers de Thomas Sankara débarque en mars 1984 à Paris et me demande de le mettre en contact avec Guirma. Ayant reçu l'assurance du « révolutionnaire » et de « l'opposant professionnel » qu'ils ne s'entretueraient pas, le journaliste que je suis, pensant être aux premières loges pour recueillir de l'information, organise leur rencontre. Nous nous voyons, à trois, le samedi 7 avril 1984, dans un café parisien pro-

che de la gare de l'Est. L'entretien, animé, dure trois heures. Le conseiller propose à Frédéric Guirma de rentrer à Ouagadougou avec la garantie qu'il jouira d'une totale liberté. Frédéric n'a qu'une obsession : depuis 1963, il réclame à tous les régimes sa réintégration dans le corps diplomatique — il a en effet représenté son pays auprès de l'ONU à New-York. De cette conversation qui n'aura aucune suite, le conseiller tire devant moi cette conclusion : « J'ai la conviction que Guirma n'a d'autre arme que sa verve et qu'il n'a certainement pas reçu de milliards de qui que ce soit. » D'autres rapports parviennent à Ouagadougou, qui aboutissent aux mêmes conclusions. Beau joueur et revenu de certaines amitiés, le capitaine Sankara dira le 12 avril 1984 devant le Conseil national de la révolution : « Nous avons été trompés par des éléments étrangers de nos services spéciaux. » Lesquels services sont immédiatement épurés.

On n'évoquera plus les fameux « cinq milliards d'Houphouët », qui n'ont jamais existé. Et on reparle alors d'une rencontre entre les deux chefs d'État. Prévue pour le 28 mai 1984, elle n'aura pas lieu. Pour cause de complot à Ouagadougou, comme on l'a vu. On retourne donc à la case départ.

La simple méfiance, désormais, remplace cependant l'injure. Ainsi le 7 décembre 1984, Blaise Compaoré sera chaleureusement accueilli à Yamoussoukro, le village natal de Félix Houphouët-Boigny, où il représente le Burkina aux cérémonies de la fête nationale ivoirienne. Durant son séjour, le numéro deux burkinabè n'aura pas moins de trois entretiens avec le « Vieux ». Mieux, les 12 et 13 février 1985, Houphouët et Sankara parviennent

enfin à se rencontrer à plusieurs reprises en tête-à-tête, à l'occasion du sommet du Conseil de l'Entente.

Mais à nouveau de mystérieux empêcheurs de se réconcilier en rond sont passés à l'action ! La veille de l'arrivée du chef d'État burkinabè à Yamoussoukro, une bombe a explosé dans l'un des appartements que sa délégation devait occuper à l'hôtel Président. Côté ivoirien, on attribue immédiatement le coup à des opposants burkinabè. Invraisemblable, estime-t-on dans l'entourage de Sankara : bien que devenue capitale politique de la Côte d'Ivoire, Yamoussoukro est en effet une ville quasi déserte, où le moindre intrus ne peut passer inaperçu. De plus et surtout, quand une conférence internationale doit s'y réunir, les services ivoiriens de sécurité tiennent l'hôtel Président sous haute surveillance. Et leur réputation interdit de supposer qu'ils aient pu à ce point manquer de vigilance. Sankara excluera pourtant une éventuelle responsabilité ivoirienne : « Je suis honnêtement convaincu, me dira-t-il, que le « Vieux » n'est pour rien dans cet attentat[21]. »

L'ancien président Maurice Yaméogo lui-même, naguère protégé d'Abidjan, renversé en janvier 1966, qui avait tenté en 1983 de barrer la route à Sankara avant de se découvrir révolutionnaire, envoie alors un message au président ivoirien : « Après l'explosion de Yamoussoukro, expliquera-t-il, j'ai dit à Houphouët de faire gaffe. Je lui ai dit qu'il jouait avec le feu, car à l'heure actuelle notre pays est tellement mobilisé que si jamais on touchait à un seul pilier de notre édifice national, il surgirait de partout des forces insoupçonnées pour le défendre ». On peut supposer qu'Houphouët-Boigny

avait comprit cela bien avant de bénéficier des conseils de "Monsieur Maurice"[22]...

Alors, qui ? Une version quelque peu rocambolesque a été avancée par des opposants burkinabè. C'est Askia Vincent Sigué, chef de la Sécurité de la présidence à Ouagadougou, qui, pour tester l'efficacité des services ivoiriens, aurait simulé un attentat. Il y aurait été encouragé par les activistes durs de l'entourage de Sankara. Hypothèse repoussée par ce dernier et démentie avec vigueur par Sigué.

Le mystère n'a donc jamais été élucidé, mais cela n'empêchera pas Sankara de s'entretenir à plusieurs reprises en tête-à-tête avec Houphouët. Ce dernier, d'ailleurs, le rassure : « Je ne soutiens ni matériellement ni moralement vos adversaires, soyez-en sûr. Je ne m'amuse pas à soutenir chacun des régimes qui sont successivement renversés chez vous. Nos deux pays étant liés par l'histoire et la contiguïté, nous sommes condamnés à vivre ensemble. Considérez que l'incompréhension qui nous a séparés est dissipée ». Sankara, de son côté, explique au « Vieux » : « Notre révolution ne s'adresse qu'aux Burkinabè et se limite au Burkina. On vous a dit que nous voulions installer la subversion dans la région. C'est faux ».

Félix Houphouët-Boigny paraît accepter cette clarification. D'autant plus volontiers qu'il est tranquillisé par la position affichée de Sankara vis-à-vis de Kaddafi : « Le Burkina ne saurait être un appendice de la Libye. » Le « Vieux », qui a commencé sa vie politique à Bobo-Dioulasso dont il fut élu député dès 1945, s'engage alors à financer la modernisation de l'aéroport de cette ville

burkinabè à concurrence de 2 milliards de F CFA, une opération de forage de puits autour de Ouagadougou, le stockage de la viande du bétail qui meurt de la sécheresse dans le nord du Burkina, la réfection des villas du Conseil de l'Entente dans la capitale. Pour Houphouët, ce programme d'aide peut représenter aussi une bonne opération politique : les deux millions de Burkinabè immigrés en Côte d'Ivoire ne sont pas tous — tant s'en faut — opposés au régime de Sankara et ils peuvent apprécier le nouveau cours des choses. Tout semble donc rentrer dans l'ordre. C'est oublier les mauvais génies.

15 février 1985. Cinq Burkinabè immigrés sont assassinés dans la région ivoirienne de Duekoué. Crimes crapuleux ou manifestation de xénophobie ? Question sans réponse.

5 mars 1985. Mamadou Traoré, numéro trois parmi les responsables nationaux des CDR burkinabè, est arrêté sur ordre « venu d'en haut » à l'aéroport d'Abidjan où il fait escale avant de partir pour une mission à Arusha, en Tanzanie. Après une nuit passée dans les locaux de la Sûreté ivoirienne, il est libéré avec des excuses : il y aurait eu erreur sur la personne !

10 mars 1985. Cinq Burkinabè, employés de la régie de chemin de fer du réseau Abidjan-Niamey (RAN), sont arrêtés dans le train pour avoir dénoncé des policiers ivoiriens qui rançonnaient les passagers.

12 mars 1985. Basile Guissou, ministre burkinabè des Relations extérieures, envoie un message à son homologue ivoirien, Siméon Aké, pour dénoncer cette situation. « Ce sont là, lui écrit-il, des pratiques inadmissibles, et encore plus au moment où nous œuvrons pour dissiper

et aplanir toutes sortes d'obstacles à l'entente et à la complémentarité constructives entre les peuples ivoirien et burkinabè. Nous ne pouvons pas ne pas élever une vive et énergique protestation face à la persistance et à l'aggravation des attitudes scandaleuses dont les Burkinabè sont de plus en plus les victimes sur votre territoire. » Guissou n'aura pas de réponse à sa lettre, mais le 5 avril Houphouët-Boigny le reçoit à Yamoussoukro et le rassure : « Il n'y a pas de chasse aux Burkinabè en Côte d'Ivoire. »

Le numéro trois des CDR passe la nuit dans les locaux de la sûreté ivoirienne.

8 avril 1985. Un riche homme d'affaires burkinabè vivant en Côte d'Ivoire, Valentin Kinda, est assassiné, à Abidjan, dans le quartier de Marcory, à l'entrée d'un hôtel dont il était propriétaire, l'Hibiscus. En rapportant les faits, le quotidien ivoirien *Fraternité Matin* écarte l'hypothèse d'un crime crapuleux : l'assassin, selon les témoins, s'est enfui, sitôt son meurtre accompli, sans s'intéresser aux caisses de l'établissement. Ecartée également l'hypothèse d'un règlement de comptes entre hôteliers-restaurateurs concurrents : Valentin Kinda, à la tête d'une véritable chaîne d'hôtels, n'a guère de concurrents à sa taille. Reste le crime politique.

13 avril 1985. Le gouvernement ivoirien qualifie officiellement l'assassinat de Valentin Kinda de « crime politique exécuté par des tueurs à gages ». Des opposants burkinabè renchérissent : « Ça y est. Sankara agit comme

Kadaffi. Il fait exécuter jusqu'à l'étranger ceux qui lui déplaisent. Kinda aidait les Burkinabè de Côte d'ivoire. Il fallait l'éliminer. » Promu officier de l'Ordre national ivoirien à titre posthume, Valentin Kinda sera inhumé à Abidjan en présence de deux ministres d'Houphouët. Mais on note aussi la venue du ministre burkinabè des Ressources financières, Justin Damo Baro, destinée à démontrer que les autorités de Ouagadougou désapprouvaient le crime sans aucune réserve.

Ce même 13 avril 1985, Basile Guissou, ministre des Relations extérieures, réagit vivement. Il télexe à son collègue ivoirien : « Comment ne pas être surpris face à la violente campagne de diffamation que le gouvernement et les médias ivoiriens ont choisi de mener contre notre pays ? Nous nous estimons en droit d'exiger que des preuves soient fournies pour justifier toutes ces accusations gratuites, qui manifestement cachent mal la volonté de nous utiliser comme boucs émissaires pour résoudre des scandales politico-financiers [le député-maire d'Abidjan, Emmanuel Dioulo, est alors impliqué dans un scandale financier] sur fond de crise politique et sociale [...] Je vous réaffirme les termes de nos entretiens et correspondances pour vous inviter à faire cesser cette escalade unilatérale, inquiétante à plus d'un titre. Faute de quoi, mon gouvernement se sentira délivré de toute la retenue morale que lui a imposé jusqu'ici la recherche de la conciliation. » Le gouvernement ivoirien répond, par un communiqué, qu'il « n'a ni ordre ni leçon à recevoir de quelque pays que ce soit », ajoutant qu'il « ne tolérera pas que cette terre d'hospitalité qu'est la Côte d'Ivoire soit utilisée à des fins de règlement de comptes ou d'assas-

sinat ». Outré une fois de plus d'être accusé d'inspirer des crimes politiques, le Burkina rappelle son ambassadeur. En vérité la victime, Valentin Kinda, n'a jamais compté politiquement à Ouagadougou. Seul, parmi ses relations, Macaire Ouedraogo, son adjoint, proche de l'ancien président Maurice Yaméogo, avait tâté le terrain politique en se présentant en 1978 aux élections présidentielles. Il rentrera à Ouagadougou fin 1985, sans être inquiété, et sera reçu par Sankara.

16 avril 1985. Siméon Aké arrive à Ouagadougou. De part et d'autre, on regrette les excès de langage, on se jure amitié. La réconciliation et la sérénité sont de retour.

Nuit du 31 mai au 1er juin 1985. Un dépôt d'armes explose au camp militaire de Gounghin, près de Ouagadougou. Trois morts. Acte de sabotage, estiment les officiels burkinabè. Le lendemain, me trouvant au Burkina, je demande au président Sankara s'il soupçonne les Ivoiriens d'être derrière l'attentat. Il répond par la négative : « Ce n'est pas Houphouët. Mais il y a des non-Ivoiriens et des non-Burkinabè qui ont peur d'une entente entre le "Vieux" et nous. Ils cherchent à l'éviter à tout prix ». Qui sont ces non-Ivoiriens et non-Burkinabè ? Sankara ne me répondra jamais. A peine consent-il à me dire qu'il ne s'agit pas de Maliens. Peut-être pense-t-il à des agents secrets français. Mais Paris n'a-t-il pas tout intérêt à une entente entre Yamoussoukro et Ouagadougou ? S'agirait-il alors de certains Togolais ? Le régime du général Gnassingbé Eyadéma est en quelque sorte encerclé par trois pays se proclamant révolutionnaires : à l'est le Bénin, à l'ouest le Ghana et maintenant au nord le Burkina. Pourrait-il donc penser que si ce dernier bénéficie d'une

trop grande sollicitude de la part d'Houphouët-Boigny, patriarche de toute la région, peut-être des opposants togolais trouveraient là un encouragement en leur faveur...

> *« La révolution du peuple burkinabè est à la disposition du peuple malien qui en a besoin ».*

10 septembre 1985. Un sommet extraordinaire du Conseil de l'Entente se réunit à Yamoussoukro. Le chef de l'État burkinabè y participe. Ordre du jour : une colonne venue de Libye a attaqué, en mai, un centre administratif au Niger ; des attentats à la bombe secouent depuis quelques mois Lomé, la capitale togolaise ; le Conseil de l'Entente doit organiser la riposte pour faire face à ces actions de déstabilisation. Il est même question de créer une armée commune. Les « déstabilisateurs » sont désignés : la Libye de Kaddafi au Niger et le Ghana de Rawlings au Togo.

Sankara connaît les fantasmes conquérants de Kaddafi mais il a confiance en Rawlings, qu'il n'entend pas laisser accuser sans preuve. Il s'emporte et finit par proposer qu'on prenne également en considération les actes de sabotage perpétrés dans les camps militaires burkinabè. Vigoureusement appuyé par Eyadéma, Houphouët-Boigny lui répond : « Il s'agit là de problèmes qui vous sont intérieurs. » Une réponse reçue comme une insulte.

A son retour à Ouagadougou, le 11 septembre, Sankara, comme à chaque fois qu'il rentre de mission, rend

compte directement à la population. Rarement il a été aussi véhément lors d'un meeting public, qualifiant le sommet auquel il vient de participer de véritable machination : « Nous savons qu'à l'heure actuelle, on essaie de fomenter contre notre peuple des complots en tous genres ; on essaie de faire résonner à nos frontières des bruits de bottes ; on essaie d'opposer le peuple burkinabè à d'autres peuples. » Et il poursuit : « Nous sommes bien informés de leurs complots, des tentatives de division, d'opposition, des tentatives d'assassinat, mais à travers leurs manies, nous comprenons que ces réactionnaires patentés confondent la marche d'un peuple et l'évolution d'un individu. » Sankara assène enfin : « Les autres peuples qui sont à nos frontières ont eux aussi besoin de révolution [...] Je veux parler du Mali. [...] La révolution du peuple burkinabè est à la disposition du peuple malien qui en a besoin. Parce qu'elle seule lui permettra de lutter contre la faim, la soif, l'ignorance ; et de lutter surtout contre les forces de domination néo-coloniales et impérialistes. »

Pour la première fois, Sankara appelle un autre peuple que le sien à la révolution. Pourquoi revient-il ce jour-là sur la promesse qu'il avait faite « *urbi et orbi* » de ne pas se livrer au prosélytisme ? Selon les services de renseignement burkinabè, nous dira-t-on, il apparaît alors que les dirigeants de Bamako aident des opposants en exil à fomenter un complot contre Ouagadougou. Avec l'approbation tacite de Yamoussoukro et l'encouragement actif de Lomé.

Fin octobre, par l'intermédiaire du président algérien Chadli Bendjedid, Thomas Sankara lance un avertisse-

ment à son homologue malien Moussa Traoré : « Nous sommes au courant de ce que trament nos adversaires avec votre aide. » Bamako ne réagit pas. Ouagadougou y envoie plusieurs émissaires qu'aucun officiel malien ne reçoit. En fait, les deux régimes sont sans doute déjà déterminés à en découdre. Le prétexte sera facile à trouver : il suffit de ranimer le différend frontalier qui avait entraîné un premier conflit armé en 1974-1975 et qui, pourtant, est en voie de résolution auprès de la Cour internationale de justice de La Haye, en vertu d'un accord conclu entre les deux gouvernements le 16 septembre 1983.

12

LA DEUXIÈME GUERRE DES PAUVRES

Si on se souvient tout à coup du litige frontalier, si on s'inquiète soudainement de la sauvegarde de l'intégrité territoriale, si on affirme haut et fort qu'on ne laissera pas bafouer la dignité nationale, c'est pour justifier, de part et d'autre, une guerre injustifiable. Mais les incidents qui serviront de prétexte à l'affrontement armé sont, eux, bel et bien frontaliers.

23 novembre 1985. Dans la région disputée du Soum, des policiers maliens arrêtent à Kounia, un village revendiqué par les deux pays, un Burkinabè accusé de meurtre. Deux membres du CDR local s'y opposent et sont

eux-mêmes arrêtés. Ouagadougou proteste par télex. Bamako ne répond pas.

26 novembre 1985. Quatre autres policiers maliens arrivent à Kounia, menacent les villageois, les rançonnent et repartent avec moutons et chèvres et une petite somme d'environ 15 000 F CFA. La pratique est hélas courante dans nombre de pays africains : vers la fin du mois, ceux qui ont un peu de pouvoir veulent aussi un peu d'argent et le réclament, ou l'extorquent plutôt, aux plus faibles, des paysans le plus souvent. Nouvelle protestation de Ouagadougou. Nouveau silence de Bamako.

Tôt le matin, le 25 décembre 1985, 150 chars franchissent la frontière burkinabè.

6 décembre 1985. Le ministre burkinabè de l'Intérieur, Ernest Nongoma Ouedraogo, avertit par télex ses homologues des six pays voisins (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger, Togo) que son gouvernement va procéder incessamment au recensement de la population dans les villages frontaliers, une opération prévue depuis mai 1985. Des bavures, en effet, ne sont pas à écarter, les paysans de ces régions n'ayant jamais compris ni admis le principe des frontières entre États.

12 décembre 1985. Six militaires maliens en uniforme — un officier, deux sous-officiers et trois soldats — sont surpris dans le village de Selba, dont l'appartenance au Burkina n'est pas contestée, par des membres du CDR qui les reconduisent à la frontière. Ils étaient venus eux aussi pour rançonner la population.

14 décembre 1985. Des agents burkinabè entament les opérations de recensement dans les villages de Djonouga, Kounia et Selba. Des fonctionnaires maliens s'y opposent. Renforcés par les CDR locaux, puis bientôt par des soldats, les agents burkinabé persistent et s'installent sur le terrain. Alertés par le Burkina, les présidents nigérien, Kountché, et togolais, Eyadéma, proposent d'envoyer sur place des observateurs militaires. Sankara accepte et se rend à Ouahigouya, à Djibo et à Djonouga pour dire à ses hommes de se retirer des villages revendiqués par les deux pays.

25 décembre 1985. Tôt le matin, une véritable armada malienne se dirige vers le Burkina et attaque en plusieurs points d'une frontière longue de plus de 1 000 kilomètres. Cent cinquante chars se déploient, dont vingt et un s'acharnent sur la seule petite ville de Koloko. A 6 heures 30, des Mig-21 bombardent les localités burkinabè de Djibo, où Sankara se trouve encore, et d'Ouahigouya, où il était la veille. Crime par excellence au Sahel, des châteaux d'eau sont détruits par les bombardements. En ce jour de Noël, les cours des églises ne sont pas épargnées et des marchés sont rasés.

Le Burkina, qui n'a pas d'avions de combat et encore moins de bombardiers, envoie ses deux seuls appareils, les Marchetti italiens, lancer des bombes sur la ville malienne de Sikasso le 27 décembre. En s'enfonçant profondément en territoire burkinabè non contesté, l'armée malienne, dont la puissance de feu est nettement supérieure, visait à prendre en tenaille la ville de Bobo-Dioulasso. Si elles se trouvent vite débordées sur le front nord, sur le front ouest, où elles sont placées sous le com-

mandement du capitaine Blaise Compaoré, les forces du Burkina, soldats et CDR, résistent bien. Elles se sont déployées en plusieurs petits groupes qui pratiquent le harcèlement avec un certain succès. Blaise Compaoré nous dira : « Il est facile à des blindés d'entrer dans un territoire. Il leur est très difficile d'en sortir. » Des commandos attaquent les chars maliens à la roquette et parfois même à la grenade ou au couteau, après avoir ouvert les écoutilles. Nombre de chars, il est vrai, sont aussi tombés en panne dès le début des affrontements... Signe des temps, on retiendra que les commandos burkinabè étaient baptisés Commando Patrice Lumumba, Unité Marien Ngouabi ou encore Détachement Kwame Nkrumah.

Les combats en tout cas ont été meurtriers. Bombardiers et blindés maliens n'ont pas fait la distinction entre civils et militaires. Le président Moussa Traoré aura d'ailleurs cette phrase terrible : « Le Burkina n'aura pas assez d'un mois pour enterrer ses morts. » Une façon de souligner qu'il s'agissait de donner une leçon mémorable aux voisins du Sud. Les Burkinabè n'ont fait que deux prisonniers de guerre, seize des leurs étant capturés par l'ennemi. En abattant sur place les autres qu'elle aurait pu capturer, l'armée du Burkina commet cependant une erreur grave. Le fait qu'elle n'avait pas la possibilité de les transporter, supposé expliquer l'exécution sommaire, ne justifie évidemment rien.

Dans la région, tout le monde ressent de la honte devant cette guerre ridicule qui oppose deux des États les plus pauvres du monde. Le Nigérien Seyni Kountché, président du Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), dont les deux pays sont mem-

bres, et le Sénégalais Abdou Diouf, alors président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, appellent au cessez-le-feu. L'Algérie, dont le président Chadli Bendjedid est un ami personnel du chef de l'État malien Moussa Traoré et dont le Burkina se sent politiquement proche, dépêche successivement auprès des deux capitales son ministre des Affaires étrangères, Taleb Ibrahimi. Déjà, une année auparavant, les Algériens avaient proposé leur aide technique et financière pour le bornage de la frontière entre les deux pays, mais le Mali, après l'avoir souhaitée, avait repoussé l'offre. La lointaine et suspecte Libye envoie aussi un ministre, Abdelssalam Triki, jouer les médiateurs. Inquiète de ces incursions dans la région, la « grande puissance » de l'Afrique de l'Ouest, le Nigeria, intervient à son tour : n'assure-t-elle pas la présidence de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dont font partie les belligérants ? Même le président malgache Didier Ratsiraka se découvre une vocation de « Monsieur bons offices » !

C'est en fait dans une course vers le Sahel que se sont lancés tous ces candidats-réconciliateurs fort intéressés. Le colonel Kaddafi, qui avait réclamé avec insistance mais en vain, en 1983, l'implantation d'une base militaire libyenne en terre burkinabè va jusqu'à proposer l'envoi de ses troupes comme force d'interposition entre le Burkina et le Mali. Proposition jugée inacceptable par tous les États de la région, sauf le Burkina, qui a failli donner tout seul son accord. On est convaincu, en effet, à Ouadadougou que le Mali n'aurait pu s'engager dans cette opération sans le soutien matériel et financier

d'autres États voisins et même de la France : « Quelques jours avant le début des combats, nous assurera Blaise Compaoré, nous avions vu des avions de transport de troupes venant du Sud-Ouest et se dirigeant vers le front. » Pendant ce temps, quoi qu'il en soit, on meurt toujours sur le front.

28 décembre 1985. A la demande insistante de l'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny et du Sénégalais Abdou Diouf, une réunion ministérielle de l'ANAD est convoquée à Abidjan. Le chef de la diplomatie burkinabè, Basile Guissou, arrive dans la capitale économique ivoirienne mais en repart aussitôt : son collègue malien, Alioune Blondin Beye, a prévenu qu'il ne viendrait que tard dans la nuit.

29 décembre 1985. Tout le monde est enfin au rendez-vous d'Abidjan. Les ministres des Affaires étrangères des sept États de l'ANAD — Burkina, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo —, auxquels s'est joint, à titre d'observateur, celui du Bénin, sont tous là. La réunion, houleuse, durera toute la journée. Exemple édifiant, cet échange : « Il n'y a pas de frontière entre le Mali et le Burkina », lance le Malien Alioune Blondin Beye. « Voilà bien le problème ! s'exclame alors le Burkinabè Basile Guissou. Sur nos douze cents kilomètres de frontière, il n'y en a plus que cent cinquante à borner. Tout le reste a fait l'objet d'un bornage accepté par les deux parties. Et voilà que le ministre malien des Affaires étrangères ose proclamer qu'il n'y a pas de frontière ! » La tension monte un peu plus encore quand Blondin Beye affirme : « Le Mali est l'héritier des grands empires de l'Afrique soudano-sahélienne. » Ce à quoi

Basile Guissou riposte : « Mon collègue se dévoile ! En se référant aux anciens empires, le Mali de 1985 ne cache pas ses ambitions impérialistes. Nous n'avons aucune raison d'en être les victimes. »

« En se référant aux grands empires de l'Afrique soudano-sahélienne, mon collègue se dévoile ».

En fin d'après-midi, après cette journée de discussions stériles, la situation reste confuse. Ouagadougou annonce pourtant la conclusion d'un accord de cessez-le-feu, sous l'égide conjointe de la Libye et du Nigeria. Mais Alioune Blondin Beye dément. C'est seulement dans la nuit qu'une délégation de l'ANAD parvient à faire signer, par Sankara d'abord, par Moussa Traoré ensuite, l'accord de cessez-le-feu qui entre en application le 30 décembre 1985. Les combats cessent mais les troupes maliennes restent sur leurs positions : en territoire burkinabè non contesté. C'est seulement le 17 janvier 1986, à l'invitation de l'Ivoirien Houphouët-Boigny, qu'un sommet extraordinaire de l'ANAD se tient à Yamoussoukro au cours duquel Thomas Sankara et Moussa Traoré conviennent de retirer leurs troupes des zones de combat. « Un accord de principe qui ne résout rien quant au fond », déclare un conseiller du président burkinabè.

Rien, probablement, n'est réglé en effet. Car si les deux pays se sont disputé des villages, l'essentiel n'est pas là. Le différend frontalier confié à la Cour internationale de justice de La Haye depuis septembre 1983 ne pouvait plus entraîner de conflit, les deux États s'étant engagés

à l'avance à accepter le verdict de la Cour. Le verdict est d'ailleurs finalement tombé le 22 décembre 1986 : le Burkina conserve, au nord-est, la mare de Soum et la rivière Beli, particulièrement revendiqués par le Mali, qui obtient, en revanche, la zone des « quatre villages » à l'ouest. Et des deux côtés, on s'est incliné. Alors, pourquoi cette guerre absurde ? A cause bien sûr du virus révolutionnaire que Thomas Sankara a introduit dans la région, sans s'en cacher outre-mesure. Fin septembre 1983, moins de deux mois après son arrivée au pouvoir, le jeune chef de l'État déclarait très ouvertement : « Nous avons clairement conscience que nous dérangeons. La question est de savoir qui nous dérangeons : la minorité ou la majorité ? » Et de répondre lui-même : « Nous inquiétons ceux qui n'ont pas avantage à ce que le peuple comprenne, sache où se trouvent ses intérêts. Nous dérangeons certainement cette faune suceuse du sang du peuple, parce que nous sommes entrés dans sa zone pour y porter le combat. » Un avertissement que tous ses voisins ont vite compris. Un chef d'État militaire de la région me disait à l'époque, *off the record* évidemment : « Le nègre est un singe, il aime imiter ! Dans notre région, n'importe quel sous-officier ou jeune officier peut désormais se réveiller un matin, se prendre pour Sankara et vouloir faire comme Sankara » !

Or, que fait Sankara ? Le marxisme-léninisme théorique qui le séduit ne trouve pas de champ d'application dans son pays. Il n'y a pas d'industries à nationaliser, aucune entreprise que des représentants de la classe ouvrière pourraient prendre d'assaut : le quartier « industriel » de Kassogo, près de Ouagadougou, ressemble plu-

tôt à un cimetière d'usines et il n'y a quasiment pas d'ouvriers dans le pays. Quant aux terres, elles sont pauvres. Les uniques « intérêts de classe » réellement menacés sont ceux des propriétaires de villas et de « concessions » souvent louées à prix d'or. La gratuité du logement, décrétée pour l'année 1985, se traduit en effet par une nationalisation partielle des loyers. Seuls les étrangers et les entrepreneurs auront désormais à payer pour leur habitation, mais à l'État et non plus aux anciens propriétaires, accusés d'avoir accaparé les crédits bancaires, en profitant de leurs postes sous les régimes précédents pour se garantir des rentes immobilières.

Sankara lui-même eut droit à quelques scènes de ménage à ce propos. Jeune officier, il avait obtenu un crédit bancaire pour se construire un logement à Ouagadougou. Quand le chantier fut terminé, en 1985, il habitait au palais présidentiel puisqu'il était devenu chef de l'État. Mais en tant que président révolutionnaire, il avait décrété que toute maison vide devait être occupée. Sa « maison », un modeste deux-pièces, devait donc normalement accueillir, gratuitement, des « sans-logement ». Ce que son épouse Mariam trouva excessif. Un compromis fut trouvé : des membres de leurs deux familles y furent installés.

L'expérience ne durera qu'une année. Début 1986, les loyers sont en effet rétablis, à charge pour les propriétaires de payer à l'État de 25 % à 50 % d'impôt sur les revenus de leurs immeubles.

Le « mauvais exemple » que donne dans la région la révolution burkinabè est donc plutôt à chercher ailleurs : la chasse aux sorcières commencée dès le lendemain du

4 août 1983 au nom de la morale économique et de la justice sociale inquiète tous les voisins. A aucun moment les procès intentés aux anciens dirigeants du pays n'ont eu un caractère ouvertement politique. Devant les tribunaux populaires révolutionnaires, ils ont eu à répondre exclusivement de leur gestion passée : utilisation des fonds secrets, détournements de fonds, enrichissement illicite. Des acquittements ont été prononcés, dont celui de l'ancien président Sangoulé Lamizana. D'autres inculpés ont été condamnés à de lourdes peines de prison et surtout à restituer les sommes détournées ou dilapidées. Tous ont commencé à rembourser. A la mi-1985, Thomas Sankara dira : « Nous avons presque fini de nettoyer nos écuries. » Un nettoyage susceptible de susciter des vocations de balayeurs dans les pays voisins ?

Fureur d'Houphouët-Boigny : les 6,5 milliards de la CEAO ont disparu.

Si encore le coup de balai n'avait concerné que la maison burkinabè, le « mal » aurait été jugé circonscrit. Mais une « affaire » régionale dans laquelle Sankara jouera un rôle de premier plan, a éclaté en même temps que l'avènement de la révolution à Ouagadougou : l'affaire Diawara. Et là, tous les pays de la région sont concernés.

Reconverti dans les affaires, l'ancien ministre ivoirien du Plan, d'origine malienne, Mohamed Trékoura Diawara s'était vu confier en 1982 les réserves de trésorerie de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), soit 6,5 milliards de F CFA, qu'il devait faire

fructifier par des placements judicieux dans des établissements financiers spécialisés.

Lors du IXe sommet tenu à Niamey fin octobre 1983, les chefs d'États découvrent que, depuis plusieurs mois, l'argent censé avoir été placé par Diawara ne produit plus d'intérêts. Fureur d'Houphouët-Boigny, et non pas d'ailleurs de Sankara, comme voudra le faire croire la presse burkinabè à l'issue de ce sommet pour lui réserver le beau rôle. Le président ivoirien obtient l'accord de tous ses pairs pour réclamer la restitution immédiate de l'argent. Le secrétaire général de la CEAO, le Sénégalais Moussa Ngom, notifie la décision à Mohamed Diawara. A plusieurs reprises, ce dernier s'engage à rembourser sans délai. Il ne tient aucune de ses promesses, prétextant de la difficulté à « réaliser » rapidement les investissements effectués pour le compte de la CEAO.

Entre temps, une commission d'experts désignée par les chefs d'État enquête sur la gestion de la CEAO. Laquelle s'avère moins que transparente. Il va vite apparaître que Moussa Ngom et, plus encore, le directeur du Fonds de solidarité et d'intervention de la Communauté (Fosidec), le Malien Moussa Diakité, se sont compromis avec Diawara. On découvrira par exemple qu'ils l'ont autorisé, alors qu'il n'a aucune fonction à la CEAO, à effectuer des opérations financières sur les comptes bancaires de la Communauté. On s'aperçoit surtout que Mohamed Diawara n'a jamais placé, comme prévu, les 6,5 milliards de la CEAO. Il les a déposés sur plusieurs comptes privés, en France, au Luxembourg, aux États-Unis et bien entendu en Suisse, mais aussi en Côte d'Ivoire, au Burkina, au Mali et jusqu'au Congo. Voilà

pourquoi il n'arrive pas à rembourser : l'argent a changé de destination et s'est volatilisé.

Le chef de l'État malien Moussa Traoré, en tant que président de la CEAO, reçoit en mai 1984 à Bamako Mohamed Diawara, qui, après trois engagements successifs non tenus, demande un nouveau délai pour restituer l'argent. Moussa Traoré conseille à l'homme d'affaires d'aller s'expliquer avec Houphouët-Boigny, le chef de l'État ivoirien étant, lui dit-il, le plus furieux de tous depuis qu'a été mis au jour le curieux comportement des responsables de la gestion des fonds de l'organisation. Il l'envoie donc à Yamoussoukro, accompagné d'une relation d'affaires de son épouse Mariam Traoré. Félix Houphouët-Boigny reçoit son ancien ministre — qu'il avait révoqué en juillet 1977 après la découverte d'un scandale dans l'achat de sucreries qui s'était avéré une opération plus lucrative pour certains individus que pour le pays. Il écoute ses explications, enregistre ses excuses, présentées à genoux comme le veut la coutume, et le renvoie à Moussa Traoré, auquel il téléphone : « C'est vous l'actuel président de la CEAO. A vous de décider. » Le chef de l'État malien prend sur lui d'accorder à Mohamed Diawara un nouveau délai, jusqu'au 30 septembre 1984.

Le 28 octobre 1984, le Xe sommet de la CEAO s'ouvre à Bamako sans Félix Houphouët-Boigny, retenu à Yamoussoukro par un deuil familial. La délégation ivoirienne a reçu instruction de ne pas s'opposer cette fois à la désignation du Burkina à la présidence de la Communauté. Thomas Sankara accède enfin au fauteuil qui lui avait été refusé un an auparavant. On demande des

comptes. Il apparaît que Diawara, une fois de plus, n'a pas tenu ses promesses. Or, il se trouve dans la capitale malienne : par provocation ou, comme c'est vraisemblable, parce qu'il a reçu l'assurance qu'il pourrait s'expliquer devant les chefs d'État et obtenir un nouveau sursis ? Il soutiendra avoir été invité à se présenter à Bamako.

Au cours d'une séance à huis-clos, trois hommes vont faire la décision : le Sénégalais Abdou Diouf, le Nigérien Seyni Kountché et le Burkinabè Thomas Sankara. Il faut, disent-ils, nettoyer une bonne fois pour toutes la maison CEAO. Les services nigériens de renseignement connaissent le repaire bamakois de Mohamed Diawara. Un juge malien est requis pour lui signifier qu'il doit se présenter à l'hôtel de l'Amitié où siègent les participants au sommet. Diawara s'y rend, encore persuadé que les chefs d'État vont le recevoir et l'entendre. Il ne les verra pas. Il est immédiatement arrêté et conduit à la maison d'arrêt de Bamako. Le lendemain, le 29 octobre 1984, on le mène, menottes aux mains, jusqu'à la passerelle d'un avion en partance pour Ouagadougou. Le Burkina qui abrite le siège de la CEAO a, en effet, réclamé le suspect. Les autres chefs d'État ne se sont guère opposés à la requête de Sankara, estimant qu'il serait le mieux à même de tirer cette affaire au clair.

Suspendus de leurs fonctions, Moussa Ngom et Moussa Diakité sont également arrêtés quelques mois plus tard, le 3 novembre. Ils seront accusés de complicité avec Diawara, qui est inculpé pour sa part d'escroquerie et de faux en écriture et usage de faux.

Thomas Sankara, nouveau président de la CEAO, pro-

met un procès exemplaire, celui des « magouilles et fripouilles ». L'instruction est close en juillet 1985. Au Burkina, les dirigeants ont le sentiment que Mohamed Diawara s'attend à bénéficier d'une intervention d'un chef d'État pour le sortir de sa prison. Ses marabouts, paraît-il, le lui ont fait espérer. Il est étroitement surveillé certes mais bien traité, logé dans une villa confortable du Conseil de l'Entente avec, comme voisins, des ministres burkinabè ! On acquiert bientôt la certitude à Ouagadougou que l'homme a eu d'étroites relations d'affaires avec de très hautes personnalités maliennes. De scandale financier, l'affaire Diawara devient pomme de discorde entre États membres de la CEAO.

Qu'espère véritablement Mohamed Diawara ? Une intervention d'Houphouët-Boigny ? Non. Le président ivoirien, au contraire, encourage fermement Thomas Sankara à aller jusqu'au bout. Alors, Moussa Traoré ? A Ouagadougou, en octobre 1985, on m'a simplement dit dans les cercles du pouvoir : « Moussa Traoré pense que nous voulons utiliser la bombe Diawara contre lui. Nous n'en avons pas l'intention. » Les Burkinabè, de fait, iront jusqu'au bout. Jugé fin mars-début avril 1986, Diawara est condamné, lors d'un procès public, à quinze ans de prison ainsi que Diakité, tandis que Ngom écope de dix ans. Les deux premiers doivent également rembourser les 6,5 milliards de F CFA disparus à la CEAO. Ce procès de criminels en col blanc est présenté en exemple à toute l'Afrique par le Burkina.

Les dirigeants maliens auraient-ils voulu empêcher ce procès ? Divers responsables burkinabè le soutiennent en remarquant, fin 1985, que leurs relations avec le Mali

sont devenues de plus en plus tendues en l'espace d'une année.

Suspecté par Bamako de s'être réarmé avec l'aide libyenne, le Burkina voit d'un mauvais œil l'accroissement de l'aide militaire française au Mali : des armes ont été livrées, des officiers supérieurs français ont effectué de fréquents séjours à Bamako en 1985. Et Sankara acquiert la conviction que Moussa Traoré protége des opposants burkinabè en exil décidés à abattre son régime. Deux de ces opposants, Joseph Ki-Zerbo et Michel Kafando, sont vus à Bamako fin octobre 1985. Leur plan, assure alors l'entourage de Sankara, est déjà connu. Ce serait le suivant : profiter d'une nouvelle guerre entre le Burkina et le Mali, occuper la ville burkinabè de Bobo-Dioulasso et, de là, lancer une contre-révolution. Si plan il y a eu, il est resté tout à fait théorique lorsque l'occasion s'est présentée de passer à l'action, fin décembre 1985, lors de la deuxième « guerre des pauvres ». Un nouvel accord est intervenu entre le Burkina et le Mali le 17 janvier 1986, en présence de tous les chefs d'État de la CEAO. Mais la situation est restée tendue, même si Thomas Sankara affirme : « Il n'y aura plus de guerre entre les Maliens et nous. Et si eux prennent encore l'initiative de nous attaquer ou de nous bombarder, nous nous contenterons de rentrer la tête[23]. » Certes le spectre de la guerre s'est sans doute éloigné depuis le verdict de la Cour internationale de justice en décembre 1986, mettant fin au litige frontalier. Et les deux armées se sont même réconciliées : des délégations militaires se rencontrent régulièrement pour oublier les rancœurs. Mais reste l'essentiel : la méfiance entre les politiques.

13

« L'ENTHOUSIASME RÉVOLUTIONNAIRE NE SE MANGE PAS. »

Le beurre ou les canons ? La question est vieille comme le monde. Au Burkina, elle est d'actualité. En février 1986, moins de deux mois après l'arrêt des hostilités entre le Burkina et le Mali, Thomas Sankara nous disait, y mettant toute sa force de conviction : « On nous a présentés lors du conflit comme des agresseurs, comme de véritables bandits, alors que nous n'en avons évidemment pas les moyens. Certes, nous nous sommes défendus, mais nous avons autre chose à faire que la guerre. Nous avons un programme économique et social à réaliser et ce qui est terrible, c'est que pour faire face aux combats, nous avons du renon-

cer à certains projets, sacrifier des dizaines de dispensaires ou des centaines de puits, restreindre le nombre des étudiants boursiers. » Et Sankara d'illustrer sa philosophie du développement économique en prenant un exemple : « Nous envisageons ainsi de désenclaver la province du Kénédougou, en construisant une route entre Orodara et Bobo-Dioulasso. Il nous faudrait 4 milliards de F CFA. Où trouver cet argent ? Çà n'intéresse pas les bailleurs de fonds. Et si c'était le cas, ils nous imposeraient des conditions qu'un pays aussi pauvre que le nôtre ne pourrait pas supporter. Alors, imaginons une solution : chaque Burkinabè verserait 800 F CFA, et en un an le peuple burkinabè lui-même financerait la construction de cette route. »

Vive la mode burkinabè et les haricots verts pour rentabiliser les produits locaux !

La province du Kénédougou, dont Orodara est le chef-lieu, représente en effet un scandale économique à l'échelle du Burkina. Enclavée entre les plateaux du Nord-Ouest, aux confins de la frontière malienne, elle produit plus qu'elle ne consomme. Céréales, produits maraîchers, tubercules et fruits abondent alors que, à 300 kilomètres de là, des milliers de paysans vivent sous la menace permanente de la famine. Le président nigérien Seyni Kountché, invité par Thomas Sankara à l'inauguration de la foire d'Orodara, un jour de mai 1985, s'est ainsi offusqué de toutes ces richesses inutiles : l'année précédente, coupables de trop produire, des manguiers avaient dû

être abattus ! Tel est le paradoxe du Burkina : ici, dans quelques endroits, on croule sous la production, là, dans la majorité des régions, on meurt de faim. Parce qu'entre ici et là, il n'y a pas de routes. On constate le mal. On décide d'y remédier. En grattant par exemple les fonds de tiroir pour financer la construction de la route dont nous parlait Sankara. Ou, à l'échelle de tout le pays, en lançant une mode burkinabè, pour utiliser les produits textiles locaux ou en refusant de détruire 500 kilos de haricots verts dont aucun transporteur n'a voulu assurer l'exportation. Le gouvernement ainsi a mené campagne, en 1984, pour convaincre les Ouagalais de consommer... des haricots verts.

C'est peut-être cela la véritable révolution dont rêvent Sankara et les dirigeants du Burkina : vivre la réalité du pays, imaginer des solutions à la portée des Burkinabè, se remettre en cause tous les jours. Ce qu'ils disent à leur manière. « Nous n'avons jamais déclaré au peuple que nous lui apportions toutes les solutions. Après tout, ne sommes-nous pas nous-mêmes des petits bourgeois avec nos tares ? Nous devons nous remettre en cause quotidiennement. » La profession de foi est de Blaise Compaoré, qui rejoint la formule de Thomas Sankara : « Chaque jour, chaque mois, sans relâche, démasquons et combattons nos insuffisances et nos faiblesses. » Or la première faiblesse du Burkina est, incontestablement, économique.

En dix ans, la sécheresse a rendu le pays exsangue. En 1985-1986, les pluies ont été meilleures qu'auparavant, mais la menace pèse toujours. En outre, si les pluies apportent de bonnes récoltes, elles apportent aussi des

milliards de criquets qui les dévorent aussitôt. De plus, il y a un autre fléau à combattre : celui du déboisement. Il a fallu réglementer le marché du bois de chauffe pour endiguer la destruction sauvage des arbres. Et les feux de brousse sont devenus un véritable crime, ce que Sankara soulignait en s'exclamant avec sa façon de parler imagée : « Si le feu de brousse est une bonne chose, que chacun commence par brûler sa case ! » Tous ces maux ne datent pas d'aujourd'hui. La seule nouveauté, c'est la volonté affirmée par le nouveau régime d'y faire face avec les moyens du bord.

Un programme populaire de développement (PPD) a ainsi été lancé pour définir et organiser les intiatives d'octobre 1984 à décembre 1985. Un plan quinquennal a ensuite été conçu comme dans la plupart des pays socialistes pour la période 1986 à 1990. Les ambitions affichées sont au ras du sol. Priorité, l'alimentation : les « deux repas et les dix litres d'eau par jour et par Burkinabè » sont devenus une obsession. L'objectif a été atteint fin 1986. Prochaine étape : vingt litres d'eau par jour et par Burkinabè.

Pays le plus méridional du Sahel, le Burkina n'offre certes pas l'image insoutenable d'un État en agonie permanente. Pour autant, il n'est pas mieux loti que ses voisins du Nord, limitrophes du Sahara. Le PPD a donc voulu d'abord parer au plus pressé : fonder et organiser cinq cents « banques de céréales » pour assurer l'approvisionnement des régions en période de soudure ; aménager 9 546 hectares de sites antiérosifs de manière à protéger des terres déjà peu fertiles ; fournir en zone rurale, par les forages de puits et les dérivations de rivières, dix

litres d'eau par Burkinabè et par jour ; créer autour de Ouagadougou une ceinture de cultures maraîchères. Programme dérisoire dans l'absolu mais ambitieux en fait quand on sait que le Burkina, pour le réaliser, ne pouvait compter que sur les efforts physiques et financiers de sa seule population.

Le principal projet lancé, dès 1984, par l'équipe de Sankara concerne cependant la vallée du Sourou dans la région ouest. Objectif final : l'installation de quinze cents familles d'agriculteurs sur un périmètre irrigué de 5 000 hectares. Coût total final de l'opération : 10,320 milliards de F CFA, selon une évaluation de 1985. Mais il est apparu surtout urgent, dans une étape initiale, de rendre cultivable un premier millier d'hectares de terres pour relancer la riziculture. Financement : 600 millions de F CFA provenant d'un compte spécial alimenté par les hauts fonctionnaires et officiers qui, à cet effet, renoncent à leurs indemnités de fonction. L'équipe dirigeante bien sûr a elle-même donné l'exemple.

Ce projet d'aménagement de la vallée du Sourou n'est pas plus neuf que la réalité économique du Burkina. Ancien premier ministre de 1978 à 1980, Joseph Conombo, consulté, nous dit : « Il est évidemment impossible de ne pas être d'accord avec Sankara sur le problème du Sourou. Quand nous avons été élus pour la première fois, en 1948, le premier projet que nous avons déposé... concernait le Sourou. Mais il n'a jamais pu être réalisé jusqu'ici et je ne peux qu'approuver et aider celui qui veut se charger de rattraper le temps perdu. » Techniquement, l'entreprise est audacieuse : détourner une partie des eaux du Mouhoun (ex-Volta

noire) vers le Nord, de manière à ressusciter l'ancien lit de la rivière Sourou. Les moyens, eux, sont insignifiants : une cagnotte de fonctionnaires, les bras de chacun.

Par ailleurs, si la production agricole peut être notablement améliorée, on doit surtout développer parallèlement les moyens de communication qui permettront de mieux la répartir entre les régions. On constate en effet que malgré les bonnes récoltes de la campagne agricole 1985-1986, de grandes inégalités persistent. Si, selon les statistiques officielles, certaines provinces enregistrent des excédents céréaliers — Kénédougou, 12 500 tonnes ; Kossi, 25 000 tonnes ; Comoé, 27 500 tonnes ; Oubritenga, 40 600 tonnes — d'autres demeurent bien en dessous du niveau d'autosuffisance alimentaire : la province de Kadiogo manque de 90 500 tonnes de céréales, celle de Soum de 22 400 tonnes, celle de Yatenga de 69 000 tonnes, etc. Là encore, la révolution, selon l'équipe de Sankara, consiste à imaginer et surtout à vouloir : bitumage de routes, construction de pistes, désenclavement de villages. Mais là encore aussi, les moyens manquent et les bras une fois de plus doivent suppléer l'argent grâce à des opérations fondées sur la mobilisation nationale.

Le meilleur exemple en la matière, même si cela ne fut pas le plus réussi, loin de là, aura été, dès 1984, la « bataille du rail », c'est-à-dire la construction d'un chemin de fer de 300 kilomètres entre Ouagadougou et Dori, aux pieds du mont de Tambao, riche en manganèse. L'idée n'était certes pas neuve, comme en témoigne l'ancien chef d'État, Sangoulé Lamizana : « Dès 1968, j'avais pensé à une "bataille du rail". Mais nos partenaires extérieurs nous ont laissé tomber : il y avait trop

de manganèse dans le monde, me disait-on, et celui du Burkina n'intéressait personne. Thomas Sankara a le mérite d'avoir reconsidéré le problème et pris le taureau par les cornes. » L'exploitation des réserves de manganèse (13 millions de tonnes) est une chose, a dit Sankara, mais nous pensons que l'important est surtout de désenclaver les provinces du Nord-Est. Il a donc lancé la construction du chemin de fer sans financements extérieurs. A la main. Chaque Burkinabè a posé « son » rail, et, en deux ans, la « bataille du rail » a été gagnée sur... 35 kilomètres. Après quoi, il n'y avait plus de rails. La détermination et l'enthousiasme des Burkinabè, à partir de là, se sont heurtés au réel. Sankara apprendra plus tard que la Banque mondiale, en fait, n'était pas opposée à financer l'achat de rails, mais qu'elle donnait la priorité à la construction d'une route. La « bataille du rail » est donc suspendue, mais non abandonnée, début juin 1986. Et, bientôt, le projet est révisé : avec l'aide de la Banque mondiale, une route sera effectivement construite de Ouagadougou jusqu'aux mines de Tambao mais le chemin de fer, lui, s'arrêtera à la ville de Dori.

La construction du chemin de fer est lancée : chaque Burkinabè pose « son » rail à la main.

Il y a eu pour le moins, on le voit, de l'improvisation dans le lancement de tels grands projets, ce qui a hypothèqué leur réussite, d'un strict point de vue économique. Mais l'essentiel n'est peut-être pas là. Le général Lamizana reconnaît : « Sankara a changé la mentalité des

Burkinabè en mettant tout le monde au travail. C'est une habitude des casernes. Je souhaite qu'il réussisse ce que moi-même j'ai voulu réussir. »

Tout ne se déroule pas toujours de la même façon d'ailleurs. Ainsi une autre vieille ambition des dirigeants successifs de Ouagadougou est également en train de se réaliser : la construction d'un barrage hydro-électrique sur la Kompienga, dans le sud-est du pays. De 1975 à 1983, ce projet est resté à l'état de simple dossier, les bailleurs de fonds internationaux hésitant à se lancer dans une entreprise dont la rentabilité ne leur paraît guère assurée. Au lendemain de la révolution en août 1983, Thomas Sankara revient à la charge en mettant en avant uniquement ce que le Burkina, pour son compte, entend tirer de la réalisation du barrage : un accroissement de 45 millions de kilowatts-heure de la capacité énergétique du pays (131 millions de kilowatts-heure), qui pourra alléger le fardeau des achats d'hydrocarbures, destinés notamment aux centrales thermiques et représentant 16 % des dépenses d'importation ; la création d'un lac artificiel de 210 kilomètres carrés avec une retenue de 2 milliards de mètre cubes ; l'irrigation de 2 000 hectares de terres destinées à la culture du riz, du soja, du maïs, de produits maraîchers. Coût total du projet : 35 milliards de F CFA. En 1985, ayant enfin convaincu les bailleurs de fonds de la stabilité du régime et de sa détermination à tout faire pour accroître la production alimentaire, l'équipe de Sankara obtient le déblocage des crédits nécessaires. Le 8 juin, les chantiers s'ouvrent. Durée des travaux : quarante-cinq mois. Presque quatre ans à ajouter aux dix ans écoulés depuis que l'idée a été lan-

cée. Dans l'histoire d'une nation, c'est court, très court. Mais pour un peuple qui a faim, c'est long, très long, car, hélas, « l'enthousiasme révolutionnaire ne se mange pas », comme le dit Sankara lui-même...

Mais si « l'enthousiasme révolutionnaire ne se mange pas », il a besoin de se nourrir. Difficile dans un pays où rien, ou presque, n'avait jamais été fait en matière économique. Où il n'y avait donc pas d'appareil de production que l'État aurait pu vouloir contrôler. Où il n'y avait pas même de gros propriétaires terriens, hormis, tout au plus, quelques chefs coutumiers qui, ayant acquis également des pouvoirs administratifs sous la colonisation, en avaient profité pour imposer la corvée aux villageois ou opérer des ponctions sur leurs productions. Voilà pourquoi c'est à ce mode de faire-valoir que Sankara s'est attaqué en condamnant les « exploiteurs du peuple déguisés en chefs coutumiers. »

La production, semble-t-il, n'en a pas souffert. Bien au contraire. De plus de 100 000 tonnes jusqu'en 1984-1985, le déficit céréalier est tombé à 40 000 tonnes lors de la campagne agricole 1985-1986. De 800 tonnes, la production de noix de karité a grimpé à 50 000 tonnes, la commercialisation ayant été mieux organisée et les paysans, remis en confiance, ayant renoncé à la grève de la récolte. Quant au chiffre d'affaires de la branche « cuirs et peaux », il a doublé en une année, passant de 1 milliard de F CFA en 1984 à 2 milliards en 1985, grâce au lancement d'opérations « sacs d'écoliers » ou encore « étuis à pistolet ».

Dans le secteur commercial, l'Office national des céréales (Ofnacer) a été vigoureusement assaini et tente d'amé-

liorer la collecte des produits agricoles, dont il n'a pas le monopole d'ailleurs : des commerçants agréés y contribuent, à la seule condition de respecter les prix planchers fixés par le gouvernement. En revanche, au niveau de la distribution, les magasins populaires de Faso-Yaar, magasins d'Etat, sont venus suppléer la carence des commerçants privés dans certaines régions... et ont vite connu les maux habituels de ce genre d'entreprises : approvisionnement défaillant, personnel pléthorique.

Ainsi, si 1984 fut une année de tâtonnements, 1985 s'est voulu l'année du nouveau départ. Cela n'est pas allé sans mal. L'assainissement des secteurs économiques a exigé des coupes claires dans les budgets des entreprises et des sacrifices individuels. La chasse aux détournements de fonds et la suppression des dépenses de prestige ont été en effet complétées par une mesure inédite : la réduction des salaires. Depuis 1985, selon les catégories auxquelles ils appartiennent, les salariés cèdent à l'État 1/12e ou 1/24e de leur salaire annuel au titre de la solidarité nationale. S'il n'y a pas eu d'explosion sociale, comme d'aucuns le prédisaient, il y eut de durs affrontements à ce sujet entre syndicats et CDR. Mais Sankara a maintenu la mesure : « Il faut déshabituer les gens de vivre au-dessus de leurs moyens, les ramener au niveau du pays réel. »

Si révolution il y a eu au Burkina, il est vrai qu'elle est là, dans les esprits. Ce que l'ancien premier ministre Joseph Conombo commente lui-même en ces termes : « Thomas Sankara a moralisé la chose publique. Il veut lutter contre la gabegie, changer les mœurs coutumières et tribales, combattre la féodalité. » Il fallait aussi savoir

rassurer après la « chasse aux sorcières » qui, jusqu'à mi-1985, avait entraîné soit le renvoi, soit la fuite de centaines de cadres vers d'autres horizons. Thomas Sankara a donc tenté de dépassionner quelque peu le climat politique à partir du début de 1986. Ainsi a-t-il lancé un appel aux opposants exilés pour qu'ils reviennent « construire ensemble » le Burkina avec leurs compatriotes. Ce ne fut pas seulement, comme souvent en de semblables occasions, un vœux pieux à usage interne puisque beaucoup sont effectivement rentrés. Les anciens chefs d'Etat, Sangoulé Lamizana et Maurice Yaméogo ont par ailleurs créé une Union nationale des anciens du Burkina se chargeant de mobiliser, en faveur de la révolution, les chefs coutumiers et la vieille garde de la classe politique.

14

VIVE LES SIGNES EXTÉRIEURS... DE PAUVRETÉ !

Un ministre surpris dans un hôtel de passe, çà arrive. Surtout quand le ministre séjourne brièvement dans une capitale étrangère. Mais un chef d'État en exercice signant un chèque sans provision, c'est certainement rare. Le cas de Thomas Sankara doit même être unique en son genre.

Comme n'importe quel Africain qui a « réussi », Sankara doit nourrir toute une « tribu » : oncles et tantes, cousins et belles-sœurs comptent sur lui, et viennent régulièrement lui demander une « petite aide ». N'étant manifestement pas parvenu à opérer dans ce domaine une révolution des mentalités, le président se trouve souvent

au pied du mur, obligé de payer. Et voilà comment un jour il a fait un chèque à un parent, qui le lui a rapporté avec une lettre de la banque : « Camarade président, nous sommes au regret de ne pouvoir honorer votre chèque mais votre compte n'est pas suffisamment provisionné. »

Le chef de bataillon Lingani et le commandant Kaboré mieux payés que le capitaine Sankara.

Quand on rappelle l'anecdote à Thomas Sankara, il est ravi. Il aime lui-même la raconter car, dit-il, il s'agit là typiquement d'un « incident qui vous apprend à vivre au niveau du pays réel », comme le prescrit la règle à laquelle il souhaite que tous les Burkinabè se plient. Puisque le pays réel est pauvre, on étalera ses signes extérieurs... de pauvreté. Et le « peuple » y veille. Depuis 1986, un journal satirique très bien informé, *L'Intrus*, chatouille les dirigeants qui oublient cette règle non écrite : le coût de réparation de chaque R5 ministérielle est révélé régulièrement ; un ministre a été dénoncé pour avoir accepté un siège en première — dans un avion — complaisamment proposé par l'équipage...

Sous le régime du colonel Saye Zerbo, au début des années quatre-vingt, un crédit de la banque à capitaux arabes *Dar el Mal Islami*, d'un montant de 5 milliards de F CFA, a été détourné de sa destination initiale, un projet d'investissements, pour être affecté à une augmentation des salaires des fonctionnaires. Désormais on fait exactement le contraire : en renonçant eux-mêmes à leurs

indemnités et en réduisant les salaires, Sankara et son équipe ont voulu alimenter une « cagnotte » pour financer les investissements. Un sacrifice que tout le monde n'a pas accepté avec enthousiasme, comme on le sait.

Dans l'équipe au pouvoir, c'est le ministre de la Défense, Jean-Baptiste Boukary Lingani, qui a le plus gros salaire mensuel — moins de 200 000 F CFA cependant ! — parce qu'il est le plus ancien dans le grade le plus élevé, en tant que chef de bataillon. Après lui vient le pharmacien-commandant Abdoul Salam Kaboré, avec évidemment un salaire de... commandant. Et si Thomas Sankara, en troisième position parmi les militaires du CNR au gouvernement, gagne plus que Henri Zongo et Blaise Compaoré, c'est parce que ces derniers sont moins anciens que lui dans le grade de capitaine. Les ministres civils ont, eux aussi, conservé leur salaire antérieur de fonctionnaire selon leur cadre d'origine et leur échelon. En tant que membres du gouvernement, tous sont censés bénéficier d'indemnités de fonction. Mais ils ne les perçoivent pas puisque toutes les gratifications sont versées dans la caisse spéciale destinée, nous l'avons dit, à financer des projets d'investissements. Bref, les ministres burkinabè n'ont pas les moyens qui correspondent habituellement à un tel rang. Ce qui crée souvent des situations cocasses, et pas seulement pour Sankara bien sûr.

Certains ministres ainsi ont bougonné et déclaré vouloir quitter leur résidence de fonction, trop chère à entretenir. Au-delà d'un plafond qui avait été fixé à 50 000 F CFA par mois en 1985, ils doivent en effet tout prendre en charge personnellement : eau, électricité, télé-

phone, etc. Or, leur résidence traditionnelle — « l'hôtel du ministre » — est trop onéreuse pour leur budget personnel, surtout quand il leur arrive de devoir téléphoner à l'étranger. Mais il peut y avoir pire. En mai 1985, Basile Guissou, alors ministre des Affaires étrangères, et Justin Damo Baro, à l'époque ministre des Ressources financières, représentent le Burkina à l'assemblée générale de la Banque africaine de développement (BAD), à Brazzaville. Ils ont pour mission de faire élire le candidat burkinabè, Pierre Claver Damiba, à la présidence de la BAD. Leur indemnité de déplacement est de 15 000 F CFA par jour. Avec un tel défraiement, non seulement ils n'ont pas les moyens de mener véritablement campagne pour lui, dans l'incapacité où ils sont de simplement offrir un déjeuner mais ils sont en plus obligés de partager la même chambre, à l'hôtel Cosmos Frantel ! Leur échec, en l'occurrence, n'a pas bouleversé outre mesure le Burkina, qui n'avait pas eu l'intention de faire une campagne très vigoureuse en faveur de Damiba : ce dernier en effet avait eu le malheur d'être « réclamé » par la France, dont il était vite apparu comme « le candidat ». Mais si l'affaire avait été essentielle ?

J'ai vu le même Basile Guissou loger dans un hôtel borgne, le *Blue Nile*, à Addis Abeba où il représentait Thomas Sankara au sommet de l'OUA, en juillet 1985. Il payait l'équivalent de 20 dollars par jour sa petite chambre. La Mercedes bordeaux mise à sa disposition par le gouvernement éthiopien et les motards qui l'escortaient faisaient quotidiennement sensation dans ce quartier populaire et populeux !

Hors d'Afrique, du fait de leur bourse peu garnie, les

ministres burkinabè plongent carrément dans l'anonymat. A Paris par exemple, on ne les voit guère dans les hôtels où descendent habituellement les ministres africains en mission : Méridien, Concorde La Fayette, Baltimore, Scribe, quand ce ne sont pas tout simplement l'Intercontinental Meurice, le Hilton ou même le Crillon. Basile Guissou loge de préférence chez des parents parisiens ; et j'ai rencontré Justin Damo Baro à l'hôtel de Saint-Cyr et Blaise Compaoré à l'hôtel Doisy, tous deux des établissements modestes sur l'avenue des Ternes à deux pas de... Jeune Afrique. Et partout, même quand ils sont invités — tous frais payés, comme on dit —, la hantise des officiels burkinabè est de ne pas avoir assez d'argent pour les pourboires.

Il est vrai que j'ai rejoint, une fois, Thomas Sankara dans un superbe appartement du prestigieux hôtel Crillon. Mais il y était aux frais de la princesse, en l'occurrence la France. Perdu entre la moquette épaisse et les lambris, il promenait, incongru, son uniforme de paracommando d'une pièce à l'autre. J'y ai pris le petit déjeuner avec lui, un matin de février 1986. Le maître d'hôtel, stylé, avait préparé la table. Un fauteuil pour le président, une chaise à accoudoirs pour l'invité que j'étais. A peine étions-nous installés que Sankara s'est relevé. Enfoncé dans son fauteuil, il avait le nez juste au-dessus de la table et il a vite préféré s'asseoir... sur un guéridon.

Mais il ne suffit pas de pouvoir loger quelque part au tarif le plus bas quand on est en mission. Il faut également se nourrir, inviter des collègues et des partenaires étrangers à déjeuner ou à dîner, pratique courante et même obligatoire pour se faire entendre de l'extérieur.

Et avant tout, il faut pouvoir se rendre au-delà des frontières, c'est-à-dire disposer de billets d'avion. Les anecdotes, à cet égard ne manquent pas.

Ministre de la Jeunesse et des Sports en 1985 et, à l'époque, présidente en exercice du Conseil supérieur du sport en Afrique, Rita Sawagogo devait souvent voyager avec le secrétaire général du même CSSA. Ce dernier se prélassait en première classe, la camarade ministre se contentait démocratiquement de la classe « économique ». Invité à Paris par le gouvernement français, un autre ministre voulait un jour apporter à des amis parisiens quelques victuailles : des mangues, du piment, du poisson séché, etc. N'ayant pas d'argent pour payer le supplément de bagages, il pensa résoudre le problème astucieusement en demandant à l'ambassadeur de France à Ouagadougou de lui faire apporter son billet d'avion au bureau. Sa place ayant été réservée en première classe, il avait décidé de voyager en « classe éco » et de se faire délivrer, grâce à la différence de prix, un MCO (titre de transport) qui lui permettrait de payer l'embarquement de ses colis. Pas de chance, les diplomates français tinrent à l'accompagner à l'aéroport, où il embarqua en première classe. Les colis sont restés à Ouagadougou.

Thomas Sankara lui-même, nous l'avons déjà vu au début de cet ouvrage, n'échappe pas à ces mésaventures aériennes qui ne sont pas toujours sans conséquences sur la politique extérieure du pays, comme le démontre *a contrario* l'épisode nord-américain de son voyage d'octobre 1984. A cette époque, il ne put se rendre de New York à Atlanta, à l'invitation du maire Andrew Young, l'administration américaine ayant interdit à l'appareil cubain

qui l'avait pris en avion-stop le survol de son territoire. Le révolutionnaire burkinabè avait ainsi raté une occasion de mieux asseoir l'image de son pays en parcourant plus longtemps le plus puissant État de la planète. Lors de son étape new yorkaise, il avait pu s'adresser à l'opinion publique américaine au cours d'une conférence de presse très réussie, qui laissait bien augurer de la suite de son séjour. Sur les conseils d'amis américains — il en a grâce à ses excellentes relations avec l'*American African Institute* —, il avait en effet réussi le tour de force de ne pas prononcer une seule fois ce jour-là les mots révolution, marxisme, léninisme, socialisme, progressisme, etc. Il ne lui restait plus qu'à enfoncer le clou à Atlanta...

Un tour de force : Sankara, ce jour-là, ne prononcera pas une seule fois le mot révolution.

Depuis, certes, il a séduit et convaincu des journaux comme le *Wall Street Journal* ou *Time Magazine* et son image de marque s'est complètement transformée aux États-Unis. Des journalistes américains viennent d'ailleurs régulièrement à Ouagadougou. Il n'empêche, les déplacements de Thomas Sankara et de ses compagnons à l'extérieur sont trop peu fréquents et trop limités pour que de tels « coups médiatiques » puissent soutenir, à long terme, une véritable campagne auprès de l'opinion publique mondiale. Parce qu'il a de la répartie, parce qu'il est un « phénomène », Sankara attire et fascine la presse internationale dès qu'il apparaît quelque part.

Mais ses apparitions sont si rares qu'à chaque fois il lui faut repartir à zéro.

C'est pourtant un choix. « Si nous le voulions, dit le capitaine-président, nous pourrions, évidemment, comme d'autres pays aussi pauvres sinon plus pauvres que nous, dégager des moyens pour voyager. Mais nous avons d'autres priorités. » Thomas estime plus urgent de faire nettoyer les rues et les murs de Ouagadougou ou de faire construire des dispensaires à Dori ou à Orodara que de voyager pour se faire entendre et participer à la vie politique du monde entier. « Nous n'avons ni le désir ni les moyens d'entretenir un lobby international », tranche-t-il quand on lui demande s'il n'exagère pas malgré tout à ce sujet.

De même à ceux qui lui proposent des cadeaux ou une aide matérielle, Sankara indique toujours les besoins prioritaires du pays. A Christian Nucci, ancien ministre français délégué à la Coopération qui, en 1984, voulait fournir des voitures de fonction à tous les ministres burkinabè, il a préféré demander des camions pour transporter des produits agricoles. En 1985, François Mitterrand lui avait amicalement proposé des armes : Sankara suggèra de transformer ce don en engrais et en machines agricoles. Quant à Kaddafi, qui lui a offert, fin 1984, une BMW blindée, le président burkinabè avait si peu apprécié son cadeau qu'il avait demandé, à la place, de l'argent pour acheter du matériel agricole. Mais il ne fut pas entendu. La BMW est donc restée à Ouagadougou, où on l'utilise rarement car elle revient trop cher.

Par-delà ces légers malentendus, l'important pour les dirigeants burkinabè reste de ne pas perdre de vue l'essen-

tiel et de ne pas tomber dans le piège de la « petite corruption ». Fin janvier 1986, Thomas Sankara a failli rompre toutes relations avec la compagnie aérienne de charters Le Point Mulhouse qui rapporte depuis plusieurs années de précieuses devises à son pays par le biais de touristes qu'elle transporte vers Ouagadougou, en général des jeunes, fauchés dans l'absolu, mais riches par rapport aux standards du Burkina. Motif : les responsables du Point Mulhouse avaient voulu faire plaisir aux nouveaux responsables burkinabè en distribuant des billets d'avions gratuits aux fonctionnaires des services aériens. Pour Thomas Sankara, il s'agissait là d'une tentative caractérisée de corruption. Inacceptable dans un pays où l'on cherche à proscrire toutes les « magouilles. »

Thomas Sankara se veut en effet conscient des risques de dérapage du processus révolutionnaire dus à la corruption. « Quand les ministres, dit-il, se préoccuperont de rapporter des cadeaux à leur épouse après chacune de leurs missions, nous serons foutus. Les cadeaux aux épouses, c'est le début de la fin. Car les ministres se sentiront ensuite obligés de rapporter quelque chose à toute leur famille et s'ils n'en ont pas les moyens, ils se laisseront corrompre pour les obtenir. » Il pense que la « pression collective » peut aider les dirigeants burkinabè à ne pas succomber : dans un pays où la voiture de fonction d'un ministre est une Renault 5 — le président lui-même circule le plus souvent en Peugeot 504 —, personne n'aurait le mauvais goût de se promener en Mercedes. « Nous succomberons un jour, mais le plus tard sera le mieux », dit volontiers Sankara, pensant faire preuve ainsi de lucidité et de réalisme. En fait, ils sont certaine-

ment peu nombreux pour l'instant ceux qui songent à corrompre ou à acheter ministres ou dignitaires du Burkina. Car il n'y a aujourd'hui presque rien à voler ou à acheter dans ce pays démuni et guère porté sur les projets grandioses...

15

SI LE CAPITAINE FAIT LA SIESTE...

Ambassadeurs étrangers et ministres burkinabè attendaient ce soir-là le camarade président dans les jardins du palais d'État, à Ouagadougou. Il est arrivé sans trop de retard, drapé dans un superbe boubou bleu rayé de noir. Et il claudiquait, le pied droit pris dans un plâtre. Quand je lui ai demandé ce qui s'était passé, il m'a répondu en riant : « J'ai mis mon plâtre pour montrer patte blanche ! » En réalité, il s'était blessé deux jours auparavant en jouant à ce jeu brutal, car sans règlement bien défini, qu'est le « ballon militaire ». « Il veut toujours foncer, témoigne un de ses ministres qui, comme les autres, avait participé au match. « Il avait le

ballon, en face de lui on était trois pour l'arrêter. Il a chargé, on l'a plaqué au sol. Peut-être un peu brutalement. Il s'est cassé quelque chose dans la cheville. » En fait, c'était seulement une foulure.

L'arme préférée de Sankara : un pistolet à crosse d'ivoire offert par Kim Il Sung.

Thomas Sankara n'a pourtant pas gardé longtemps sa « patte blanche. » Quelques jours plus tard, un samedi, il reprenait l'entraînement hebdomadaire : un jogging de deux heures avec tout son cabinet, femmes et hommes réunis. A trente-sept ans, en 1986, le chef de l'État burkinabè tient la forme : « Il a une endurance redoutable », témoigne Justin Damo Baro, alors ministre des Ressources financières, pourtant plus jeune que lui de deux ans. Il lui est même arrivé, un certain dimanche, de participer à une course cycliste à travers Ouagadougou. Il a gagné, mais il n'a plus recommencé, se doutant que les autres concurrents lui avaient laissé la première place ! Le 25 mai 1986, il a voulu donner l'exemple et a participé, à Ouagadougou, à la course (cette fois à pied) de « *Sport Aid* », cette épreuve sportive organisée à travers le monde entier pour collecter de l'argent en faveur de la lutte contre la famine en Afrique.

S'il a voulu convertir ses concitoyens civils au sport, c'est pourtant avec ses compagnons militaires que le capitaine Sankara s'entraîne le plus souvent. Régulièrement, il fait du tir pour ne pas perdre la main. « Il tire bien », affirme Askia Vincent Sigué, chef de la Sécurité prési-

dentielle. « Moins bien que moi parce que je m'exerce plus fréquemment, mais il est rare qu'il rate la cible. » Il est très fier et content de son pistolet à crosse d'ivoire que lui a offert Kim Il Sung : « C'est une arme qu'on tient bien en main, très bien équilibrée. » Trangressant toutes les règles de sécurité, le jeune chef d'État continue même à sauter en parachute avec les para-commandos de sa garde ! Pis, en 1985, il s'est mis à apprendre à piloter les avions Marchetti de l'armée de l'air du Burkina. Quand ses amis lui reprochent cette imprudence, il sourit et répond que « de toute façon, c'est utile de savoir piloter ». Personne n'a encore pu le faire changer d'avis.

Ce n'est pourtant pas le sport mais la musique qui est son hobby. « Sans la musique africaine, que serait la musique ? s'exclame-t-il souvent. Nous avons apporté le rythme à la musique du monde. » S'il fut guitariste un temps, nous l'avons vu, dans l'orchestre du centre des para-commandos qu'il commandait, il lui arrive encore de débarquer le soir à l'improviste dans un bal populaire, de monter sur l'estrade et de jouer avec l'orchestre.

Sankara ne se contente d'ailleurs pas de jouer d'un instrument. Il lui arrive aussi de composer et il s'est improvisé directeur artistique. C'est ainsi que se sont créés, à son initiative, deux groupes artistiques devenus les ambassadeurs itinérants de la révolution burkinabè : les « Colombes de la révolution », dont il assure lui-même les arrangements musicaux, rassemblent de talentueuses jeunes filles ; les « Petits chanteurs au poing levé », des enfants de sept à douze ans, fierté de Thomas Sankara qui les a formés lui-même, ont bénéficié, en 1984, d'un

stage de perfectionnement à Cuba. Lors des récitals publics qu'il préside, il surveille à ce point ses poulains qu'il les appelle un à un jusqu'à son fauteuil présidentiel pour conseiller à celui-ci de se rapprocher davantage du micro, à tel autre d'accorder sa guitare, et à tel autre encore de mieux suivre le rythme. Et il prépare personnellement les tournées à l'étranger des « Petits chanteurs » ou des « Colombes ». Ce qui l'occupe parfois jusqu'à une heure avancée du petit matin.

Les heures, on le sait, ne comptent guère pour le jeune président du Burkina. « Je ne porte pas de montre, dit-il, pour ne pas minuter ma vie. Celui qui ne se minute pas a toute la vie devant lui ». Un soir que nous conversions sur la terrasse du palais d'État, il s'est pourtant souvenu qu'il avait acheté, plusieurs années auparavant, un réveil. Après avoir farfouillé pendant un quart d'heure dans sa chambre, il en a rapporté un bon vieux réveil chinois ! Il a tenu à démontrer que son instrument digne des musées de l'horlogerie était toujours en parfait état de marche. C'était le cas. Il a rangé sa relique. Il ne doit même plus savoir où...

« Je ne minute pas ma vie » n'est pas un simple slogan politique. Sauf en matière militaire, professionnalisme oblige, le moins qu'on puisse dire est que Sankara ne minute vraiment rien. A tous les niveaux, ses collaborateurs en subissent les conséquences quand ce ne sont pas de simples auditeurs : un jour de mars 1985, où il préside une réunion générale de tout le personnel de la CEAO, il parle de 9 heures à 12 heures 30, sans se rendre compte bien sûr du temps qui passe. Les journalistes de la radio n'avaient pas apporté suffisamment de

bandes magnétiques pour enregistrer la totalité de ce discours-fleuve, asséné impromptu aux pauvres bureaucrates des services de la Communauté.

Sankara estime surtout que la nuit ne sert à rien et qu'il faut l'utiliser au mieux : à recevoir des visiteurs, par exemple. Un soir, je lui ai dit qu'une amie canadienne, haut-fonctionnaire des Nations unies, était tombée amoureuse du Burkina mais devait quitter Ouagadougou le soir même et regrettait de n'avoir pu le rencontrer. Sankara, qui sait avoir besoin d'être compris à l'extérieur, décide immédiatement de la faire venir au palais. Je téléphone à l'hôtel, mais elle est déjà partie pour l'aéroport. Il me consulte du regard et pour ma part, le voyant venir, j'observe ma montre du coin de l'œil : il reste une heure avant l'embarquement. Il décide de la faire venir.

Aussitôt dit, aussitôt fait. Thomas Sankara téléphone lui-même à la tour de contrôle de l'aéroport. L'agent de permanence reconnaît sa voix : « Excusez-moi, mais n'est-ce pas le camarade président ? — Oui, c'est bien moi, j'ai un petit service à vous demander, camarade. Une dame qui désire me voir mais que je n'ai pas eu le temps de recevoir doit prendre le vol de... ». Dix minutes plus tard, mon amie arrivait à la présidence, radieuse entre les trois para-commandos qui l'amenaient d'urgence de l'aéroport. Elle obtient ainsi son entrevue avec Thomas Sankara, dont la sincérité la séduit, comme d'habitude. L'entretien dure, dure. Je m'inquiète : la visiteuse a un avion à prendre, qu'on ne pourra retenir bien longtemps. Mais elle a oublié l'heure et il faut l'intervention de l'aide de camp du président, le lieutenant Étienne Zongo, pour mettre fin à leurs discussions. J'ai recon-

duit mon amie à l'aéroport avant de retrouver Sankara à la présidence... où nous avons encore parlé de longues heures.

A deux ou trois reprises, contre toutes les règles du protocole, il m'est arrivé d'abandonner et de me lever le premier, capitulant devant ce chef-d'État-oiseau-de-nuit. Un soir, j'ai découvert à quel point il est effectivement aussi actif la nuit que le jour. Vers minuit, après une longue conversation, je me lève, vaincu par le sommeil et m'apprêtant à prendre congé de lui : « Je suis battu, lui dis-je, je dois rentrer ». « On y va », décide-t-il alors en rajustant son treillis et en se levant. Le voyant mettre son béret rouge, je lui dis que ce n'est vraiment pas la peine de me raccompagner à l'hôtel. Il ne m'entend pas ou ne m'écoute pas.

On se dirige vers sa voiture. Sachant qu'il s'installe toujours à droite du chauffeur (« pour mieux voir la route », dit-il) je prends place à l'arrière. Dans une voiture qui nous précède, se trouvent les commandos de la garde. Une autre équipe suit dans un troisième véhicule. C'est seulement à la sortie de Ouagadougou que je comprends où nous allons : il m'emmène en pleine nuit à Koudougou, à près de 200 kilomètres, parce qu'il doit y rencontrer le haut-commissaire et le commandant de région. A l'aller, j'ai à peu près tenu le coup. A Koudougou également. Mais au retour, j'ai dormi dans la voiture. Sankara, lui, a discuté pendant tout le trajet jusqu'à Ouagadougou avec le chauffeur. Je suis rentré à l'hôtel un peu après 5 heures du matin. A 7 heures 30, il me téléphonait pour me demander comment j'allais. Il était déjà au travail. D'autres journalistes de tous les pays, reçus

par Sankara, ont eu droit aux mêmes virées nocturnes. Ses gardes du corps, eux, ont l'habitude : « Quand le capitaine fait la sieste, disent-ils, c'est que la nuit va être longue. » Les ministres, enfin, sont en permanence sur le qui-vive : le P.F. (président du Faso) peut les appeler au téléphone à n'importe quel moment.

Vingt minutes de concentration tous les matins... et la rumba peut commencer.

Sankara est incapable de dire à quelle heure il commence ses journées. Très tôt en tout cas. Quelle que soit l'heure à laquelle il s'est couché ! Il voit à peine son épouse Mariam et ses deux fils. Comme, ainsi que tous les Burkinabè, il ne prend pas de petit déjeuner, sauf le dimanche avec ses parents, il n'y a pas de rituel familial le matin. Jogging dans les allées de la présidence avec les commandos de sa garde. Une courte séance de gymnastique. Une douche froide. Et au boulot. Le président commence par s'enfermer seul dans son bureau pendant vingt minutes environ. Ses collaborateurs pensent qu'il fait alors du yoga. La seule fois où je l'ai questionné à ce sujet, il m'a simplement répondu avec son sourire d'adolescent : « J'ai besoin de me concentrer pour commencer ma journée. » La séance de concentration terminée, il ouvre toutes grandes les portes pour faire des courants d'air puisque, par mesure d'économie, les pièces ne sont pas climatisées. La rumba peut commencer. Infernale.

Son directeur de cabinet lui a préparé une synthèse des

dossiers, mais il veut toujours lire tous les rapports, toutes les lettres qui lui sont adressées. En revanche il ne consulte la presse qu'en diagonale en mettant de côté ce qu'il se promet de relire attentivement. Sankara n'est pas un catalyseur. Il estime au contraire que chacun de ses collaborateurs doit prendre ses responsabilités, il demande seulement à en être informé. A tous les niveaux, les « irresponsables » sont désignés à la vindicte populaire, les communiqués du conseil des ministres ne cachant rien des raisons de tel ou tel « dégagement ».

Lors du conseil des ministres d'ailleurs, il suscite toujours le débat, acceptant de se plier à l'avis de la majorité quand sa thèse ne l'emporte pas. Ainsi en 1986, ayant été mis en minorité, il a renoncé à précipiter la réforme de l'enseignement qu'il souhaitait. Cependant, dès septembre 1983, il a bien prévenu avec son franc parler tous ses collaborateurs qu'il ne supporterait pas d'attaques déloyales. « Je ne veux pas vous voir en prison, leur déclarait-il ce jour-là. Mais s'il vous arrive de dire un jour que j'ai pris de l'argent dans le budget pour acheter des armes ou pour faire des voyages coûteux, je vous mets en taule. Parce que vous savez que jamais je ne ferais cela. On peut critiquer mais on ne doit pas dire n'importe quoi. »

A midi, il est rare qu'il déjeune avec son épouse Mariam. Chargée d'études à la Compagnie burkinabè des chargeurs, celle-ci a des horaires plus réguliers que son présidentiel époux et s'occupe quasiment seule de leurs deux fils, Philippe et Auguste. Thomas Sankara prend ses repas presque tous les jours avec Blaise Compaoré, celui dont il dit : « Ce que je sais, il le sait ; et ce qu'il

sait, je le sais. » Mais c'est toujours au dernier moment qu'ils décident de déjeuner ou de dîner ensemble, et qu'ils choisissent le lieu. Sécurité oblige.

S'il a bon appétit et mange bien quand il est invité, Sankara chez lui se contente ordinairement de peu. Selon les heures, un bol de riz ou une bouillie de mil, de la sauce à base de tomates, de l'*aloko* (bananes plantain frites). Les jours fastes, il s'accorde un plat de spaghettis. En campagne, il mange du *tô*, un gâteau à base de pâte de mil dur comme du bois, tartiné de lait concentré. Et quand il passe à l'action, il se permet une boîte de sardines. Des écarts qu'il ne s'autorise que rarement. Si Blaise Compaoré boit un peu de bière et, le cas échéant, du vin, le président, lui, ne connaît que l'eau et la limonade. Un soir que nous dînions ensemble sur sa terrasse, il m'a versé un plein verre de vin algérien. Quand j'ai protesté en lui faisant remarquer qu'il s'agissait de vin et non d'eau, il a écarquillé tout grands les yeux : « Mais il faut m'arrêter. Le vin, je ne sais pas ce que c'est. Pour moi, c'est comme l'eau ou le soda. Je ne me rends pas compte de ce qu'il faut servir ! »

Ce vin algérien, Thomas Sankara en est fier. L'ambassadeur d'Algérie à Ouagadougou lui en fait livrer de temps en temps à l'intention de ses hôtes. Très lourd, épais comme de la confiture, ce breuvage est le seul « luxe » des réserves présidentielles. Mais quand Mariam est couchée et que le cuisinier s'est retiré, s'il a des visiteurs, c'est en vain que Sankara fouille dans la cuisine et ouvre tous les placards : « Je n'ai pas trouvé les bouteilles. Je ne sais pas où on les range », doit-il avouer tout penaud.

Il ne sait d'ailleurs pas grand-chose de ce qui se passe dans son foyer. Un jour, alors que son épouse était partie en mission, il rentre au palais pour dîner et s'entend dire par le cuisinier qu'il n'y a plus rien dans le réfrigérateur. Il décide alors d'aller chez Blaise Compaoré où, d'habitude, on lui sert autre chose que son frugal repas de militaire en campagne : depuis que Blaise s'est marié, en 1985, son épouse ivoirienne, Chantal, l'oblige, en effet, à se nourrir de manière plus équilibrée.

Mariam Sankara, qui travaille dans le privé, gagne un salaire plus élevé que son mari.

Se voulant visionnaire mais plutôt lucide en politique, Sankara ne voit rien de ce qui se passe sous ses yeux ! Heureusement Mariam y veille. Grâce à son propre salaire, plus élevé que celui de son mari car elle travaille dans le privé, la maison tourne. Le président, lui, dispose, il est vrai, de quelques rares avantages en nature que le Burkina est en mesure de lui accorder : le téléphone (souvent en panne), l'électricité (dont le réseau est dangereusement défectueux) et le logement au palais d'État.

Le palais ? Une bâtisse vieillotte qu'aucun des présidents successifs n'avait voulu occuper depuis 1966. On la disait d'ailleurs hantée, habitée par les génies et les gris-gris abandonnés par l'ancien chef de l'État Maurice Yaméogo, renversé à cette époque. Peut-être parce qu'il aime tenter le diable, mais surtout pour démontrer qu'il n'y a pas de mauvais génies, Thomas Sankara y a emménagé à la fin de 1984. Il y a trouvé des toits percés, un

réseau électrique dont la rénovation coûterait 40 millions de F CFA, des murs écaillés, des plafonds qui s'effondraient, des meubles abîmés par l'humidité. Dans les endroits habitables, les fils électriques étaient parfois à nu, les lustres pendaient dangereusement comme autant d'épées de Damoclès sur la tête des visiteurs. Une nuit, le président malien Moussa Traoré, en visite, dut être dérangé : il fallait déplacer son lit parce que « l'eau gouttait du plafond ». Une autre fois, le Ghanéen Jerry Rawlings faillit casser une des chaises fragiles de la salle à manger : il bougeait tellement en discutant qu'il fallut lui conseiller de se calmer pour qu'il ne se retrouve pas par terre. Seules quelques pièces étaient vraiment inutilisables, mais l'ensemble du palais, s'il n'était pas hanté, sentait fortement le moisi. Le président du Burkina ne s'en est jamais plaint : il n'a aucune notion du confort. Au moment de la « grande lessive » de Ouagadougou, décidée fin 1985 pour donner un visage plus avenant à la capitale en repeignant les murs et en rasant les taudis, il dut quand même accepter de faire ravaler le palais et les bureaux de la présidence.

En réalité, au palais d'État, Thomas Sankara campe comme en opération. Seule différence : en opération il mange avec ses hommes. De la même façon, lorsqu'il est en mission à l'extérieur, il prend toujours ses repas avec tous ses collaborateurs. Lors d'un sommet de l'OUA, à Addis Abeba, en juillet 1984, la totalité de la délégation burkinabè — chef de l'État, ministres, hauts fonctionnaires et gardes du corps — partageait les mêmes plats préparés par des compatriotes vivant dans la capitale éthiopienne. Le plus mal loti était Sankara : retenu

très souvent par des séances à huis-clos avec ses pairs, il arrivait à table après tout le monde et devait se contenter des restes. Quand il y en avait...

Quant à son épouse Mariam, qui déteste autant le luxe et les mondanités que son mari, il n'y a pas si longtemps elle se rendait à son travail, faisait des courses ou allait à la messe — elle s'est convertie à la religion de son mari en 1984 — dans une vieille voiture japonaise qui ne démarrait que poussée par quelques passants. Sankara n'avait pas à cette époque les moyens de lui offrir une voiture neuve. Belle femme ayant les pieds sur terre, Mariam est sans doute moins idéaliste que son mari, mais elle partage son souhait de susciter et animer une révolution spartiate. Elle ne tient absolument pas à jouer un quelconque rôle de premier plan. Elle devait être nommée, en 1986, directrice générale de la Compagnie burkinabè des chargeurs. Elle avait, de l'avis général, la compétence et l'expérience nécessaires. Mais Sankara n'a pas voulu de cette promotion pour ne pas se faire suspecter de népotisme et, partageant son point de vue, elle l'a soutenu. Quand son mari doit avoir un entretien dans leur appartement privé, elle se retire avec les enfants. Mais bien que pour la taquiner Sankara la traite « d'analphabète politique », Mariam ne s'exprime pas moins, dans l'intimité, sur le travail de son présidentiel époux. Et, dit-on, il arrive qu'elle ait le dernier mot ! Mais c'est un secret d'État.

16

« MA SŒUR EST ALLÉE EN PRISON »

Un jour de novembre 1983, on s'en souvient, j'ai mis Sankara en garde contre le risque de mégalomanie qui, vite, menace les leaders révolutionnaires. « La mégalomanie ? a-t-il répété. Je sais. Il faut que je fasse très attention. Il ne faut pas que je tombe dans ce piège. » Je lui fis alors remarquer que, déjà, sur les antennes de Radio-Ouagadougou, on l'appelait « le grand leader ». Le lendemain, la formule disparaissait.

Sankara ne maîtrise pourtant pas tout. Dans le bureau du capitaine Pierre Ouedraogo, secrétaire général national des CDR, j'ai vu un tableau, fort laid par ailleurs, représentant le président « grand leader de la révolu-

tion. » Le capitaine m'a expliqué qu'il s'agissait de l'œuvre d'un militant qui voulait absolument l'offrir à Sankara. Mais ce dernier ne l'a jamais vu : on ne le lui a pas montré. En revanche, il a piqué une colère mémorable après avoir découvert des timbres à son effigie. Le ministre chargé des Postes a failli devoir les avaler tous. « Je n'étais pas au courant, fulmine encore le chef de l'État. Ils ont fait ça à mon insu. S'ils m'avaient consulté, j'aurais refusé. » Pendant quelques mois, le fameux timbre a disparu. Officiellement parce que les stocks ont été épuisés. Je soupçonnais plutôt Sankara d'avoir interdit sa mise en circulation. Je ne devais pas me tromper puisque ces timbres sont réapparus. Par mesure d'économie, dit-on, personne n'a eu le courage d'ordonner la destruction des stocks.

De plus en plus d'amis pour le vieux Joseph depuis que son fils est président !

Pour se défendre du culte de la personnalité, le jeune président peut compter sur... sa propre famille, qui ne manque aucune occasion de le remettre à sa place. Celle d'un citoyen comme les autres que l'histoire a hissé à la tête de l'État mais qui n'a pas le droit d'en avoir le vertige. Au quartier de Paspanga, ombragé par un.. unique caïlcédrat, dans la courette du « carré » familial, derrière le bureau de l'Office national d'exploitation des ressources animales (Onera), il est resté « Thomas ». Personne, là, ne l'appelle « camarade président », et surtout pas « grand camarade », formule introduite presque par dérision, en

1985, par les Ouagalais qui aiment les sobriquets. Sa famille, de fait, le surveille, le protège, y compris contre lui-même, et se charge de le ramener sur terre quand d'aventure il mélange trop l'utopie et la réalité. Pour ce qu'il appelle « la pression collective qui nous sert de garde-fou contre l'abus de pouvoir », le clan Sankara joue un grand rôle auprès du président.

Des amis lui ont proposé de détacher des gardes du corps auprès de son père. Mais, tête de mule, le vieux Joseph Sankara a refusé. « Pourquoi faire ? a-t-il protesté quand je lui en ai parlé. Qui peut me vouloir du mal ? C'est Thomas le président, ce n'est pas moi. Et si certains veulent s'attaquer à moi, qu'ils viennent. »

Rien n'a vraiment changé, en vérité, pour la famille depuis que le troisième des dix enfants est arrivé à la tête de l'État — tandis que tous les autres (sauf une sœur) sont devenus depuis longtemps fonctionnaires. La mère est seulement un peu plus inquiète que par le passé : elle se méfie de tous ceux qu'elle ne connaissait pas autrefois et qui viennent maintenant discuter trop souvent avec le vieux Joseph. Ce dernier, lui, ne s'en émeut pas. Il « sent », dit-il, les vrais amis de son fils. Certains, d'ailleurs, sont depuis longtemps, voire depuis toujours, des habitués du quartier de Paspanga : Ngongma Ernest Ouedraogo, ministre de l'Administration territoriale et de la Sécurité, l'enfant d'adoption de la famille, celui qui a grandi avec Thomas ; Blaise Compaoré, l'ami intime, considéré un peu comme le petit frère et le protecteur du président ; Jean-Baptiste Boukary Lingani, qui joue, lui, le rôle du grand frère que Thomas n'a pas eu ; et Henri Zongo, ami et complice de toujours, celui qui a

découvert avec le président, début 1975, que les jeunes officiers envoyés au champ de bataille contre le Mali pourraient et devraient aussi bien risquer leur vie un jour pour redresser le pays. Ceux-là font partie de la famille, au même titre que les dix enfants Sankara qui se sont cotisés en 1985 pour offrir à leur père Joseph le seul luxe auquel il pouvait prétendre : une mobylette Yamaha.

La famille Sankara n'est pourtant pas aussi unie qu'on pourrait le penser, politiquement parlant, derrière le président, lequel en convient sans embarras : « Il y a des réactionnaires dans ma famille. Mais j'ai aussi mon petit clan. » L'une de ses sœurs, infirme de surcroît, a été « dégagée » de l'Onera, où elle travaillait, pour laxisme, en fait un comportement qu'on jugeait contre-révolutionnaire. Un soir, alors qu'il était chez ses parents, toute la famille voulait persuader Thomas d'empêcher le « dégagement » d'un de ses beaux-frères, officier de gendarmerie. En poste à Bobo-Dioulasso, ce dernier refusait son affectation à Ouagadougou. Thomas Sankara écoutait, ne disait rien et pour une fois demandait régulièrement l'heure. A 19 heures 55, subitement, il s'est levé, il a dit au revoir et il a filé. A 20 heures, tout le monde a compris : la radio annonçait la sanction contre son beau-frère.

Une de ses sœurs, Marie-Denise, soupçonnée de trafic de cartes d'identité, a été arrêtée en 1983. A l'époque premier ministre, Thomas Sankara a refusé d'intervenir pour la faire libérer. Après avoir passé deux jours et deux nuits en prison, elle fut innocentée. « C'est normal qu'on m'ait arrêtée puisque j'étais soupçonnée », me dira-t-elle, sans rancune apparente contre qui que ce soit. « C'est

encore plus normal que Thomas n'ait pas cherché à me faire libérer : c'est l'affaire de la police et de la justice. » Thomas, de son côté, affirme selon son credo habituel : « Il ne doit pas y avoir de privilégiés dans ce pays. Si ma sœur avait été reconnue coupable, elle serait restée en prison. La justice doit être la même pour tous. » Marie-Denise est aujourd'hui un membre ardent du clan familial pro-Thomas.

Mais le plus sankariste des Sankara s'appelle Pascal. Hier, étudiant engagé, il se méfiait de son grand frère, un militaire, donc automatiquement classé parmi les réactionnaires. Aujourd'hui, fonctionnaire à l'Imprimerie nationale, Pascal Sankara milite dans le Comité de défense de la révolution de l'entreprise. Ayant reçu sa formation politique dans le mouvement étudiant, il n'a pas découvert la révolution dans le sillage de son frère et il peut donc rester intransigeant avec lui. Au quartier de Paspanga, il est devenu « l'expert », celui que le vieux Joseph consulte pour savoir si Thomas agit bien ou mal, celui qui sélectionne les visiteurs acceptables. A Pascal, le camarade président ne peut pas raconter d'histoires.

17

DEUX REPAS ET DIX LITRES D'EAU

Le colonel Kaddafi est aveuglé. Aveuglé par sa propre image, la seule qu'il voit, où qu'il se trouve. En visite à Ouagadougou le 9 décembre 1985, il a remercié Thomas Sankara d'avoir fait nettoyer et ravaler la ville pour l'accueillir. Les Burkinabè lui ont laissé ses illusions mais se sont longtemps gaussés d'autant de candeur égocentrique. Ouagadougou, cela va de soi, avait fait peau neuve non en l'honneur du Libyen mais pour elle-même : une opération engagée plusieurs mois auparavant au nom du « droit de chacun à un logement décent ».

Tous les murs de la capitale, donc, ont été repeints en

blanc ou au moins recouverts de chaux. Certes, des centaines de nids-de-poule parsèment toujours les rues de Ouagadougou, mais c'est presque une fatalité : on les a à peine rebouchés que les pluies en creusent d'autres au moment de l'hivernage. Et la ville au total est incontestablement devenue bien plus propre. Des monuments ont été érigés ici et là : celui (fort laid) à la gloire du « génie créateur du peuple libéré », en plein centre de la ville, qui fait penser à des gouttières entremêlées et surmontées d'une étoile ; sur la place de la Révolution, les Nord-Coréens ont doté la capitale burkinabè de l'habituel monument de marbre blanc, surmonté de la flamme révolutionnaire ; au-delà, la plus belle statue est celle dédiée à la « Bataille du rail ». Des nouveaux quartiers sont nés : les cités de l'An I, de l'An II, de l'An III. En 1986, en attendant qu'on le reconstruise, le marché central a été provisoirement déplacé au quartier de Sissen, près de l'aéroport. Les bouchers cependant ont dû être répartis dans les différents quartiers de la ville : la viande et les abats auraient attiré les charognards trop près de l'aéroport et éventuellement jusque dans les réacteurs d'avions. Tous les quartiers populaires ont été reconstruits. Ainsi a-t-on rasé le vieux quartier de Bilbambili, où s'exerçait surtout le plus vieux métier du monde. La communauté des prostituées y avait créé un véritable village, interdit à ceux... qui n'avaient rien à y faire.

« Votre combat est noble, écrit Sankara aux prostituées, le Burkina vous soutient ».

Togolaises, Ghanéennes, Nigérianes mais aussi — et de plus en plus — Burkinabè, les prostituées vivaient et travaillaient là dans des cases sordides partagées à plusieurs. Le jour — il fallait bien travailler de jour, à l'époque du couvre-feu, puisque celui-ci n'a été levé qu'en août 1985 —, elles assuraient à tour de rôle la surveillance de leurs enfants, rassemblés dans des garderies populaires avant la lettre. Mais à 300 F CFA la passe, au tarif de 1985, elles n'arrivaient que difficilement à faire vivre leur petite famille. D'autant qu'il leur fallait s'assurer la « protection » de proxénètes : certaines travaillaient ainsi parallèlement comme serveuses de bar.

L'ampleur de la prostitution n'a jamais atteint des proportions spectaculaires dans ce gros village de quatre cent mille habitants qu'est Ouagadougou. Il y a certes des « quartiers spécialisés » mais aucune fille ne racole dans les rues, ni, comme ailleurs, dans les hôtels en frappant la nuit aux portes des chambres. On remarque tout au plus que dans les bars, la prostitution non organisée et non professionnelle est assez courante.

C'en était encore trop pour Sankara. Fin 1985, il a donc décidé de déclarer la guerre à la prostitution, « exploitation de la femme par des hommes ou par des femmes », selon la formule de Joséphine Ouedraogo, ministre de l'Essor familial et de la Solidarité nationale.

Issu d'une famille comptant six filles, le président burkinabè, quitte à passer pour un pudibond, s'est estimé vite concerné par ce problème. « Nous devons faire en sorte que plus jamais un homme ne puisse conquérir une femme grâce à ce qu'il a dans sa poche », professait-il, toujours aussi idéaliste, dans un discours. « Il nous faut

donner des droits à nos femmes, il nous faut les protéger [...] Détruire la prostitution, ce n'est pas frapper la prostituée. Protégeons la prostituée car c'est une malheureuse, victime de la société, de l'organisation bourgeoise de la société. » Sankara est convaincu à ce point de l'importance du combat à mener qu'en octobre 1986, seul chef d'Etat au monde à le faire, il n'hésite pas, à la surprise générale, à adresser un message aux prostituées réunies en congrès mondial à Bruxelles : « Votre combat est noble, leur écrit-il. Et il est tout à fait normal que vous cherchiez à vous dégager de ce fléau qu'est la prostitution. Le Burkina vous soutient. »

Pour mobiliser les Burkinabè dans « cette nouvelle bataille », Thomas Sankara a révisé tous ses classiques. Citant Lénine pour qui « la prostitution est l'hypocrisie honteuse de la bourgeoisie et de l'aristocratie », mais aussi Jésus : « Que celui qui n'a jamais péché lui jette [à la femme] la première pierre », Sankara proclame, sans peur de l'emphase, lors d'un grand meeting populaire à Ouagadougou, le 3 janvier 1986 : « Camarades, si Jésus revenait ici, au Burkina, et si Jésus répétait cela, il faudrait que tous ensemble nous osions jeter la pierre car c'est le défi du siècle et il faut oser le relever. » On ne lapidera sans doute jamais les prostituées au Burkina au nom de cette interprétation libre de la Bible, mais Sankara vient bel et bien de désigner à ses compatriotes un nouveau défi à relever : éradiquer la prostitution.

Là encore Thomas Sankara dérange car son langage et ses méthodes diffèrent de ceux des autres messies politiques. « Nous voulons le respect de la dignité humaine », affirme-t-il toujours. Et voilà pourquoi il veut défendre

la dignité de la femme. Quand il aborde ce thème, il prend d'ailleurs de véritables accents de justicier et on ne l'arrête plus : « Nous devons donner à chaque femme un emploi, nous devons donner à chaque femme le moyen de gagner honnêtement et dignement sa vie, faire en sorte que toute femme puisse refuser de se livrer aux besoins lubriques ou non des hommes. »

Un jour j'ai fait remarquer à Sankara que si l'éradication de la prostitution était sans doute une bonne chose, la prostituée ne devait pas pour autant être rejetée au point de ne plus pouvoir vivre. Il m'a alors sorti cette longue tirade : « Nous ne rejetons pas les prostituées. Bien au contraire, nous les intégrons à la révolution. Nous créons des emplois pour elles. Déjà, à la présidence, nous avons embauché une prostituée reconvertie. Et nous trouverons d'autres emplois pour leur permettre de s'engager, de produire et de gagner leur vie. Ensuite seulement nous interdirons vraiment la prostitution. »

Pour se diriger petit à petit vers ce but, il a fallu d'abord réglementer le travail des serveuses de bar. De manière à en finir avec leur recrutement clandestin, ce secteur a été placé sous la surveillance de l'Office national de la petite entreprise (ONPE), qui coordonne et enregistre les offres comme les demandes d'emploi. Des centres de reconversion ont également été créés, où les prostituées peuvent apprendre de nouveaux métiers ; une vaste campagne d'explication a enfin été lancée, en 1986, pour interdire, dans un premier temps, le racolage et les maisons closes. Les filles n'ont pas été mises à la rue : après avoir transité par un grand immeuble du centre ville, elles logent désormais dans de nouvelles cases, cons-

truites rapidement avec des matériaux locaux — des briques d'argile dont on vante la solidité et qui ont également servi à la construction de milliers de logements sociaux dans les différentes cités nouvellement créées.

Autre bataille engagée au Burkina : celle contre la mendicité. Celle-ci est souvent présentée comme un devoir religieux dans ce pays où la population, bien que restée également animiste, se partage entre l'islam (40 %) et le christianisme (60 %). Lecteur assidu aussi bien de la Bible que du Coran, le très catholique Thomas Sankara recourt cette fois non au Christ mais au Prophète pour convaincre : « Celui qui quémande n'est pas un mendiant et celui qui suit ma voix doit travailler pour gagner chaque jour sa pitance[24]. » Affrontant les maîtres musulmans qui vivent sur le dos de leurs élèves, les Garibous, en les envoyant mendier pour leur compte, Sankara proclame : « Si les religions ont encouragé, célébré la modestie et l'humilité, elles n'ont jamais encouragé la mendicité c'est-à-dire le parasitisme. »

S'il n'est pas économe de ce type de professions de foi, c'est que le capitaine-président est convaincu que des lacunes dans l'éducation des jeunes sont souvent à l'origine des errements sociaux des adultes. Il faut donc y remédier par des efforts de pédagogie et en déployant toutes ses capacités de persuasion. Avec le soutien de l'Union nationale des femmes burkinabè, il a d'ailleurs également lancé, toujours dans le même ordre d'idée, la bataille contre l'excision. Une pratique que, contrairement à la croyance populaire, aucune religion n'impose.

Mais il n'y a pas que les « batailles contre », il faut aussi des « batailles pour ». Ainsi l'année 1985 a-t-elle

vu, avec l'aide de l'Unicef, le début de l'opération « vaccination-commandos ». Derrière la phraséologie militaire, il faut surtout retenir que des équipes spécialisées ont été lancées à travers tout le pays pour expliquer l'utilité des vaccinations et pour y procéder. En quinze jours de campagne, 2 500 000 enfants de sept à quatorze ans ont été vaccinés contre la méningite, la rougeole et la fièvre jaune. Dans la foulée, chaque village a été invité à créer un poste de santé primaire (PSP) où les soins les plus élémentaires sont prodigués par des équipes itinérantes et où les villageois reçoivent des cours de secourisme. En trois ans, le taux d'alphabétisation a été porté de 16 % à 22 %. De même, l'année 1986 a été placée sous le signe de l'école, afin d'élever enfin le taux dérisoire de scolarisation (de 18 % à 22 % des enfants de six à quatorze ans) qui, en ce domaine, reléguait le Burkina dans les tous derniers rangs des statistiques mondiales.

Pour convaincre, le très catholique Sankara n'hésite pas à recourir au Coran.

Les ambitions révolutionnaires de Thomas Sankara se résument ainsi à cette formule que lui-même et son entourage affectionnent : « Il faut vivre avec le pays réel. » Leur revendication de justice sociale n'est guère excessive, en fin de compte, quand ils affirment que chaque Burkinabè doit être assuré de « deux repas et de 10 litres d'eau potable par jour ».

Un certain angélisme, il faut en convenir, a toujours

animé Thomas Sankara, que ne rebute pas des formules du genre « la révolution c'est la paix, la révolution c'est le bonheur du peuple. » Ainsi, au lendemain de la guerre de Noël 1985 contre le Mali, il n'hésitait pas à lancer aux Burkinabè cet appel, que n'aurait pas désavoué un prédicateur chrétien : « Je voudrais que chacun de nous fasse l'effort de dominer le sentiment de haine, de rejet et d'hostilité envers le peuple malien. Je voudrais que chacun de nous gagne la victoire la plus importante, à savoir tue en lui les germes de l'hostilité, de l'inimitié vis-à-vis de qui que ce soit. Nous avons une bataille à gagner : il s'agit de semer dans nos cœurs les germes de l'amitié vraie, celle qui résiste même aux assauts meurtriers des canons, des avions et des chars. Cette amitié-là ne se construit que sur la base révolutionnaire de l'amour sincère envers les autres peuples. »

Parce que son enthousiasme frise parfois l'exaltation, parce que son lyrisme rend son romantisme emphatique, parce qu'il est (presque) toujours en tenue de combat, parce qu'il porte un pistolet à la hanche et qu'il lève le poing, certains ont trop rapidement dessiné un portrait de Thomas Sankara en jeune leader excité. On a surtout retenu de ses discours-fleuves ses formules à l'emporte-pièce, ses analyses plus ou moins marxistes-léninistes et ses slogans largement empruntés à Mao ou à Che Guevara. On a oublié que le très chrétien Thomas Sankara, comme nous l'avons vu, prend parfois des accents proches de ceux du Christ.

Sa déclaration devant l'assemblée générale des Nations unies à New York, le 4 octobre 1984, était très révélatrice à cet égard. Vibrant comme s'il était sur le mont

des Oliviers, il s'est alors exclamé : « Je parle au nom de ces millions d'êtres qui sont dans les ghettos parce qu'ils ont la peau noire [...] Je souffre au nom des Indiens massacrés, écrasés, humiliés et confinés depuis des siècles dans des réserves [...] Je m'exclame au nom des chômeurs victimes d'un système structurellement injuste [...] Je parle au nom des femmes du monde entier, qui souffrent d'un système d'exploitation imposé par les mâles [...] Je parle au nom des femmes de nos pays démunis qui voient leurs enfants mourir de paludisme et de diarrhée [...] Je parle au nom de l'enfant [...] Je parle au nom des journalistes qui sont réduits soit au silence, soit au mensonge, pour ne pas subir les dures lois du chômage [...] Je vibre au nom des malades qui scrutent avec anxiété les horizons d'une science accaparée par les marchands de canons [...] Je ne peux oublier ce soldat obéissant aux ordres, le doigt sur la détente, et qui sait que la balle qui va partir ne porte que le message de la mort. »

On pourrait même se demander, au fond, si Sankara ne se prend pas parfois pour le Christ. Mais il est trop chrétien, pratiquant de surcroît, pour avoir une telle prétention. Tout au plus a-t-il souvent soutenu, ce qui pourrait... pousser aux comparaisons, que « le Christ était un révolutionnaire mais que sa révolution est restée inachevée ». Aux Nations unies, d'ailleurs, il s'est écrié, très réaliste : « Nous avons jusqu'ici tendu l'autre joue. Les gifles ont redoublé. Mais le cœur du méchant ne s'est pas attendri. Ils ont piétiné la vérité du juste. Du Christ, ils ont trahi la parole. Ils ont transformé sa croix en massue. Et après s'être revêtus de sa tunique, ils ont lacéré nos corps et nos âmes. Ils ont obscurci son message. Ils

l'ont occidentalisé cependant que nous le recevions comme libération universelle. Alors, nos yeux se sont ouverts à la lutte des classes. Il n'y aura plus de gifles. »

Thomas Sankara, en réalité, ne prône aucune religion ni aucun dogme mais se bat pour la justice sociale et prêche l'amour. En oubliant peut-être trop souvent que pour aimer il faut être au moins deux. Et que, depuis bien longtemps, les amitiés fidèles, et plus encore inconditionelles, sont devenues fort rares au sein de la grande famille des nations...

18

LES GARS BIEN ET LES « IMPÉRIALISTES, EN PARTICULIER FRANÇAIS »

Les diplomates français installés à Ouagadougou sont souvent agacés par la logomachie burkinabè. On les comprend. Il n'est pas agréable d'entendre ou de lire régulièrement dans la presse d'un pays supposé ami des invectives contre « l'impérialisme, en particulier français. » D'autant moins que jusqu'à mi-1985 encore, des slogans hostiles à Guy Penne, alors conseiller de François Mitterrand pour les Affaires africaines, étaient réguliérement scandés lors de certains meetings villageois. En souvenir de la présence du « Monsieur Afrique » parisien à Ouagadougou, le 17 mai 1983, jour de l'arrestation du capitaine Sankara, on allait jusqu'à

chanter : « Sankara n'est pas magouille, Sankara n'est pas faux type, Sankara n'est pas Guy Penne, c'est pour ça que nous le soutenons ! »

Pierre Ouedraogo, animateur des très anti-impérialistes CDR, devait m'expliquer : « Ces slogans correspondaient à une étape historique de notre révolution. Maintenant, on va oublier Guy Penne. » Et on l'oublia effectivement. Sur instruction personnelle de Thomas Sankara, dont les relations avec l'Elysée se sont considérablement améliorées.

« Ils sont marrants à Paris ! Ils ne s'entendent pas tous les jours insulter à la radio ».

Il n'empêche. Longtemps, les Français de Ouagadougou garderont un souvenir écœuré de ce très indigeste « impérialisme, en particulier français ». Certains d'entre eux, à l'époque, protestaient contre les recommandations de sérénité qu'ils recevaient de France : « Ils sont marrants à Paris ! Eux, ils ne s'entendent pas tous les jours insulter à la radio ! Nous, on est là, sur place, et nous représentons l'impérialisme, en particulier français ! Eux, à Paris, peuvent tout prendre avec calme, nous ici on doit se laisser bousculer en faisant des risettes ! » Il est vrai qu'à chaque crise entre les deux capitales, c'était la communauté française de Ouagadougou qui encaissait les coups. Et des crises, il y en eut.

En 1983 donc, ce fut le démarrage de la longue campagne contre Guy Penne. Venu à Paris, en octobre de la même année, après sa prise du pouvoir, pour un som-

met franco-africain, Sankara fut accueilli à l'aéroport par... Guy Penne, arrivé en retard de surcroît. Ulcéré, il refuse l'invitation à dîner de l'Elysée. En 1984, quoique muni d'un passeport diplomatique, Askia Vincent Sigué, membre du CNR et responsable de la sécurité de Thomas Sankara, était arrêté à Paris : recherché à l'époque par la police française pour une vieille affaire de droit commun, ce qu'apparemment il ignorait ou avait « oublié », il avait commis en outre l'imprudence de se promener dans le hall de l'aéroport de Roissy avec un 357 Magnum dans sa mallette. Pendant les deux jours de sa détention, tous les Français de Ouagadougou ont craint d'être pris en otages par les plus vindicatifs des membres des CDR.

Cette même année 1984, en décembre, Thomas Sankara décide de ne plus participer aux sommets franco-africains. Assez habilement, le Conseil national de la révolution explique que cette abstention vise surtout à maintenir l'Organisation de l'unité africaine « comme seul et unique cadre politique d'action unitaire de l'Afrique indépendante ». Le Burkina dément du reste qu'il s'agisse d'un reniement des rapports avec la France : « Le passé n'est pas une maladie honteuse, mais il est préférable de soigner l'avenir. »

Acte suivant : en 1985, le ministre sud-africain des Affaires étrangères Roelof « Pik » Botha est reçu à Paris. Thomas Sankara envoie à François Mitterrand un long télex de protestation où il exprime son inquiétude face à ce geste qui ressemble, pense-t-il, à une trahison. Le 18 novembre 1986, il récidive. Mitterrand termine à Ouagadougou une visite officielle de deux jours. Mais dix

jours auparavant la France a reçu, « en visite privée », le président sud-africain Pieter Botha et le rebelle angolais soutenu par l'Afrique du Sud, Jonas Savimbi. Prononçant un toast à la fin du dîner de gala offert en l'honneur du président français, Sankara attaque : « Nous n'avons pas compris que des bandits de la trempe de Jonas Savimbi, des tueurs comme Pieter Botha aient foulé le sol français. Ils ont taché la France de leurs mains et de leurs pieds couverts de sang. » Et il se lance dans un plaidoyer sans retenue en faveur des Sarahouis, de la « Libye bombardée par les Américains », etc. C'est mal connaître Mitterrand qui lui rétorque : « Au Tchad, que la Libye s'en aille ! En Afrique australe, que la Namibie devienne indépendante [...] Que le gouvernement de Phnom Penh se retire [...] Que les Afghans soient consultés ! » A l'issue de ce voyage, Mitterrand dira de Sankara : « Avec lui, il n'est pas facile de dormir en paix. Il ne vous laisse pas la conscience tranquille. »

Il n'y aura pourtant jamais de véritable rupture entre Ouagadougou et Paris. Sankara agace Mitterrand, qui trouve que « cet homme est dérangeant ». Mais ce dernier ne parvient pas cependant à mépriser ce chef d'État qui ne ressemble pas aux autres. Au lendemain du changement de majorité en France, en mars 1986, le « gauchiste » Sankara depêche auprès de Jacques Chirac, nouveau premier ministre, une délégation chargée de le rassurer sur les intentions du Burkina. A des amis qui s'en étonnent, il réplique, plaisantant à peine : « Même si Jean-Marie Le Pen arrive un jour au pouvoir à Paris, nous lui enverrons une délégation et nous garderons des relations avec la France ».

Si les relations avec la France ont pu être empreintes de méfiance, l'un des fondements supposés de la politique étrangère du Burkina n'y est pas pour rien : on a beaucoup reproché à Sankara d'avoir créé une sorte d'axe Ouagadougou-Tripoli.

Très tôt d'ailleurs, ses pairs africains eux-mêmes avaient comparé le président burkinabè au Libyen Kaddafi. On avait alors commencé à voir en lui l'homme de Tripoli en Afrique de l'Ouest. Jusqu'à le soupçonner d'avoir transformé son pays en repaire pour les commandos libyens. Une accusation qui relevait du fantasme : les seuls militaires libyens que j'aie jamais vus au Burkina étaient... des Libyennes, quelques-unes des fameuses « amazones » de Kaddafi, en l'occurrence des musiciennes de la fanfare de l'Académie militaire de Tripoli. Nous avons passé une journée ensemble au camp des para-commandos de Pô. Des rapports particuliers entre Burkinabè et Libyens, à cette occasion, je n'en ai point remarqués. J'ai simplement noté qu'en leur présence, le capitaine Blaise Compaoré s'astreint — exercice méritoire — à ne pas boire de bière. Il arrive sans doute aussi à Thomas Sankara de converser au téléphone avec Kaddafi — « en anglais, précise-t-il, langue qu'on baragouine tous les deux ».

Mais on surévalue certainement de par le monde les contacts entre les deux hommes. Sans en convenir, Sankara s'étonne, comme beaucoup, de certains comportements du maître de Tripoli, et en particulier des tenues extravagantes qu'il affectionne. Il proteste à chaque fois qu'on l'accuse de s'être inspiré du colonel libyen, pour lui c'est même quasiment une insulte. Depuis 1983, il

répète : « Notre révolution n'est pas un modèle et nous n'avons pas nous-mêmes de modèle à l'extérieur. »

La réalité des relations entre les deux pays et les deux hommes se résume en fait à très peu de choses. L'un et l'autre chefs d'État ont le même langage anti-impérialiste. Par ailleurs, en 1983-1984, on l'a vu, Tripoli a livré à Ouagadougou des armes légères et des petits blindés — une aide dont l'importance a été largement exagérée — ainsi que des matériaux de construction. Mais, s'agissant d'armes, fin mars 1986, plusieurs membres du très secret Conseil national de la révolution me diront : « La guerre avec le Mali de décembre 1985 nous a permis de compter nos amis. La Libye ne nous a pas envoyé une seule cartouche ni un seul litre de carburant ». Et si les Comités de défense de la révolution du Burkina rappellent les comités populaires existant en Libye, ces derniers ne sont pas une invention de Kaddafi : à un moment ou à un autre, avec plus ou moins de bonheur, tous les régimes qui se disent révolutionnaires se dotent de ce genre d'anges gardiens ou, parfois hélas, de chiens de garde. Quant à la coopération libyenne, elle est nulle au Burkina en comparaison de son dynamisme dans des pays peu suspects de « kaddafisme », tel le Togo ou le Niger, sans parler du Bénin, lequel a su habilement jouer sur la crédulité du colonel Kaddafi. Thomas Sankara, lui, ne sait pas jouer...

Une main sur le cœur, l'autre sur le porte-monnaie, Kaddafi propose souvent de lui-même l'aide libyenne. Il envoie alors une forte délégation composée d'idéologues, de techniciens et de comptables. Ce sont toujours les idéologues qui parlent les premiers, vantant et ven-

dant leur marchandise, en l'occurrence le recueil des pensées de leur président, le Livre vert. Leurs interlocuteurs écoutent, et évidemment, acquiescent — dans le genre « cause toujours ! » Les techniciens interviennent alors pour définir les projets dont ont besoin leurs partenaires. A ce stade, les discussions ne durent jamais longtemps : Kaddafi promet n'importe quoi. Troisième acte, les comptables s'avancent à leur tour, évaluent les projets et signent (ou promettent) les chèques. Ce scénario n'a jamais abouti au Burkina. Dès le premier acte, en effet, les Burkinabè ont la manie de vouloir discuter. Ils débattent de tout, contestent en particulier le panislamisme kaddafien. Et les négociations s'arrêtent là.

Sankara n'est pas cependant le seul à récuser ainsi la prétention du colonel Kaddafi à être le promoteur de « la troisième voie universelle » entre le capitalisme et le marxisme-léninisme. Le président ghanéen Jerry Rawlings en fait autant. Ainsi en février 1985, Ouagadougou accueille une conférence quadripartite entre de potentiels alliés : Bénin, Burkina, Ghana, Libye. Le commandant Abdelssalam Jalloud représente le colonel Kaddafi à cette réunion dont l'objectif est de consolider l'entente par une coopération économique concrète, voire l'esquisse d'un accord de défense. Au deuxième jour de la réunion, avec l'assentiment secret de leur hôte Thomas Sankara, les Ghanéens s'en vont et rentrent chez eux. Les Libyens, certains de leur supériorité idéologique, se sont montrés d'une exigence plus qu'arrogante. Puissance invitante, les Burkinabè étouffent le scandale.

S'il y a un chef d'État africain dont Thomas Sankara se sent vraiment proche, c'est bien, en effet, le Ghanéen

Jerry Rawlings. Pratiquement du même âge, le Burkinabè étant plus jeune de deux ans à peine, les deux hommes s'apprécient et se rencontrent souvent. Ils partagent la même obsession de justice sociale et d'efficacité « au ras du sol ». Dès 1983, alors en rébellion en attendant le retour de Sankara au pouvoir, Blaise Compaoré occupait la ville de Pô avec ses paracommandos en sachant, on s'en souvient, que le Ghana — la frontière est à 18 kilomètres — lui offrirait une base de repli en cas de nécessité. En 1985, quand Jerry Rawling a eu à faire face à une tentative de coup d'État à Accra, Sankara lui a fourni des réserves de munitions. Les forces armées des deux pays effectuent au moins une fois par an des manœuvres conjointes. Déclaré en 1985 meilleur élève — *ex-aequo* avec le Sénégal — du Fonds monétaire international en Afrique de l'Ouest, le Ghana de Rawlings, avec sa réputation de compétence, n'en a que davantage séduit les dirigeants burkinabè. Fort de ce prestige, le Ghanéen s'entremit entre Félix Houphouët-Boigny et Thomas Sankara quand les relations entre Yamoussoukro et Ouagadougou étaient au plus bas.

« La Libye ne nous a pas envoyé une seule cartouche ni un seul litre de carburant ».

Ces relations se sont d'ailleurs bien améliorées, en dépit d'un reste de méfiance entre les deux chefs d'État. « Au début, le courant passait vraiment mal entre Houphouët et moi, commente Sankara. Lors de nos premières ren-

contres, j'essayais même de plaisanter pour le dérider, mais je n'y parvenais pas. »

Chacun était encore convaincu, à cette époque, que l'autre complotait contre lui. C'est seulement en février 1985, lors d'un tête à tête à la faveur du sommet du Conseil de l'Entente à Yamoussoukro, que le dégel a eu lieu. Houphouët-Boigny prit alors en faveur du Burkina, nous l'avons vu, de sérieux engagements d'aide économique. Sankara, pour sa part, se persuada que son puissant voisin ne cherchait pas à abattre son régime.

Parmi ses pairs francophones de la région, c'est finalement avec le Nigérien Seyni Kountché que Thomas Sankara se sent le moins mal. Encore que le droit d'aînesse et le protocole le gênent quelque peu : « Kountché me tutoie mais moi je n'y arrive pas, confie-t-il. Il est tout de même plus âgé que moi. Et il est général alors que moi je ne suis que capitaine. » Il a beaucoup d'estime pour le Nigérien, qui le lui rend bien.

Ainsi en mai 1985, Seyni Kountché proposait la candidature de son ministre des Affaires étrangères, Idé Oumarou, au poste de secrétaire général de l'OUA — l'élection devait avoir lieu deux mois plus tard à Addis Abeba. Il avait alors obtenu le soutien de tous les États de la région. Le Mali, en particulier, avait promis de ne pas présenter la candidature d'Alioune Blondin Beye, également désireux d'obtenir le poste. Jusqu'au jour où, ayant reçu une confidence du président algérien Chadli Bendjedid — ami intime du chef de l'État malien, Moussa Traoré —, Sankara alerta Kountché : « Le Mali va maintenir en fait Blondin Beye contre Idé Oumarou. » Furieux mais voulant en avoir le cœur net, le président

nigérien se rend le 29 mai 1985 à Bamako. Le lendemain il en revient et s'arrête dans la ville burkinabè d'Orodara pour informer Sankara de ce que lui a dit Moussa Traoré : « Le Mali n'avait pas l'intention de présenter un candidat... mais nos amis nous y poussent. » Sankara, en fait, avait donc raison. En juillet 1985, lors de l'élection du secrétaire général de l'OUA, le Nigérien Idé Oumarou l'emportera sur le Malien Alioune Blondin Beye. Avec l'appui vigoureux du Burkina et grâce au tact dont fera preuve le nouveau président en exercice de l'Organisation, le Sénégalais Abdou Diouf, pour assurer la sérénité des débats.

Diouf et Sankara n'ont appris à se connaître qu'assez tard. En novembre 1983, le Sénégalais avait judicieusement conseillé au Burkinabè de ne pas claquer la porte de la CEAO. En octobre 1984, lors du Xe sommet de la même CEAO à Bamako, les deux hommes, appuyés par le Nigérien Seyni Kountché, avaient été les plus intraitables pour exiger qu'on « nettoie » l'organisation alors souillée par l'« affaire Diawara ». Fin 1985-début 1986, Sankara sut le rôle joué par Félix Houphouët-Boigny et Abdou Diouf pour arrêter la guerre entre le Burkina et le Mali. A ses amis il dira : « Je connais peu Diouf, mais je crois que c'est un gars bien. »

Pour le Burkinabè en effet, le Sénégalais n'appartient pas vraiment au clan de tous ces autres chefs d'Etat dont il se méfie toujours un peu. « Parce que, dit-il, ils se connaissent mutuellement depuis des années et des années, avec tout ce que cela implique ». Un clan dans lequel Sankara n'est jamais rentré. Peut-être pour mieux « soigner l'avenir ».

19

« TUEZ SANKARA, DEMAIN IL Y AURA VINGT SANKARA »

En 1960, le Zaïre n'était encore que le Congo ex-belge, laissé par le colonisateur dans un état lamentable, proche du niveau zéro dans la plupart des domaines et en particulier dans celui de l'éducation. Représentant d'abord les clans tribaux, des hommes politiques y sont nés. Ils se sont transformés en députés, élus par les leurs parce qu'ils arboraient les signes extérieurs du savoir : une paire de lunettes (parfois sans verres), un stylo Bic, etc. Lors d'une séance à la Chambre des députés, un parlementaire discourait quand il fut interrompu par un de ses collègues qui lui fit remarquer : « L'honorable député lit son discours sans avoir mis ses

lunettes. » Ce à quoi, confus, l'orateur répondit : « Vous avez raison, honorable collègue. » Il mit ses prétendues lunettes (des verres... plats) et continua sa péroraison. Cela faisait plus intellectuel. Voilà la classe politique qui entraîna le Congo ex-belge dans une guerre civile où périrent cinq cent mille personnes.

Il prêchait dans la forêt, seuls les fauves l'ont entendu et se sont empressés de le dévorer.

Un homme s'époumonnait alors quotidiennement, parlant d'indépendance et d'unité nationale à ces petits chefs devenus politiciens, soucieux seulement de troquer les chasse-mouches contre des lunettes et des Bics, nouveaux sceptres du pouvoir. Cet homme tenta de mobiliser, autour du mot « révolution », des millions d'hommes et de femmes qui n'avaient vécu jusque-là que de cueillette, de chasse et de pêche. Trop tôt arrivé sur la scène politique de son pays, apparu comme un extra-terrestre sur une terre figée dans son passé, parlant une langue que personne ne comprenait, cet homme est mort d'avoir été un précurseur. Assassiné pour avoir voulu renverser l'ordre des choses, et en premier lieu le monopole des richesses. Il s'appelait Patrice Emery Lumumba. Qu'il soit devenu depuis un héros de l'Afrique ne change rien à son erreur historique. Il prêchait dans la forêt ; seuls les fauves l'ont entendu et se sont empressés de le dévorer.

Autre prêche, autre auditoire. Héraut du panafricanisme, le Ghanéen Kwame Nkrumah était, en 1963, un fougueux partisan de l'Organisation de l'unité africaine,

dans laquelle il ne voyait qu'une brève étape vers la création des États-Unis d'Afrique. Lui aussi était arrivé trop tôt, lui aussi s'était trompé et d'époque et d'interlocuteurs : il parlait d'unité continentale à des chefs de village devenus chefs d'État. Il voyait trop loin pour faire attention à son propre territoire : le riche Ghana s'est effondré économiquement et, vingt ans plus tard, ne s'en est pas encore relevé. Il en a coûté à Nkrumah le pouvoir, puis la mort dans l'oubli.

Quels rapports entre Patrice Lumumba, Kwame Nkrumah et Thomas Sankara ? Le rêve, la foi, l'éloquence et peut-être aussi la prescience. Si la sincérité de Sankara ne fait aucun doute et séduit, son message est cependant celui d'un autre âge, à venir. A son arrivée au pouvoir, en août 1983, il incarnait tous les espoirs mis, au long des vingt années antérieures, dans toutes les révolutions proclamées à travers l'Afrique. De la dignité africaine dont Sékou Touré apparut le chantre, de la révolution des « Trois glorieuses » d'août 1963 à Brazzaville, du « mai 1968 » de Dakar stimulé par la révolution culturelle chinoise et le « mai 1968 » français, du « mai malgache » de 1972, de l'aventure guévariste d'un Ange Diawara dans la forêt congolaise, de Nyerere et de ses promesses d'une révolution paysanne spartiate en Tanzanie, des pieds de nez de Kaddafi à l'impérialisme occidental, de tous ces hommes, ces régions et ces événements, Sankara apparaît l'héritier. Mais quand il est arrivé au pouvoir, cet avenir, ces avenirs appartenaient déjà au passé.

On sait ce que Sékou Touré a fait de la dignité africaine. Le Congo des « Trois glorieuses » a mis près de deux décennies pour guérir des maladies infantiles dont

souffrent toutes les révolutions ; et Ange Diawara est mort, comme Che Guevara, dans la forêt. Les soixante-huitards dakarois — tout comme leurs homologues parisiens — ont revêtu les habits confortables de la bourgeoisie politique qu'ils stigmatisaient naguère. Le « mai malgache » de 1972 n'est plus qu'un souvenir d'anciens combattants, la révolution ayant sombré au fil des intrigues et des luttes de personnes. Julius Nyerere a quitté le pouvoir après avoir réduit la Tanzanie à la « mendicité internationale ». Et Kaddafi s'est surtout révélé un comédien dont le principal talent réside dans l'improvisation de tous les échecs et dont les spectateurs des premiers rangs craignent les mauvaises représentations : Tchadiens bombardés, Egyptiens, Tunisiens ou Marocains expulsés, etc.

Quelle innovation Thomas Sankara pouvait-il espérer apporter après tant de désillusions ? Sans doute la révolution burkinabè a-t-elle bénéficié des erreurs de toutes celles qui l'ont précédée et a-t-elle su mieux que d'autres se remettre en question ? L'exemple le plus significatif fut la remise en cause du rôle des CDR. Dès janvier 1986, plusieurs comités avaient déjà été dissous et remplacés par voie d'élections. Sankara avait alors compris qu'une révolution ne se fait pas seulement avec des mots et des poings levés. Il lui avait fallu deux ans. Ailleurs, au Congo par exemple, cela avait pris dix fois plus de temps.

Cette aptitude à se remettre en cause est sans doute un point positif chez cet homme pur et dur dont le romantisme a su s'assagir et dont la fougue ne s'est pas pour autant atténuée. S'il parle toujours comme Lumumba ou Nkrumah et si sa révolution spartiate fait encore irrésistiblement penser aux utopies d'un Modibo Keita ou

d'un Julius Nyerere, il semble néanmoins plus proche des gens et du pays « réel » que tous ses prédécesseurs.

Alors, qu'importe si, à l'ère de la « guerre des étoiles », l'armée burkinabè, au nom du « génie créateur du peuple libéré », se félicite d'avoir pu monter une mitrailleuse sur une mobylette. Ou si, à l'ère de la révolution informatique, la révolution burkinabè ne fabrique toujours pas un seul clou. Car si Thomas Sankara apparaît encore quelque peu anachronique, c'est parce que son pays est, lui aussi d'une certaine façon, anachronique, ne pesant guère dans les relations internationales, ne pesant pas davantage dans l'économie mondiale.

Si le Burkina a été malgré tout capable d'attirer sur lui l'attention des pays étrangers, Sankara y est évidemment pour quelque chose. Et c'est peut-être en ce sens que l'homme appartient en définitive plus à l'avenir qu'au passé. Il incarne une nouvelle race de chefs d'État, celle dont font partie également le Ghanéen Jerry Rawlings et l'Ougandais Yoweri Museveri, ceux qui rêvent d'une moralisation de la chose publique dans un monde et surtout dans une Afrique où seuls les démons du pouvoir font la loi. Un rêve qui a valu à Thomas Sankara des adversaires de tous les horizons. D'abord la vieille classe politique africaine qu'il veut priver de son sport favori : la bataille pour le pouvoir et pour l'argent à travers la manipulation de l'opinion publique. Puis les chefs d'État auxquels le Burkinabè n'a pas voulu ressembler et qui ont vu, en ce héros de la justice sociale, un exalté dont la popularité est devenue un danger pour la pérennité de leur propre image.

Thomas Sankara a voulu faire tourner le monde dans

un autre sens. C'est en définitive la seule révolution qui l'a véritablement mobilisé. Une vieille idée que d'autres ont tenté, sans succès, de concrétiser avant lui. Certains en sont morts. Échappera-t-il à leur sort ?

Sankara ne s'est jamais fait d'illusion sur son avenir lointain. Dès son arrivée au pouvoir, il savait qu'il allait déranger et qui il allait déranger. En octobre 1983, il lançait ce défi : « Si vous tuez Sankara, demain il y aura vingt Sankara. » Ce n'est sans doute pas vrai, mais il en est bel et bien convaincu. Les Sankara auxquels il pense ne lui ressembleront que sur deux points : ils seront aussi jeunes que le capitaine qui s'empara du pouvoir en 1983 et, comme lui, assez fous pour prendre au sérieux leur « mission » et croire en ce qu'ils font. Sans jamais trop se prendre eux-mêmes au sérieux.

NOTES

1. La colonie de Haute-Volta avait été rayée de la carte en 1932. Une grande partie de l'ancien territoire a été rattachée à la Côte d'Ivoire et rebaptisée « Haute Côte » dont Félix Houphouët-Boigny a été élu député en octobre 1945. Dirigeant du Syndicat agricole africain, il a combattu le travail forcé qui fournissait aux colons blancs une main-d'œuvre gratuite au détriment des planteurs africains qui n'en bénéficiaient pas. La loi supprimant le travail forcé, votée en mai 1946, sera appelée « loi Houphouët-Boigny ».

2. Toute la classe politique voltaïque — puis burkinabè — reconnaît à Maurice Yaméogo le mérite d'avoir demandé et obtenu, au lendemain de l'indépendance (5 août 1960), le démantèlement de la base militaire française de Bobo-Dioulasso.

3. Ces biographies, en fait des tracts, ont fleuri dès l'arrivée de Sankara au pouvoir, rédigées par les ténors des chapelles de gauche qui se disputaient alors sa reconnaissance.

4. Grands magasins parisiens de soldes bon marché.

5. Entretien avec Mohamed Maïga, paru dans *Afrique-Asie* en février 1983.

6. Entretien avec l'auteur en novembre 1983.

7. Ethnie principale de la région de Pô.

8. Entretien avec l'auteur en novembre 1983.

9. Après le renversement de l'empereur Haïlé Sélassié en 1974, les chefs des forces armées éthiopiennes se sont regroupés dans un Comité militaire provisoire, baptisé Derg, dont la composition est toujours restée secrète. Au sein du Derg, les débats se déroulaient par rafales de mitraillettes.

10. Première conférence de presse du président Thomas Sankara, parue dans *Carrefour Africain* n° 793-794 du 2 septembre 1983.

11. La Conférence syndicale voltaïque (CSV) — qui deviendra la Confédération syndicale burkinabè (CSB) — est, depuis la fin des années soixante-dix, le plus remuant des syndicats. Elle est plus entendue qu'écoutée mais la plupart de ses dirigeants appartenant à la direction clandestine du Parti africain de l'indépendance (PAI), elle bénéficie de l'aura des « héros de l'ombre ». Son secrétaire général, Soumane Touré a fait de la prison sous tous les régimes qui se sont succédés à Ouagadougou.

12. Créé en 1960, le Conseil de l'Entente regroupe le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire et le Niger. Son siège étant officiellement à Ouagadougou, quatre villas y ont été construites, au début des années soixante, pour accueillir les quatre chefs d'État lors des conférences annuelles. Mais depuis vingt ans, le Conseil de l'Entente ne se réunit plus à Ouagadougou. En août 1983, le Conseil national de la révolution s'y est installé.

13. Documentation personnelle de l'auteur.

14. Interview parue dans *Jeune Afrique* ° 1314 du 12 mars 1986.

15. Ange Diawara, commandant de la milice congolaise — entraînée par les Cubains — a tenté un coup d'État contre l'armée, en 1972, avant de prendre le maquis. Il a été abattu dans la forêt en 1973.

16. Documentation personnelle de l'auteur.

17. L'accord de non-agression et de coopération en matière de défense (ANAD) est administré par un secrétariat général dirigé par un officier général, traditionnellement sénégalais, basé à Abidjan. La présidence de l'ANAD est assurée à tour de rôle par le chef de l'un des États signataires. En 1983, c'est le Nigérien Seyni Kountché qui assure la présidence. C'est lui qui a décidé d'envoyer une mission d'enquête à Ouagadougou en juillet 1983.

18. Il s'agit de Maurice Sery Gnoleba, ministre d'État ivoirien, cité par *Fraternité Matin* du 13 septembre 1983.

19. Déclaration du Dr Balla Keita, ministre ivoirien de l'Éducation nationale, citée par *Fraternité Matin* du 13 septembre 1983.

20. Document de l'Association des amis de la révolution voltaïque, octobre 1983.

21. Entretien avec l'auteur en mai 1985.

22. Maurice Yaméogo, cité par *Carrefour Africain* n° 902 du 27 septembre 1985.

23. Entretien avec l'auteur en mars 1986.

24. Discours public lors du meeting du 3 janvier 1986.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

ENTRE LE XIe ET LE XIVe SIÈCLE :

Formation progressive du peuple mossi grâce à l'alliance entre un groupe de conquérants venus du nord de l'actuel Ghana et des chefs religieux locaux contre des chefferies religieuses dans la région de Tenkodogo (sud de l'actuel Burkina). Le premier empereur des Mossi, le Mogho Naba Kouda, s'établit à Ouagadougou.

ENTRE LE XIVe ET LE XVIIe SIÈCLE :

Formation et coexistence de royaumes autonomes dont les quatre principaux sont ceux de Fada, Ouagadougou, Tenkodogo et Yatenga.

DÉBUT DU XVIIIe SIÈCLE :

Création de l'empire du Gouïriko par Famagan Ouattara, qui confie la chefferie de Sya — future Bobo-Dioulasso — et l'ensemble du pays bobo à Molo Sanou.

XIXe SIÈCLE :

Coexistence et guerres d'influence entre principautés et chefferies rivales.

1896 :

Les troupes françaises, déjà présentes au Dahomey (actuel Bénin) et au Soudan (actuel Mali), prétextent de disputes entre les princes du Yatenga pour y pénétrer et poursuivre jusqu'à Ouagadougou et de là vers le Sud, en pays Gourounsi.

DE SEPTEMBRE 1886 A MAI 1898 :

Période de « pacification coloniale ». Les troupes françaises occupent progressivement toutes les principautés.

1898 - 1904 :

Mise en place de plusieurs circonscriptions militaro-administratives dirigées par des officiers de l'armée coloniale à Ouagadougou, Koudougou, Fada N'Gourma, Ouahigouya, Tenkodogo, Kaya,

Dori, Bobo-Dioulasso, Dedougou, Gaoua et Batié. Regroupement de ces circonscriptions au sein d'un « territoire militaire autonome », rattaché en 1904 à la colonie du Haut-Sénégal-Niger (qui sera le Soudan français puis le Mali), elle-même dépendant de l'Afrique occidentale française (AOF).

1er MARS 1919 :

Création du « Territoire militaire et colonie de Haute-Volta » — du nom, Volta, donné par des explorateurs portugais du XVIe siècle à un fleuve de la région. Ce territoire devient un réservoir de main-d'œuvre pour les autres colonies de l'AOF. Mais les rivalités entre colons, demandeurs de travailleurs, amènent l'administration à envisager un partage du territoire.

5 SEPTEMBRE 1932 :

La colonie de Haute-Volta est supprimée par décret et le territoire est partagé entre les colonies de Côte d'Ivoire (la Haute Côte d'Ivoire hérite des circonscriptions de Ouagadougou, Koudougou, Tenkodogo, Kaya, Gaoua, Batié, Bobo-Dioulasso et d'une partie du cercle de Dédougou), du Soudan (reste du cercle de Dédougou et tout le cercle d'Ouahigouya) et du Niger (Fada N'Gourma et Dori). Le démantèlement vise à répartir entre les « colonies utiles » la population de l'ancienne Haute-Volta.

22 OCTOBRE 1945 :

Le planteur Félix Houphouët-Boigny est élu député de la Haute Côte d'Ivoire, au détriment du fils du Mogho Naba soutenu par l'administration coloniale.

18 OCTOBRE 1946 :

Congrès constitutif du Rassemblement démocratique africain (RDA) à Bamako.

4 SEPTEMBRE 1947 :

La colonie de Haute-Volta est rétablie dans ses limites de 1919 et récupère les territoires qui avaient été rattachés en 1932 respectivement à la Côte d'Ivoire, au Soudan et au Niger.

AVRIL 1949 :

Un gouverneur, Mouragues, est installé à Ouagadougou avec pour mission de soustraire la Haute-Volta à l'influence du RDA. La même année, quatre candidats de l'Union voltaïque, adversaire du RDA, sont élus nouveaux députés de la colonie : Joseph Conombo, Henri Guissou, Mamadou Ouedraogo et Nazi Boni.

1951 :

Le RDA se désapparente du Parti communiste français et s'allie avec l'Union démocratique et sociale de la résistance (UDSR) de François Mitterrand, alors ministre de la France d'Outre-Mer.

FÉVRIER 1953 :

Le gouverneur Mouragues quitte la Haute-Volta. L'Union voltaïque se disloque en trois partis rivaux, tous trois adversaires du RDA.

23 JUIN 1956 :

Promulgation de la loi-cadre qui accorde l'autonomie administrative aux territoires d'Outre-Mer, lesquels seront dotés d'assemblées territoriales élues. En Haute-Volta, trois partis se préparent aux élections : le Mouvement populaire pour l'évolution africaine (MPEA) de Nazi Boni ; le Mouvement démocratique voltaïque (MDV) de Gérard Kanga Ouedraogo ; le Parti démocratique unifié (PDU-RDA) de Ouezzin Coulibaly et Joseph Conombo, allié avec le RDA.

31 MARS 1957 :

A l'issue des élections, Ouezzin Coulibaly (du PDU) devient vice-président du gouvernement — le président en est le gouverneur Yvon Bourges — et Yalgado Ouedraogo (du MDV) président de l'Assemblée territoriale.

SEPTEMBRE 1957 :

Éclatement du PDU par le départ de Joseph Conombo qui crée le Parti social d'émancipation des masses africaines (PSEMA). Trois partis (PSEMA, MPEA et MDV) s'allient pour créer le Groupe de solidarité voltaïque (GSV) qui devient majoritaire à l'Assemblée au détriment du PDU-RDA de Ouezzin Coulibaly.

7 SEPTEMBRE 1958 :

Mort de Ouezzin Coulibaly à Paris. Maurice Yaméogo assure l'intérim de la vice-présidence du gouvernement territorial.

28 SEPTEMBRE 1958 :

Référendum. Le Territoire de Haute-Volta vote en faveur de la Constitution de la Ve République et adhère, en tant qu'État autonome, à la Communauté française.

17 OCTOBRE 1958 :

Les troupes du Mogho Naba Kougri attaquent en vain le siège de l'Assemblée territoriale dans le but d'instaurer une monarchie constitutionnelle.

11 DÉCEMBRE 1958 :

L'Assemblée territoriale opte pour la création de la République autonome de Haute-Volta, membre de la Communauté française.

19 AVRIL 1959 :

L'Union démocratique voltaïque (UDV-RDA) obtient la majorité absolue aux élections législatives.

1er MAI :

Dirigeant de l'UDV-RDA, Maurice Yaméogo devient président du conseil des ministres.

11 DÉCEMBRE 1959 :

Maurice Yaméogo est élu président de la République.

4 JUIN 1960 :

Révision de la Constitution française : tout État autonome membre de la Communauté française peut accéder à l'indépendance.

5 AOÛT 1960 :

Proclamation de l'indépendance de la République de la Haute-Volta. Dans les semaines qui suivent, arrestation de plusieurs opposants à l'UDV-RDA (au pouvoir). Interdiction des autres partis, dont le Mouvement de libération nationale (MLN) de Joseph Ki-Zerbo et le Parti africain de l'indépendance (PAI) de Adiouma Amirou Thiombiano, qui entrent dans la clandestinité. De 1960 à 1965, Maurice Yaméogo procède à douze remaniements ministériels.

3 OCTOBRE 1965 :

Réélection de Maurice Yaméogo comme président de la République.

7 NOVEMBRE 1965 :

Élections législatives, large abstention. Victoire de l'UDV-RDA.

DÉCEMBRE 1965 :

Après un fastueux voyage de noces au Brésil, Maurice Yaméogo annonce des mesures d'austérité : diminution de 20 % des salaires, blocage des avancements pendant deux ans, réduction des allocations familiales.

27 DÉCEMBRE 1965 :

L'Union syndicale des travailleurs voltaïques (USTV) dirigée par des fidèles du MLN clandestin de Joseph Ki-Zerbo condamne les mesures d'austérité et appelle à la constitution d'un front syndical. Y sont associés, outre l'USTV, la Confédération africaine des travailleurs croyants (CATC) animée par Joseph Ouedraogo — ancien maire d'Ouagadougou — et l'Union nationale des syndicats des travailleurs de Haute-Volta (UNSTH).

29 DÉCEMBRE 1965 :

Devant l'agitation syndicale, Maurice Yaméogo décrète l'état d'urgence.

3 JANVIER 1966 :

Grève générale à l'appel du front syndical. Manifestation à Ouagadougou pour réclamer le départ de Maurice Yaméogo et la prise du pouvoir par l'armée. Le président de la République démissionne. Chef d'état-major des forces armées, le lieutenant-colonel Sangoulé Lamizana devient chef de l'État. Maurice Yaméogo sera condamné à cinq ans de travaux forcés.

12 DÉCEMBRE 1966 :

Création du Conseil supérieur des forces armées qui proclame que l'armée restera au pouvoir pendant quatre ans ; que toutes les activités politiques sont suspendues ; que la liberté syndicale sera respectée mais dans les limites du respect de l'ordre

public. Formation d'un gouvernement militaire provisoire.

14 JUIN 1970 :

Adoption d'une nouvelle Constitution : le président de la République sera statutairement le militaire le plus ancien dans le grade le plus élevé.

5 AOÛT 1970 :

A l'occasion du dixième anniversaire de l'indépendance, libération anticipée de l'ancien président Maurice Yaméogo.

DÉCEMBRE 1970 :

L'UDV-RDA obtient la majorité des sièges à l'Assemblée nationale après les élections législatives.

FÉVRIER 1971 :

Grands vainqueurs des élections législatives, Gérard Ouedraogo et Joseph Ouedraogo sont respectivement nommés premier ministre et président de l'Assemblée nationale. Instauration officielle de la IIe République.

DÉCEMBRE 1973 :

Crise au sein de l'UDV-RDA : le premier ministre est mis en minorité dans son propre parti, le président de l'assemblée nationale refuse de faire examiner par les députés les projets gouvernementaux.

8 FÉVRIER 1974 :

Le président Sangoulé Lamizana renvoie le gouvernement et dissout l'Assemblée nationale. Il nomme un « gouvernement du renouveau national ».

DÉCEMBRE 1974-JANVIER 1975 :

Dispute frontalière entre la Haute-Volta et le Mali. Première « guerre des pauvres ».

13 JANVIER 1977 :

Formation d'un nouveau gouvernement chargé de préparer le retour à une vie constitutionnelle normale.

27 NOVEMBRE 1977 :

Adoption par référendum de la nouvelle constitution : seuls les trois partis politiques ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages aux élections législatives seront autorisés.

30 AVRIL 1978 :

Élections législatives. L'UDV-RDA arrive en tête avec 44 % des voix. Suivent l'Union nationale pour la défense de la démocratie (UNDD) dirigée par Hermann Yaméogo (fils de l'ancien président Maurice Yaméogo) et l'Union progressiste voltaïque (UPV) de Joseph Ki-Zerbo.

14 MAI 1978 :

Élections présidentielles. Trois candidats : Sangoulé Lamizana, Joseph Ki-Zerbo, Macaire Ouedraogo. Mis en ballotage au premier tour, le général Lamizana est élu au deuxième tour (28 mai 1978).

Il nomme premier ministre Joseph Conombo.

1er OCTOBRE 1980 :

Protestant contre l'érosion du pouvoir d'achat des enseignants, le Syndicat national des enseignants de Haute-Volta (SNEAHV) et le Syndicat unique voltaïque des enseignants du secondaire et du supérieur (SUVESS) déclenchent une grève illimitée. Le 14 octobre, la Confédération syndicale voltaïque (CSV) se joint au mouvement de grève.

4 NOVEMBRE 1980 :

Grève générale soutenue par les quatre centrales syndicales : la CSV, la Confédération nationale des travailleurs voltaïques (CNTV), l'Organisation voltaïque des syndicats libres (OVSL) et l'Union syndicale des travailleurs voltaïques (USTV).

25 NOVEMBRE 1980 :

Coup d'État militaire dirigé par le colonel Saye Zerbo, chef d'état-major de l'Armée. Création du Comité militaire de redressement pour le progrès national (CMRPN) présidé par Saye Zerbo, qui devient chef de l'État. Il reçoit au départ le soutien de la Confédération syndicale voltaïque et surtout du Front progressiste voltaïque (FPV), nouvelle formation politique dont les principaux animateurs sont Joseph Ki-Zerbo et Frédéric Guirma. Bientôt les relations entre le CMRPN et la CSV se distendent. Le président Saye Zerbo suspend le droit de grève. Suspension de tous les partis politiques.

MAI 1982 :

Démission spectaculaire du secrétaire d'État à la présidence, chargé de l'Information, le capitaine Thomas Sankara, pour « divergence d'options ».

7 NOVEMBRE 1982 :

Coup d'État militaire inspiré et dirigé — on le saura plus tard — par le colonel Gabriel Somé Yorian, chef d'état-major de l'armée. Pendant trois semaines, c'est la confusion : personne ne dirige officiellement la Haute-Volta. Fin novembre, on apprend la création d'un Conseil de salut du peuple (CSP), regroupant trois représentants (un officier, un sous-officier et un soldat) de chacune des 40 unités de l'armée. Le médecin-commandant Jean-Baptiste Ouedraogo en devient le président et chef de l'État.

10 JANVIER 1983 :

Le CSP désigne comme premier ministre le capitaine Thomas Sankara. Entre le chef de l'État, soutenu par les chefs de l'armée, et le premier ministre, appuyé par les jeunes officiers et les hommes de troupes membres du CSP, les divergences ne tardent pas à apparaître :

le premier penche pour la remise du pouvoir aux civils, le second commence à parler de « révolution ».

26 MARS 1983 :

Meeting populaire à Ouagadougou. Des milliers de jeunes réclament une « révolution radicale » et pressent le premier ministre Thomas Sankara d' « accélérer la vitesse ». Le président Jean-Baptiste Ouedraogo proclame qu'aucune « idéologie étrangère » ne sera « importée en Haute-Volta ».

12 MAI 1983 :

Meeting populaire à Bobo-Dioulasso. Nouvelles divergences publiques entre le médecin-commandant Jean-Baptiste Ouedraogo et le capitaine Thomas Sankara.

17 MAI 1983 :

Arrestation et destitution du premier ministre Thomas Sankara. Arrestation du secrétaire permanent du CSP, le chef de bataillon Jean-Baptiste Boukary Linguani. Le capitaine Henri Zongo résiste au camp Guillaume, en plein centre de Ouagadougou ; il se rend à la demande expresse de Thomas Sankara. Le capitaine Blaise Compaoré parvient à rejoindre le camp des para-commandos de Pô, où il organise la résistance.

20 ET 21 MAI 1983 :

A Ouagadougou, des milliers de manifestants descendent dans la rue et réclament la libération et la réhabilitation de Thomas Sankara.

31 MAI 1983 :

Libération de tous les détenus politiques, dont Thomas Sankara et Jean-Baptiste Lingani.

27 JUIN 1983 :

Le président Jean-Baptiste Ouedraogo dissout le CSP et annonce le retour prochain de l'armée dans les casernes.

4 AOÛT 1983 :

Dirigés par le capitaine Blaise Compaoré, deux cent cinquante para-commandos venus de Pô investissent Ouagadougou où, ayant rejoint Thomas Sankara, ils organisent l'insurrection. Création du Conseil national de la révolution (CNR), dont le capitaine Thomas Sankara devient président. Il devient également, ès qualités, chef de l'État.

6 AOÛT 1983 :

Création des Comités de défense de la révolution (CDR).

24 AOÛT 1983 :

Formation du premier gouvernement du nouveau régime.

2 OCTOBRE 1983 :

Le président Thomas Sankara prononce le « Discours d'orientation politique » (DOP) du Conseil national de la révolution.

JANVIER-FÉVRIER, MARS 1984 :

« Dégagement » (licenciement) de fonctionnaires et de militaires « antirévolutionnaires ». Arrestation de leaders syndicaux parmi les enseignants.

28 MAI 1984 :

Annonce de la découverte d'un complot dirigé par le colonel (dégagé) Nobila Didier Tiendrebeogo. Condamnés à mort par la Cour martiale, sept des conjurés sont exécutés le 12 juin.

4 AOÛT 1984 :

Premier anniversaire de la révolution. La République de Haute-Volta disparaît pour faire place au Burkina Faso, « Terre des hommes intègres ».

31 DÉCEMBRE 1984 :

Annonce de la gratuité du logement pendant une année. Lancement d'un vaste programme de construction de logements sociaux.

NUIT DU 31 MAI AU 1er JUIN 1985 :

Explosion d'un dépôt d'armes au camp militaire de Gounghin, près de Ouagadougou. « Sabotage », conclut l'enquête.

25 DÉCEMBRE 1985 :

Après une série d'accusations réciproques et d'incidents aux frontières, la « deuxième guerre des pauvres » éclate entre le Burkina et le Mali. Un accord de cessez-le-feu est signé le 30 décembre.

17 JANVIER 1986 :

Accord de paix et de réconciliation entre le Burkina et le Mali, à Yamoussoukro, sous l'égide des chefs d'État signataires de l'Accord de non-agression et de coopération en matière de défense (ANAD).

FIN MARS-DÉBUT AVRIL 1986 :

Conférence nationale des Comités de défense de la révolution. Épuration et réorientation des CDR vers des activités économiques.

4 AOÛT 1986 :

Lancement du premier plan quinquennal de développement populaire (1986-1990).

DÉCEMBRE 1986 :

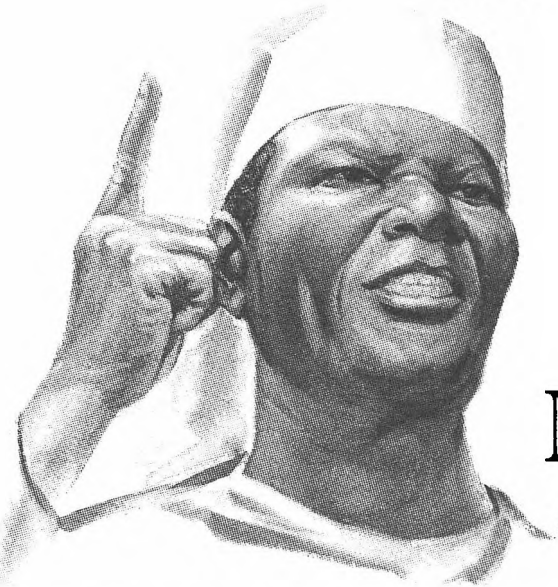
La Cour internationale de justice de La Haye rend son verdict dans le différend frontalier qui opposait le Mali et le Burkina. Les deux pays acceptent ce verdict.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos 7
Introduction 11
1 - « Honte à celui qui ne fait pas mieux que son père » 21
2 - Un militaire sans formation politique n'est qu'un criminel en puissance 27
3 - Démission en direct 35
4 - Héros malgré lui 43
5 - J.B.O. contre le « capitaine peuple » 51
6 - « Sankara n'est pas Guy Penne... » 61
7 - A chacun son tract 69
8 - La nuit du 4 août 77
9 - « Nous ne sommes rattachés à aucun clocher » 87
10 - D'une erreur historique à l'autre 113
11 - « Qu'avons-nous fait pour mériter autant d'hostilité ? » 125
12 - La deuxième guerre des pauvres 145
13 - « L'enthousiasme révolutionnaire ne se mange pas » 161
14 - Vive les signes extérieurs... de pauvreté ! 173
15 - Si le capitaine fait la sieste... 183
16 - « Ma sœur est allée en prison » 195
17 - Deux repas et dix litres d'eau 201
18 - Les gars bien et les « impérialistes, en particulier français » 211
19 - « Tuez Sankara, demain il y aura vingt Sankara » 221
Notes 227
Repères chronologiques 229

JEUNE AFRIQUE LIVRES

N° 3



SÉKOU TOURÉ, UN DESTIN MANQUÉ

PAR IBRAHIMA BABA KAKÉ

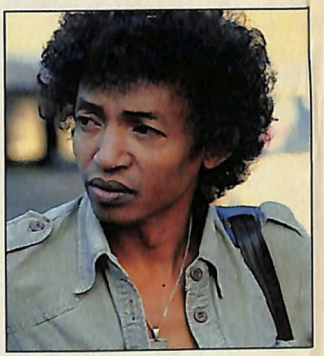
Nul plus que Sékou Touré suscita les passions : il garde après sa mort comme de son vivant des admirateurs inconditionnels et des adversaires irréductibles. Car l'homme du "non" au général de Gaulle en 1958, héros de l'émancipation et symbole de l'Afrique noire combattante, fut aussi l'homme du camp Boiro, ce dictateur si peu soucieux des droits de l'homme qu'il provoqua l'exil de deux millions de ses compatriotes. Mais combien de gens parmi ceux qui le louent ou le blâment connaissent réellement l'itinéraire de l'ancien maître de la Guinée ? Trois ans après sa mort, il était enfin temps d'écrire la première biographie complète de celui qui se voulut pour le meilleur et surtout pour le pire le descendant de l'illustre héros de la résistance à la colonisation, l'Almany Samori Touré.

Ibrahima Baba Kaké, Guinéen, agrégé d'histoire, enseigne aujourd'hui à Paris. Producteur de l'émission "Mémoire d'un continent" à Radio France internationale, directeur de collections historiques aux Nouvelles Éditions africaines, il a écrit de très nombreux ouvrages sur l'histoire ancienne et contemporaine de l'Afrique noire. Il a assisté en Guinée même à l'ascension de Sékou Touré depuis le début des années cinquante jusqu'à son triomphe en 1958, après le fameux "non" au général de Gaulle. Il fut par la suite un opposant déterminé au régime de Conakry, qui tenta à plusieurs reprises de le faire disparaître. Pendant plus de trente ans, il n'a jamais cessé de suivre au jour le jour le parcours de Sékou Touré.

Achevé d'imprimer le 20.8.87
par Printer
08620 Sant Vicenç dels Horts
D.L.B.: 4425-1987
Imprimé en Espagne

Sankara le rebelle

Août 1983 : un jeune capitaine du nom de Sankara prend le pouvoir à Ouagadougou à la tête d'un groupe de jeunes militaires. Un coup d'État de plus ? Bien vite il apparaît que Thomas Sankara n'entend pas être un chef d'État comme les autres. L'homme qui passait pour un disciple de Kaddafi se révèle des plus indépendants et la révolution qu'il ne cesse d'appeler de ses vœux consiste surtout à prôner la justice sociale et à faire vivre le peuple burkinabè au niveau de ses moyens. Très populaire parmi les jeunes, au Burkina Faso mais aussi à travers toute l'Afrique noire, il appartient, avec le Ghanéen Jerry Rawlings ou l'Ougandais Yoweri Museweni, à une nouvelle génération de chefs d'État qui ne veulent pas sacrifier leurs idéaux sur l'autel du pragmatisme. Plus que tout autre, il incarne l'espoir désespéré des Africains des années quatre-vingt.



Sennen Andriamirado

Rédacteur en chef au groupe Jeune Afrique, il a suivi au jour le jour l'action de Thomas Sankara, avec lequel il s'est lié d'amitié. Nul ne connaît mieux que lui l'itinéraire du président burkinabè, de sa prime enfance jusqu'à aujourd'hui. Un récit de journaliste, après une longue enquête, au Burkina Faso et ailleurs, et d'innombrables entretiens avec Thomas Sankara et son entourage mais aussi avec ses adversaires et détracteurs.

France 50 FF. Zone CFA 2 500 F CFA. Algérie : 83 DA. Tunisie 6 DT. Maroc 65 DH. Rwanda 730 FR. Burundi 1000 FB. Mauritanie 635 UM. Zaïre : 1300 Z. Suisse : 16 FS. Canada 13 $.

ISBN 2-85258-383-6

SABENA
BELGIAN WORLD AIRLINES
TRANSPORTE
LES JOURNAUX DU GROUPE
JEUNE AFRIQUE
VERS LA PLUPART
DES GRANDES CAPITALES
AFRICAINES

Sankara le rebelle

SENNEN ANDRIAMIRADO

J.A.L. 2